

11° ANNEE

10 MARS 1939

La Vie Intellectuelle



LES EDITIONS DU CERF
29, boulevard La-Tour-Maubourg,
PARIS-VII•

Sommaire

10 MARS 1939

QUESTIONS RELIGIEUSES

CHRISTIANUS. Vitalité de l'Eglise..... 162

C. VIGNON... Réunion des Eglises protestantes 165

● *Etat actuel de la doctrine dans l'Eglise anglicane*, par H. SAINT-JOHN, O. P., 177. — *La dernière réunion du Comité général de la F.U.A.C.E.*, par J.-A. LESOURD, 189.

● *Document : le Congrès de la J.A.C.*, 196.

QUESTIONS SOCIALES ET POLITIQUES

CIVIS..... Peuples jeunes et peuples vieux. 206

R. MILLET. La montée des périls et la réaction des Français..... 209

● *Remarques sur l'Empire*, par F. HENRY, 224.

● *Perfide Albion ?* par O. LEROY, 228. — *Lettre de Belgique*, par M. LALOIRE, 239. — *Chronique de politique étrangère*, par MAURICE-JACQUES, 245.

● *Livre*, par A. V., 250.

LES UNIVERSITÉS CATHOLIQUES

J.-T. DELOS, O. P. Le problème des Universités catholiques 252

R. THÉRY Université catholique et Action catholique 272

LES LETTRES ET LES ARTS

J. MORIENVAL.... Villiers de l'Isle-Adam .. 286

A.-J. FESTUGIÈRE. Enfants aveugles 299

● *La collection « Présences »*, par PIERRE ARROU, 304.

— *Histoires de Grand Dadaïs*, par A.-J. BATAILLARD, 314.

● *Cinéma*, par P. VILLOTEAU, 316. — *Le film documentaire allemand*, par PEYREBÈRE DE GUILLOUTET, 318.

● *Le mois artistique (février)*, par GASTON POULAIN, 319.

La Vie Intellectuelle

REVUE BIMENSUELLE

QUESTIONS RELIGIEUSES

CHRISTIANUS.

Vitalité de l'Eglise.
A l'avènement de Pie XII.



QUESTIONS PROTESTANTES

L. VIGNON.

Réunion des Eglises protestantes.

L'Assemblée constituante des Eglises réformées de France a entériné leur réunion. La joie spirituelle qu'a provoquée cet événement chez les protestants ne peut dissimuler à nos regards fraternels ce qu'a de précaire et de décevant cette union, bien loin encore de l'*Unité*.

. SAINT-JOHN.

*Etat actuel de la doctrine
dans l'Eglise anglicane.*

En 1922, une commission de théologiens était nommée au sein de l'Eglise anglicane, aux fins de déterminer quel était le degré d'unité actuellement réalisé dans cette Eglise, sur l'ensemble de ses doctrines. La commission a publié son rapport au début de 1938 : *Doctrine in the Church of England*, Londres, S. P. C. K., in-8, VIII-242 pp. C'est ce document qui a suggéré à un Dominicain anglais, bien au fait des choses anglicanes, les pages que voici.

A. J. ESPURD.

*La dernière réunion du Comité
général de la Fédération Universelle
des Associations Chrétiennes d'Etudiants.*



DOCUMENT

. BETTENCOURT. *Le congrès de la J.A.C. (21-23 avril)*

Pour son 10^e anniversaire, la J. A. C. prépare un congrès. Nous publions ici le résumé qu'elle donne de son activité depuis sa fondation.

Vitalité de l'Église

Le monde portait encore le deuil du Pontife, salué par des voix incroyantes comme « la plus grande figure de notre temps », que déjà la joie éclate de toute part à l'annonce du nouvel avènement. A l'heure où les dictatures semblent toutes-puissantes, où les idéologies matérialistes ou biologistes étendent leur emprise sur notre pauvre Europe, l'Univers entier se passionne pour l'élection du Prêtre universel; et lorsque le résultat rapide et triomphal est proclamé, les catholiques ne sont pas les seuls à prendre conscience de l'éternelle présence du Christ à son Église. « Nous avons un pape », s'écrie un protestant, et cet ouvrier, militant de la C.G.T., ne peut retenir un cri de joie dès qu'il connaît son nom. Pour chacun, l'éclatante soirée du 2 mai et le lumineux soleil qui se lève le vendredi 3 est le pré-sage rayonnant du règne qui s'inaugure.

Tandis que nos pauvres cœurs humains ont tant de mal à prendre conscience des liens qui les rassemblent, l'humanité se fait dans une joie commune, car l'Église s'est donné le Pontife que l'Univers entier désirait. Le secrétaire d'État de Pie XI avait visité, semble-t-il, toutes les nations et de toutes, par son charme, par sa bonté, par son intelligence, il s'était fait aimer. La France ne peut oublier ni le triduum de Lourdes, ni l'inauguration de Lisieux, ni sur tout la messe et le discours de Notre-Dame de Paris. Mais combien d'autres pays ont dû entendre rappeler aussi, ces jours-ci, avec ferveur les souvenirs de ceux qui avaient vu le Légat, devenu maintenant Pasteur suprême, et qui répétaient les paroles inoubliables dites à leur pays!

Paroles qui n'étaient point de simple complaisance. Car cette voix qui s'était élevée partout, au nom du Siège Romain, participait à l'autorité de celui qui n'hésita jamais à stigmatiser et à condamner inlassablement « le communisme athée et le nationalisme païen », ces erreurs funestes dont la diffusion en France, au Mexique, en Italie, en Russie, en Allemagne, dans le monde tout entier, menaçait la vie chrétienne et la liberté humaine, une fois de plus étroitement solidaires et également menacées. Pie XII succède à Pie XI et chacun sait maintenant que l'Église n'est pas près de céder, que la fermeté reste la même, et que la Vérité ne capitulera pas devant le mensonge. Cette assurance n'est pas étrangère à la certitude acquise par tous, l'autre soir, que la Paix avait remporté une grande victoire dans le monde. Pax, opus justitiae.

Mais au début d'un nouveau pontificat, le sentiment du chrétien n'est pas que de joie et de confiance. Cette présence du Christ, que l'élection du 2 mars lui a si fortement rappelée, exige l'engagement de tout son être. L'Église visible, qui revêt aujourd'hui tant d'éclat, n'est que le signe de cette réalité invisible faite de l'âme de tous les croyants, un avec leur chef dans une même foi, dans une unique espérance, dans un seul amour. Pie XII lui-même nous le demande : « Après la grâce de Dieu, dit-il, c'est sur votre bonne volonté que s'appuie le plus notre confiance. »

De grâce, n'entendons pas ce mot de bonne volonté au sens lénitif que nous avons coutume de lui donner. C'est de volonté qu'il s'agit, ferme, paisible sans aucun doute, mais ardente. De notre temps, le chef suprême de l'Église a de terribles adversaires : contre eux il lui faut mobiliser pour des initiatives nouvelles ces âmes violentes qui seules « ravissent » le royaume des cieux. Pie X a connu le drame du modernisme, la rupture avec la France et ces débuts de la guerre qui devaient hâter sa fin. Benoît XV a subi toutes les horreurs du conflit européen, et le déchaînement de la rage communiste. Pie XI vit les persécutions s'étendre dans combien de pays de la chrétienté, et devant la

croissance de l'oppression et de la haine, qui n'entend encore les sanglots du vieillard angoissé? Mais pour lutter contre le mal, tous trois nous ont fait retrouver l'amour de la vérité, la force de l'hostie et cet apostolat au nom conquérant d'Action catholique.

De quelles tristesses humaines ne sera pas témoin le règne de Pie XII? L'horreur a momentanément reculé; mais la joie des premiers jours passée, qu'en sera-t-il demain? Nul n'ose s'interroger...

Cependant il ne tiendra qu'à nous de suivre avec confiance le vicaire de Celui qui a vaincu le monde, car pour le chrétien une certitude demeure : la voix des Pontifes romains s'est toujours élevée non seulement pour dénoncer le mal, et les erreurs qui étaient à sa racine, mais encore pour montrer le seul remède. Et sans doute, le cœur se gonfle de tristesse au souvenir des appels désespérés que tant de chrétiens ont refusé d'entendre; mais la certitude n'en est que plus inébranlable qu'une compréhension plus filiale et une obéissance plus prompte aux appels de Benoît XV et aux condamnations de Pie XI eussent endigué la montée envahissante du communisme russe et du racisme allemand.

Le temps n'est plus, désormais, de semblables insoumissions. Si le salut terrestre de l'humanité n'est pas assez fort pour nous en persuader, que la signification surnaturelle de ces journées puisse nous en convaincre. A l'heure où nous aurions eu tentation de désespérer, le Christ a manifesté dans le monde la pérennité de la promesse faite à Pierre, que sur cette pierre il bâtirait son Église et que les portes de l'Enfer ne prévaudraient point contre elle.

CHRISTIANUS.

Réunion des Églises protestantes

Dans notre article du 25 novembre 1937, nous avons essayé de montrer les quatre principales fractions du protestantisme français (Églises libres, méthodistes, libérales [modernistes], orthodoxes [conservateurs]) en marche vers l'unité perdue, et laissé entendre que leur réunion était un fait virtuellement acquis au synode de Paris-Étoile. Nous avons raconté à ce propos l'émouvante protestation d'un petit groupe de pasteurs et de fidèles contre cette résolution d'unité et le blâme silencieux qu'ils avaient encouru. La situation nous avait parue réglée à ce moment. Les assemblées et les synodes qui se sont succédé depuis n'étaient plus, à notre avis, que des formalités nécessaires sans doute, mais ne changeant rien à la situation acquise. Cependant restait à obtenir la ratification de cette unité par l'Assemblée constituante des Églises réformées de France. Celle-ci tint ses assises à Lyon du 25 au 29 avril dernier et y enregistra solennellement ce fait capital. Il donna lieu à une de ces explosions d'âme collective telles que j'avais essayé d'en décrire à propos du rôle du chant dans les « images protestantes ». Toute l'assemblée, après un service de Sainte Cène, le 29 avril 1938, fut soulevée par une joie, une ardeur, un élan indescriptibles qui éclatèrent dans le chant du beau cantique « A toi la gloire, ô Christ ressuscité ! » Jamais peut-être déclenchement émotif n'avait connu pareille intensité. De toute évidence, cette unité qui pouvait paraître si indiquée à l'outsider, revêtait pour nos frères

séparés une importance extraordinaire. C'est qu'à ces chrétiens divisés entre eux depuis si longtemps, le fait de la réunion donnait conscience de former de nouveau une Église au lieu de n'être que des tronçons épars. C'est qu'ensuite, « l'Église réformée de France » — ainsi devait-elle désormais s'appeler — sentait qu'à présent elle se rattachait, plus directement et plus étroitement qu'elle n'avait jamais, à ses pères huguenots, qui tous avaient été partisans zélés de l'unité. C'était donc son âme des premiers temps qu'elle retrouvait avec « son unité séculaire » : comme le proclamaient ses porte-parole. Aussi bien était-ce ce qu'il avait fallu constamment rappeler pour que beaucoup consentissent des sacrifices nécessaires, mais allant jusqu'à causer souvent de véritables drames. Car il s'agissait de questions de conscience, et l'on sait combien est chatouilleuse sur ce point l'âme huguenote ! La manifestation du 29 avril était donc l'extériorisation naturelle et émouvante de longues et angoissantes luttes de durs conflits moraux et de ferventes prières. Elle était profondément pathétique.

L'unité acquise, restait à la réaliser et à aborder avec courage les innombrables difficultés qui n'allaient pas tarder à se présenter. Car, bien entendu, il allait en surgir de toutes sortes, dans le domaine administratif, liturgique, doctrinal.

Administrativement d'abord, comment se présentait « l'Église réformée de France » ? Sous un jour nouveau au point de vue organisation. Celle-ci était plus serrée ; osons dire le mot, plus hiérarchisée. Peut-être devait-elle en partie ce résultat au regroupement nécessaire de ses anciennes circonscriptions synodales, regroupement qui ne demandait pas moins de cinq millions, mais surtout une autre raison que nous verrons tout à l'heure. On sait que le mode d'administration des Églises protestantes es-

le régime presbytérien synodal avec autonomie rigoureuse de l'Église locale à la base (autonomie faisant pendant sur le plan social à celle de la conscience individuelle sur le plan spirituel). D'après les principes démocratiques de Calvin, toutes les églises sont aussi absolument égales entre elles que les pasteurs le sont entre eux. Or on allait voir dorénavant des délégués du Consistoire (sorte de pouvoir central) visiter les paroisses, les pasteurs leur soumettre des rapports sur la marche de celles-ci, demander conseil, recevoir des directives. Ces délégués rappelleraient un peu les inspecteurs luthériens. Ce n'était un mystère pour personne qu'on avait espéré mieux et, sous le nom de « super-arbitres » ou « commissionnaires », introduire dans l'Église réformée de France, de véritables évêques; l'ombre de Calvin n'en aurait pas frémi. Lui-même, paraît-il, autrefois, avait préconisé ce genre de super-pasteurs. Je ne vois pas comment il les aurait accordés avec l'égalité ecclésiastique formelle voulue par lui. Mais passons. L'idée d'évêque, même calvinisée, souleva un tel *tolle* chez nos frères séparés qu'il fallut y renoncer. Aux yeux de ces chrétiens, républicains dans l'âme et même, pour beaucoup, républicains avancés, l'évêque ne symbolise rien de moins que « l'oppression romaine ». Ainsi va l'imagerie d'Épinal. C'était déjà une concession notable que d'avoir obtenu le règlement décisif de toutes les questions et problèmes administratifs par l'Assemblée nationale dont le président devait être le pasteur Bœgner. Et encore, que le pasteur de l'Église locale serait proposé, mais non plus nommé par la commission exécutive synodale. Sa nomination dépendrait désormais du Consistoire. A beaucoup de protestants ces mesures apparurent comme un véritable commencement d'autorité et même de mainmise. Témoin cet extrait de *La Vie nouvelle* du 2 juillet dernier :

... Si les projets de constitution et de discipline sont maintenus tels quels, il faut bien le savoir, ils aboutissent à proclamer déchéance du protestantisme rural, au profit de formules qui conviennent qu'au protestantisme de ville.

Seul un régime presbytérien-synodal, où l'élément presbytérien l'emporterait sur l'élément synodal, communiquait les libertés, souplesse d'adaptation, les accommodements indispensables qu'exigent les paroisses, dans l'état actuel d'un protestantisme à qui manque la substance pour appliquer sans péril mortel les rigueurs de la discipline et d'un règlement uniforme...

... J'ai examiné froidement, je conclus que l'on ne continue pas mais que l'on fait une révolution... Je tiens, en dépit de toutes les attestations qu'on nous donne, que notre régime est renversé, que nous entrons dans une Église nouvelle, nouvelle dans sa formule, nouvelle dans sa pratique.

... De même, la tendance épiscopaliennne des nouveaux statuts, tendance indéniable, en rompant l'égalité stricte des pasteurs, qui découlait de l'égalité fondamentale des paroisses, consacre cette déchéance du protestantisme rural. Elle crée des évêchés en attendant des évêques...

Cependant, remarquons-le comme tendance nouvelle du protestantisme, si ce cri d'alarme éveille des échos, si cela ne modifie pas la situation acquise.

J'ai dit plus haut qu'une autre raison déterminait cette organisation plus serrée : l'influence très grande exercée sur certains pasteurs par le mouvement œcuménique d'Oxford et d'Édimbourg. Le rôle qu'il joue est considérable dans tous les domaines, et certainement dans celui dont nous venons de parler. On sait tout ce que doit l'Église anglicane à sa formation romaine. C'est le vicar de l'Église anglo catholique de Paris, qui, à propos de D^r Orchard — converti célèbre au catholicisme —, répondait à mon étonnement de voir cet ancien « libéral », préférer la discipline « romaine » à l'anglo-catholique : « Oh vous savez, l'une est aussi rigoureuse que l'autre. » À la fin, la précieuse « liberté » des Anglais est ordonnée

l'extrême, et nous le constaterions aussi bien dans l'Église presbytérienne écossaise que dans l'Église d'Angleterre ou dans le gouvernement.

A nous, outsider, l'organisation plus serrée de l'Église réformée apparaît comme le point capital de « l'unité » protestante en tant qu'unité ecclésiastique. Car bien qu'eux-mêmes prétendent (nous ne connaissons pas assez leur système pour nous prononcer) que rien n'est changé au régime presbytérien-synodal, ils nous semblent avoir fait le premier pas dans la voie de la centralisation. La protestation de *La Vie nouvelle* est là pour le confirmer. Pour nous qui souhaitons une réunion toujours plus grande, nous nous en réjouissons. Nous pensons en effet qu'en se rendant compte de la nécessité d'une organisation forte, ils perdront beaucoup de leurs préjugés sur la « tyrannie romaine », et comprendront bien des choses de notre Église qui, jusqu'ici, leur avaient échappé. C'est ce que l'on peut constater d'ailleurs chez les membres de toute Église à cadre régulier, qu'elle soit luthérienne, orthodoxe ou anglicane.

Au point de vue « piété », la réunion allait également apporter des éléments nouveaux. Dans ce domaine aussi, l'influence du « mouvement œcuménique » se fait sentir. L'introduction dans le culte dominical de nouvelles prières, de nouveaux cantiques, de sortes « d'introits », pour être en communion avec les Églises orthodoxes et anglicanes, nécessite la refonte de la liturgie, ce grand réflecteur de la piété. Et dans l'étude de la révision du rite du baptême, l'influence des « pentecôtistes » se fait sentir. Ceux-ci, comme leur nom l'indique, se réclament des premiers chrétiens de la Pentecôte et ne préconisent rien de moins que la réception effective de l'effusion du Saint-Esprit (avec les charismes qui l'accompagnent, et parfois même la glossolalie) par l'imposition des mains, le bap-

tême par immersion des adultes, et une vie religieuse intense. Ce mouvement exerce une certaine influence sur le protestantisme, mais moindre que la piété intransigeante des méthodistes. Ceux-ci exigent que seuls des chrétiens agissants occupent les postes offerts par les Églises. Notamment, par exemple dans les conseils presbytéraux. L'on voudrait y voir moins des gens habiles à bien mener la paroisse, que des conseillers modèles de piété et de vie chrétienne. Nous croyons savoir que le pasteur Bœgner serait assez favorable à cette manière de voir. De tels mouvements existent dans toute Église vraiment vivante. Il ne nous serait pas difficile d'en relever aussi dans la nôtre.

Mais où nous attendions avec le plus vif intérêt nos frères séparés, c'était dans ce qui touchait au domaine doctrinal. Nous avons déclaré nettement, dans notre article du 25 novembre 1937, que l'unité nous y paraissait impossible, parce qu'il était impossible de ramener au même commun dénominateur des principes aussi opposés que ceux des « libéraux » (modernistes) et des « orthodoxes » (conservateurs). Les exemples que nous avons donnés, et l'attitude du petit groupe de protestants représentés par le *Chrétien Évangélique*, nous semblaient concluants à cet égard. Cependant la déclaration de foi ralliait la grosse majorité des suffrages et peut-être existait-il derrière l'équivoque des termes une unité réelle qui répugnait seulement au libéralisme? Pour plus de clarté nous nous voyons obligé de reproduire cette déclaration ici :

Au moment où elle confesse sa foi en Dieu souverain et au Christ Sauveur,

L'Église Réformée de France,

Éprouve, avant toutes choses, le besoin de faire monter vers le Père des miséricordes le cri de sa reconnaissance et de son adoration

Fidèle aux principes de foi et de liberté sur lesquels elle est fondée;

Dans la communion de l'Église universelle, elle affirme la perpétuité de la foi chrétienne, à travers ses expressions successives, dans le Symbole des Apôtres, les Symboles œcuméniques et les Confessions de foi de la Réforme, notamment la Confession de La Rochelle : elle en trouve la source dans la révélation centrale de l'Évangile : Dieu a tant aimé le monde qu'il a donné son Fils unique, afin que quiconque croit en Lui ne périsse point, mais qu'il ait la vie éternelle.

Avec ses Pères et ses Martyrs, avec toutes les Églises issues de la Réforme;

Elle affirme l'autorité souveraine des Saintes Écritures, telle que la fonde le témoignage intérieur du Saint-Esprit, et reconnaît en elles la règle de la foi et de la vie;

Elle proclame, devant la déchéance de l'homme, le salut par la grâce, par le moyen de la foi en Jésus-Christ, Fils unique de Dieu qui a été livré pour nos offenses et qui est ressuscité pour notre justification;

Elle met à la base de son enseignement et de son culte les grands faits chrétiens affirmés dans l'Évangile, représentés dans ses sacrements, célébrés dans ses solennités religieuses et exprimés dans sa liturgie.

Pour obéir à sa divine vocation, elle annonce au monde pécheur l'Évangile de la repentance et du pardon, de la nouvelle naissance, de la sainteté et de vie éternelle.

Sous l'action du Saint-Esprit, elle montre sa foi par ses œuvres; elle travaille dans la prière au réveil des âmes, à la manifestation de l'unité du Corps du Christ et à la paix entre les hommes. Par l'évangélisation, par l'œuvre missionnaire, par la lutte contre les fléaux sociaux, elle prépare les chemins du Seigneur jusqu'à ce que viennent, par le triomphe de son Chef, le royaume de Dieu et sa justice.

A Celui qui peut,
par la puissance qui agit en nous,
faire infiniment au-delà de ce que nous demandons et pensons,
à Lui soit la gloire
dans l'Église et en Jésus-Christ,
de génération, aux siècles des siècles!

Amen!

Nous rappelons que cette déclaration était précédée d'un préambule où l'on assurait aux futurs jeunes pasteurs « qu'il ne leur était pas imposé un conformisme doctrinal », formule qu'on avait remplacée par celle-ci, devant le *tolle* qu'elle avait causé : « nous ne vous demandons pas d'adhérer à la lettre des formules ». Réserve qui n'avait pas soulevé moins d'indignation chez le petit groupe dont nous avons parlé, aussi bien que la Déclaration de foi.

Mais enfin rien de définitif ne pouvait être dit avant l'Assemblée de Lyon. Et après le beau service dont nous avons parlé, moins encore. On connaît la proverbiale simplicité huguenote. Cependant lorsque, désirant absolument savoir à quoi nous en tenir, nous demandons à l'éminent pasteur Maury dont la foi dogmatique et calvinienne est bien connue, si cette « déclaration » va avoir force de loi, et si l'on dira le *Credo* à l'Oratoire, temple libéral, il nous répond « qu'une période d'adaptation est nécessaire ». Réponse qui nous laisse rêveur. Lorsque, étonné de l'attitude luthérienne, nous demandons au distingué et affable pasteur Wheatcroft, pourquoi les luthériens ne fusionnent pas avec les calvinistes, celui-ci nous répond qu'outre leurs traditions propres auxquelles ils ne veulent pas renoncer, les luthériens trouvent la position doctrinale calviniste peu sûre. Enfin, quand, pour en avoir le cœur net, nous nous adressons au jeune et sympathique pasteur libéral Marchal, celui-ci répond sans ambages. Avec une franchise bien protestante, nous déclare qu'il n'est pas question pour lui et ses collègues libéraux de jamais dire le *Credo*. S'il en avait été autrement, si la liberté d'interprétation théologique n'avait pas été expressément sauvegardée, jamais ils n'auraient entré dans l'Église réformée de France. M. Ma

chal pense que le *Credo*, comme les autres symboles, reste une des « expressions » de la foi, « expressions » seulement, de même que la naissance miraculeuse ou la résurrection du Christ. Cette naissance et cette résurrection, c'était la manière des premiers chrétiens d'exprimer leur foi dans la grandeur du Sauveur. Mais lui, M. Marchal, pas plus que les autres libéraux, n'éprouve le besoin de ce « surnaturel particulier ». Ils le respectent chez leurs confrères orthodoxes, mais ne les suivent pas sur ce point. Nous lui faisons observer que c'est là du symbolo-fidéisme pur, qui risque d'amener la plus effroyable des confusions chez les fidèles. Mais le jeune pasteur nous dit calmement qu'il y a dans le protestantisme une sorte d'autorité organique qui fait office de pendule lorsque le balancier a oscillé trop à gauche ou trop à droite. En ce moment le balancier penche vers la droite calviniste représentée par les pasteurs Maury et Lecerf, en réaction de l'oscillation à gauche où il s'était complu dans un passé récent. Mais il n'y demeurera pas et reviendra à sa norme habituelle.

Or sa norme habituelle, pensai-je à part moi, c'est un bonnête zwinglisme, avec primauté de l'action sur la croyance, la relativité de celle-ci, et un moralisme imprégné de religion, le tout traversé, au cours des âges, de ces « mouvements » qui, relèvent-ils de Wesley, Mac All, Sankey et Moody ou Frank Buchman, sont tous monodirigés. Et tous également révélateurs de l'âme protestante, âme assoiffée de communication directe avec Dieu, sans intermédiaire de tiers ou d'intellect. Nous espérons revenir un jour sur cet état d'âme, et sur cette horreur instinctive du dogme qu'ont tant de nos amis protestants.

Pour ce qui est de l'unité doctrinale de l'Église réformée de France, la déclaration si nette du pasteur Mar-

chal ne fait que confirmer nos prévisions, à savoir que cette réunion ne pouvait être que la consécration officielle de deux doctrines contradictoires, la légitimation du chaos. Comment des pasteurs aussi catégoriques que MM. Maury et Lecerf ont-ils pu donner leur assentiment à cet état de choses ?

Mais d'abord, nous semble-t-il, parce qu'en dépit de ce qu'ils disent sur l'Église « Corps du Christ », à croire que ce sont des catholiques qui parlent, celle-ci répond bien moins à leurs yeux à l'idée de *fusion* qu'à celle d'*association*. Or dans une association, les croyances les plus opposées peuvent se concilier avec la poursuite d'un but commun (lutte contre le taudis ou l'alcoolisme par exemple). Cette notion aura certainement agi inconsciemment sur « l'unité » protestante, à laquelle il eût été plus logique et plus conforme à sa nature de substituer le mot « fédération ». Ensuite parce qu'à moins de renier le principe calviniste même de libre examen, avec le rationalisme qui, quoi qu'il en ait, s'y trouve mêlé, il était impossible de faire autrement. De sorte que MM. Maury et Lecerf ne pouvaient qu'accepter les libéraux. Ils déplorent leurs principes, ils espèrent « noyauter » leurs collègues, mais l'inverse pourrait tout aussi bien se produire. L'alliance de ces contraires fait un peu l'effet d'un « front populaire » religieux, allant des radicaux (orthodoxes) aux communistes (libéraux). De l'un comme de l'autre ne peut sortir que l'anarchie.

Mais « l'autorité souveraine des Saintes Écritures » demandera-t-on ? Cette autorité, toute souveraine qu'elle soit, ne résiste pas à l'intervention sans contrôle du libre examen, en dépit du témoignage intérieur du Saint-Esprit, et au quelque chose de figé du texte écrit. Nous le constatons dès les premières querelles entre luthériens et calvinistes. En ce qui concerne le calvinisme, nous l

voyons encore avec Castellion, le précurseur du « libéralisme », et Michel Servet. Ce n'est pas parce que Calvin a exilé l'un et brûlé l'autre qu'il a détruit leur esprit, ver rongeur du protestantisme. Le fidèle protestant, ballotté entre des doctrines contradictoires, tout en ayant une piété souvent plus grande et une culture religieuse plus étendue que le fidèle catholique, nous semble beaucoup plus déshérité que celui-ci élevé à l'école du surnaturel !¹ Nous demeurons tout de même stupéfaits, en tant que catholiques, de voir ces rocs que sont les pasteurs Maury et Lecerf passer outre aux déclarations les plus catégoriques de l'Écriture et, devant le texte clair et formel de la 1^{re} Épître aux Corinthiens, ch. xv, versets 3 et suivants, par exemple, admettre parmi eux des hommes qui le rejettent :

Je vous rappelle, mes frères, l'Évangile que je vous ai prêché, que vous avez aussi accepté, dans lequel vous avez aussi persévéré, et qui aussi vous sauvera, si vous le retenez dans les termes mêmes où je vous l'ai prêché, autrement votre foi aurait été vaine.

Car je vous ai transmis avant tout ce que j'ai reçu, savoir que Christ est mort pour nos péchés, conformément aux Écritures, qu'il a été enseveli, qu'il est ressuscité le troisième jour, conformément aux Écritures, qu'il est apparu à Céphas, ensuite aux Douze. Ensuite il est apparu à plus de cinq cents frères à la fois, dont la plupart vivent encore aujourd'hui, et quelques-uns sont morts; ensuite il est apparu à Jacques; ensuite à tous les apôtres; enfin après eux tous, il m'est apparu, à moi, comme à l'avorton!... Si Christ n'est pas ressuscité, votre foi est illusoire, vous êtes encore dans vos péchés et par suite ceux qui se sont endormis en Christ ont péri.

De sorte que seul nous semble mériter véritablement le nom de protestants (au sens de protester) le petit nombre représenté par le *Chrétien Évangélique*. Énergique-

1. On sait le mot qu'on prête à M. Jacques Maritain entrant dans l'Église : « Enfin une religion qui croit au surnaturel ! »

ment il repousse les idées libérales, refuse d'entrer dans une unité qui lui semble obtenue par le reniement de sa foi, et se constitue en groupe à part. Il ne compte que trente-neuf églises ; mais à lui s'applique le texte : « Ne crains point, petit troupeau ; il a plu à notre Père de vous donner le royaume. »

Si nos informations sont exactes, l'église de Gardonne (Var) refuserait, elle aussi, de se mêler aux libéraux et se séparerait de l'Église réformée de France, en retenant dans son sein des éléments méthodistes.

Concluons-nous ? Il n'en est guère besoin. Cette « unité » ne pouvait aboutir à un autre résultat, étant donnée son erreur initiale. Mais il échappera toujours l'ensemble des protestants que l'erreur dans le domaine de l'esprit est aussi destructive et beaucoup plus pernicieuse que le péché dans l'ordre moral.

CLAUDE VIGNON.

NOTES ET RÉFLEXIONS

État actuel de la doctrine dans l'Église anglicane

Au catholique désireux de prendre position vis-à-vis du rapport de la *Commission on Christian Doctrine* des archevêques anglicans, publié au mois de janvier, une question préalable se pose :

Quel rapport existe-t-il entre l'Église anglicane et la foi catholique ? Si, par exemple, on est convaincu que, dans les desseins de Dieu, sa seule fonction est de témoigner à ses propres adhérents que ceux-ci habitent une Babel confuse, d'où il leur faut s'évader sans délai, il est inutile de creuser plus profond ce rapport : utilisons au plus tôt nos plus grosses pièces d'artillerie pour pulvériser la cité ennemie et hâter la reddition de ses habitants. Si, au contraire, on a raison de croire que Dieu a de plus grands desseins sur l'Église anglicane, que peu à peu il la guide, très lentement, vers une connaissance de la vérité, alors il nous faudra une compréhension intime, accueillante, de ce qui se passe à l'intérieur de cette Église pour que nous puissions comprendre ce que Dieu y fait.

L'Église anglicane et la foi catholique.

Ne jugeons donc pas le rapport entre l'Église anglicane et la foi catholique de façon superficielle en n'y relevant que ses divergences d'avec les normes catholiques. Il faut le comprendre pleinement, il faut le voir dans son contexte comme étant le produit de l'Église anglicane d'aujourd'hui; or l'Église anglicane d'aujourd-

d'hui doit être envisagée et du point de vue de son histoire dans le passé et du point de vue du sens dans lequel elle pourrait évoluer dans l'avenir.

Le bouleversement de la Réforme arracha violemment l'Angleterre à la tradition vivante du catholicisme latin, elle ne l'intégra cependant ni à l'un ni à l'autre des grands courants du protestantisme continental. Dès la séparation définitive de Rome, l'Église anglicane se trouva isolée, unissant à son héritage d'un passé catholique de nombreuses infiltrations du protestantisme de l'époque. L'Église anglicane prit son point d'appui, non sur la tradition vivante comme le faisait le catholicisme, mais sur une vaste interprétation de la vérité, comme le faisaient le calvinisme et le luthéranisme, mais sur l'Église primitive des premiers siècles. Alors que le catholicisme faisait appel à une tradition continue et vivante comme son ultime témoin de la foi, que le protestantisme ne se souciait guère de l'intervalle entre les Apôtres et ses premiers fondateurs, et présentait une nouvelle interprétation de l'Écriture, l'anglicanisme repoussa les deux attitudes, se basa sur un appel aux âges les plus purs de la chrétienté et se forgea une tradition à la fois orthodoxe, sacramentelle, sobre, savante, biblique, d'allure patristique et historique et dogmatique, mais seulement dans les questions où l'Église primitive s'était elle-même nettement prononcée. La scolastique, avec sa tradition de pensée théologique très serrée, ainsi que les gros des systèmes des réformateurs continentaux, furent mis de côté, et de cette façon se développa tout ce qui caractérise l'*ethos* anglican¹.

1. Certes, il est vrai que dans la *Church of England* une tradition puritaine a toujours existé parallèlement à la tradition anglicane. Beaucoup, héritant de cette tradition, ont une place prépondérante dans l'anglicanisme le plus représentatif et abordent les vérités religieuses sous l'angle de l'*ethos* anglican, sans toutefois perdre les marques distinctives de leur origine. Mais la pure tradition puritaine, elle aussi, survit toujours, quoique isolée et quelque peu hostile au grand courant de la vie anglicane.

L'autorité, dans la conception catholique de la religion (et ceci se vérifie dans les traditions de l'Occident latin et de l'Orient orthodoxe), comporte deux éléments d'égale importance : la loi immanente dans la communauté, spontanément obéie par celle-ci, et la loi transcendante, imposée du dehors. La première est propre à l'*Ecclesia docens*. La loi transcendante tire son origine de l'enseignement du Christ par faits et par paroles pendant son séjour en ce monde. En tant que cet enseignement est accepté et vécu par la communauté qui est son Corps mystique, il devient immanent à celle-ci. Mais le fait de vivre de cette loi immanente (que ce soit une vie nourrie par la prière et le culte des fidèles ou par l'élaboration intellectuelle du philosophe et du théologien) est une incessante mise en valeur de conséquences jusqu'alors implicites. D'ailleurs, de temps en temps, le savant cherche à faire une synthèse de nouvelles connaissances, historiques et scientifiques, et des vérités éternelles et immuables de la loi immanente. Il en résulte une croissance dans la loi immanente dont on vit; et une croissance proportionnée dans la loi transcendante qui est imposée. A chaque stade la croissance devra être contrôlée par l'*Ecclesia docens*, gardienne de la foi, laquelle a pour mission de juger si telle croissance est un authentique développement, si telle synthèse est une authentique représentation de l'enseignement du Christ. Chacun de ces deux éléments est essentiel comme constitutif d'une autorité religieuse véritable et équilibrée. Trop souligner la fonction d'imposition de l'extérieur mène au légalisme : ne pas s'en soucier à l'antinomianisme.

Depuis quatre cents ans l'Église anglicane s'est tenue à l'écart de la tradition ininterrompue du catholicisme occidental, et, jusqu'à ces dernières années, encore plus rares étaient ses contacts avec l'orthodoxie orientale.

Pendant toute cette période elle a eu sa loi immanente produisant ses effets presque sans aucun contrôle d'une loi transcendante imposée de l'extérieur par l'autorité. S'il arrivait que l'autorité s'exercât, c'était d'ordinaire le fait de l'État, le puissant partenaire, plutôt que l'Église elle-même en tant qu'organisme indépendant. La force qui a formé sa loi immanente a été une tradition eclectique qu'elle a créée elle-même, et qui est dans son ensemble, basée sur des formulaires écrits. Cette tradition a toujours été susceptible d'une grande variété d'interprétations, surtout en ce qui concerne des questions comme la nature de l'Église visible et de sa autorité, celle de la Révélation et de la foi qui nous ouvre à elle. L'épiscopat anglican n'a jamais, en tant que corps enseignant, essayé de trancher ces questions, et encore moins de faire de ses décisions des normes réglementaires pour la vie de l'Église anglicane en son ensemble. Il en résulte que l'Église anglicane a vécu tout au cours de son histoire, tantôt plus tantôt moins vivement, en vertu d'une loi immanente qui a donné lieu à une présentation du christianisme aux reliefs plutôt catholiques que protestants. Cette présentation n'a jamais été contrôlée par une autorité extérieure parlant au nom d'une tradition vivante et dépassant ses propres expressions; pour cette raison elle comporte une grande divergence au sujet de la nature de l'autorité elle-même.

Le mouvement d'Oxford et le mouvement libéral déclenché par l'école de *Lux mundi* ont tous deux contribué à façonner le caractère de l'Église anglicane actuelle. La nature même de l'Église anglicane, sa propre tradition, son *ethos*, rendirent possibles ces deux mouvements, tels qu'ils se sont déroulés. À l'origine l'anglo-catholicisme fut un renouveau spontané de doctrine et de pratiques sacramentelles, basées sur une forte sève sacramentelle déjà inhérente à l'anglicanisme traditionnel. Celles-ci furent développées et poussées bien au-delà de ce qu'on avait connu dans la *Church of England* d'antan; et son langage de dévotion, son expres-

sion théologique, ainsi que ses pratiques cérémoniales sont empruntées en majeure partie à des sources latines. Beaucoup des idées de ce mouvement ont maintenant pénétré l'Église anglicane, et l'influence du mouvement dépasse de beaucoup ses propres adhérents. De plus en plus, on a tenu compte non pas de la norme anglicane traditionnelle, c'est-à-dire l'Église primitive, mais de quelque expression vivante du catholicisme historique, quel qu'il paraît dans les traditions de l'Occident latin et de l'Orient orthodoxe.

Le mouvement libéral, qui eut Bishop Gore comme protagoniste, traverse et coupe le mouvement anglo-catholique vers la fin du dernier siècle. Ce mouvement ne fut pas propre à l'Église anglicane, mais généralement répandu dans toute la chrétienté; cependant l'*ethos* anglican fit qu'en Bishop Gore et ses disciples le mouvement prit des nuances spécifiquement anglicanes. Le développement de l'esprit scientifique moderne au cours du XIX^e siècle obligea les chrétiens à envisager de nouveau la vérité révélée dans son cadre de connaissances scientifiques et historiques nouvelles et d'hypothèses basées sur ses connaissances. Ces nouvelles connaissances et ces hypothèses sont tirées principalement de la critique littéraire et historique de la Bible et des origines chrétiennes, en général, ainsi que des lumières que les théories évolutionnistes (scientifiques ou philosophiques) jettent sur la doctrine chrétienne traditionnelle. Une science de bon aloi a, dans le sein de l'anglicanisme, vigoureusement fait face aux attaques menées au nom de la science et de la critique historique contre la religion. Ce sont des savants non-catholiques qui ont soutenu le choc principal, et les anglicans y ont eu leur bonne part, surtout en matière biblique; il suffit de feuilleter les livres du P. Lagrange ou du P. de Grandmaison pour s'en rendre compte. En revanche la défense des doctrines traditionnelles a été généralement faible au sein de l'Église anglicane. Cette carence vient certainement du fait que l'Épiscopat n'y constitue pas une

autorité enseignante, active et donnant une expression à une tradition vivante et continue de la vérité révélée. De ce fait, on n'a pas pu diriger et contrôler la loi immanente au moyen de la loi transcendante imposée par l'autorité extérieure. La loi immanente s'est assimilé des positions et des idées, surtout en ce qui concerne la nature de l'autorité et de la révélation qu'elle-même proclame, qui, à vrai dire, sont destructrices de la vérité, même si l'on ne s'en aperçoit pas immédiatement. L'hérésie moderniste au sein de l'Église catholique fut condamnée non pas tant à raison de ses conclusions critiques par trop hardies, mais plutôt parce que sous ses conclusions rôdait un immanentisme subtil qui, logiquement, devait aboutir à une négation de toute révélation objective. Si l'on trouvait une négation de ce genre dans l'Église anglicane, elle ne serait aucunement représentative de sa foi. Cependant on n'est pas assuré que, au sujet de tout ce monde complexe qui suggère le mot *credo*, certaines positions qui aboutiraient logiquement à cette négation ne prévalent point un jour ou l'autre. Or il n'existe pas de tradition vivante d'autorité pouvant remplir la fonction de moniteur et de guide, et capable, en un moment de crise, d'exiger l'ultime obéissance de la foi. Voilà donc le portrait de l'Église anglicane d'aujourd'hui. Elle a sa tradition à elle, son « ethos », comprenant beaucoup d'éléments qui sont catholiques, mélangés à d'autres qui sont contraires à la foi. Elle est vivante, douée d'une vitalité spirituelle, mais celle-ci souffre d'une certaine sécheresse du fait qu'elle comprend des éléments qui, à vrai dire, s'excluent mutuellement. Elle a surtout besoin d'une autorité enseignante et active, basée sur une tradition qui tienne à quelque chose de plus que ses propres expressions; une autorité qui puisse éliminer les éléments faux et incompatibles à l'intérieur, et donner à l'Église sa consistance.



Examen du rapport de la commission doctrinale.

C'est en tenant compte de tout cela qu'on doit examiner le rapport de la commission doctrinale des archevêques anglicans si l'on veut bien le juger. A quel point les membres de la commission étaient-ils les représentants de l'Église anglicane prise dans son ensemble? L'anglo-catholicisme d'extrême-droite n'y fut point représenté, et les extrémistes de la gauche, du genre *Protestant Alliance* non plus; à ces exceptions près, on peut dire que les trois écoles — anglo-catholique, évangélique, moderniste — furent toutes représentées par des *scholars* ayant la tournure d'esprit anglicane et se sentant chez eux dans l'ambiance anglicane². Beaucoup d'entre eux étaient des écrivains influents. Dans ce sens donc, la Commission reflétait fidèlement la tradition anglicane et la *Church of England* d'aujourd'hui en tant qu'incarnant cette tradition.

Le Rapport ne fait pas autorité, si ce n'est en raison du prestige des membres de la Commission; il ne fait que constater l'état actuel de la doctrine et dire en quelle mesure il y a entente. Là où sont notées les différences d'opinion, il est presque toujours convenu par tous les membres de la Commission, que telle ou telle doctrine a droit de cité dans l'Église anglicane; cependant « ça et là, un ou plusieurs membres peuvent douter, ou même nier qu'un point maintenu par un de leurs collègues soit théologiquement en accord avec la doctrine catholique ou avec la tradition de l'Église angli-

2. Il semble que les anglo-catholiques eurent une forte majorité et que ceux-ci étaient, pour la plupart, des anglo-catholiques de gauche.

cane; de tels cas apparaîtront en divers points du rapport » (p. 3). Dans la première catégorie il faut ranger les différences au sujet du péché originel et de la chute, l'existence ou la non-existence d'anges et de démons; dans la seconde, la négation de la naissance virginale et du tombeau vide comme faits historiques, de l'existence de miracles et de la licéité de l'adoration eucharistique en dehors de l'usage du sacrement. A ce sujet le rapport n'apporte rien de nouveau; aucune de ces divergences d'opinion ne peut nous étonner; elles ont été matière à discussion dans l'Église anglicane depuis cinquante ans. Mais ce qui est plus inattendu c'est que tous les membres admettent comme légitimes des explications du péché originel foncièrement intenable. La raison en est, non pas dans des difficultés surgies par suite de découvertes ethnologiques et préhistoriques, ou par suite d'une hypothèse d'origine évolutionniste de l'homme, mais dans une mauvaise définition de la grâce et de la façon dont elle parachève la nature.

A vrai dire, cette carence se retrouve tout au long du rapport; elle provient d'une conception insuffisante du surnaturel et de ses rapports vis-à-vis du naturel. Cela se fait sentir dans les conclusions au sujet de la révélation et de l'autorité, et aussi (mais le sujet n'est pas explicitement traité) sur le sens de la foi. Cette indécision semble dissimuler une profonde divergence théologique dans la commission même, et dans l'ensemble de l'Église anglicane — un point qui n'a pas été examiné, et dont l'existence même n'est peut-être pas soupçonnée^a.

3. Ce qu'on souligne ici peut être illustré par le traitement accordé, dans le rapport, à l'inspiration de l'Écriture Sainte (p. 27). En elle-même, et abstraction faite de ce qu'elle omet, cette section est un admirable exposé du sujet, mais, au début, un paragraphe semble soustraire la doctrine de l'inspiration du domaine des vérités révélées, et en faire tout simplement une conclusion de raison tirée du caractère des Livres saints et de la profonde pénétration spirituelle qu'on y trouve. De même, au sujet de

C'est parce que l'accord qu'on y trouve est en grande partie établi sur des bases précaires, et non en raison de divergences explicites, que le rapport en son ensemble est assez décevant. Et pourtant, à un autre point de vue, c'est ici que le travail de la Commission donne le plus d'espoir. Un problème tout à fait central pour l'unité de la chrétienté est celui de la nature de l'Église fondée par le Christ, et lorsque le rapport se met à discuter cette question, on sent qu'il y a là un vrai progrès. D'abord il est remarquable qu'une Commission représentant vraiment exactement les divers groupements de l'Église anglicane contemporaine ait pu atteindre un tel degré d'unanimité sur une question aussi fondamentale. Ceci aurait été impossible il y a trente ans. D'ailleurs, la première partie (la plus importante en tant que plus fondamentale) du traité de l'Église (pp. 99-104) est un énoncé admirable, partant de données scripturaires, de la nature de l'Église comme communauté divinement établie, habitée par l'Esprit-Saint, et, dans les desseins de Dieu, l'instrument pour la Rédemption du genre humain dans le Christ.

Le salut est offert aux hommes par l'activité rédemptrice de Dieu. Il ne peut être reçu par l'individu que par la libre réponse de sa volonté. Cependant, selon l'enseignement du Nouveau Testament, le salut offert n'est pas seulement individuel; en fait, c'est à la fois, la réconciliation de l'individu avec Dieu et son enrôlement dans la Communion des Saints qui est la fraternité des sauvés, unis les uns aux autres dans la communion du Saint-Esprit. C'est comme membre du Corps, comme « co-héritier », comme participant à l'héritage commun des saints, que l'individu, par la foi au Christ, espère le salut, un salut qui est essentiellement social et corporatif (p. 105).

Enfin, l'ignorance, là où le rapport entre l'Auteur divin et les auteurs humains (rapport unique, avoue-t-on) devrait être traité, on ne trouve aucune élaboration théologique, et toute la question est résolue en une phrase suffisamment vague pour signifier tout ce que le lecteur voudra y mettre.

Le catholique reconnaîtra ici les sentiments d'un monde avec lequel il se sent profondément uni, notwithstanding les différences qui pourraient surgir après. De même qu'il y a une foncière unité de principe entre ce qu'enseigne l'Église catholique et ce qui est établi par le Rapport au sujet de l'Église et du ministère chrétien. Le sacerdoce dans l'Église découle du sacerdoce du Christ :

Dans les Actes des Apôtres, on nous présente l'Église, au jour de la Pentecôte, comme un corps de croyants où est intégré un foyer reconnu d'unité, un organe d'autorité, l'Apostolat, qui devait son origine au Seigneur lui-même. Il n'y eut pas d'abord un Apostolat qui s'entoura d'une communauté de croyants après coup; il n'y eut pas non plus un assemblage amorphe de croyants qui délèguèrent aux Apôtres l'autorité de parler et d'agir en son nom. Croire que l'organisation de l'Église a dû débiter d'une de ces deux façons c'est se tromper. Dès le début il y eut une fraternité de croyants qui réalisaient leur unité dans les Douze (p. 114).

Enfin, dans la section intitulée, *La doctrine générale des sacrements*, la fondation des sacrements dans la vie organique de l'Église est expliquée d'une façon toute catholique :

Il est de l'essence de la doctrine chrétienne des sacrements qu'en chaque sacrement Dieu lui-même est actif, répandant la grâce au moyen des signes extérieurs. Cette œuvre est toujours rédemptrice, et les sacrements sont les moyens par lesquels les bienfaits de la passion du Christ sont appliqués aux besoins d'un monde pécheur. Le Christ agit maintenant dans le monde par son Corps qui est l'Église. Les sacrements appartiennent à l'Église, sont partie intégrante de sa vie organique et y puisent tout leur sens (pp. 127 et 128).

Ainsi, pour la première fois dans son histoire, on peut dire que l'Église anglicane en son ensemble, telle qu'elle est représentée par la Commission, a émis une doctrine

de l'Église, du sacerdoce et des sacrements, d'un type foncièrement catholique. Ceci est particulièrement vrai en ce qui concerne le propos de la doctrine de l'Église, où on a dû expliquer son unité et sa catholicité de façon à correspondre à la position anglicane traditionnelle. Néanmoins, la tendance générale est riche d'indices pour l'avenir. L'Église anglicane est en évolution, et l'une des principales forces qui décide de son mouvement est son grand rôle dans l'œcuménisme.

Aujourd'hui chaque confession chrétienne témoigne d'une tendance à rechercher les raisons pour lesquelles le message de l'Évangile au monde a si peu d'effet et reste si pauvre; de tels examens de conscience amènent une véritable révolution des idées et des points de vue. En butte aux attaques de la philosophie matérialiste, la chrétienté commence à se soucier profondément d'unité. Le mouvement œcuménique, qui commença à Stockholm et à Lausanne, et continua l'an dernier à Oxford et Édimbourg, témoigne clairement de ce souci; et les discussions qui s'y poursuivent indiquent que tôt ou tard beaucoup des assistants auront à se préoccuper de la question fondamentale de l'autorité. Il existe dans l'Église anglicane des potentiels qui, une fois réalisés, lui permettraient de faire le « pont » entre la tradition catholique⁴ (représentée par l'Occident latin et l'Orient orthodoxe) et la tradition protestante des Églises réformées. Elle-même est en dehors des deux grandes traditions catholiques, et sans pouvoir doctrinal capable de trancher les questions; cependant elle est catholique en sa conception fondamentale de l'Église. Puisqu'elle est arrivée à une conception de l'Église, qui est foncièrement catholique, cela veut dire qu'elle a au moins fait quelques pas dans le sens de la découverte d'une con-

4. J'emploie le mot catholique ici et dans de semblables contextes, non pas dans un sens technique, mais avec une nuance plus générale, voulant signifier *de type catholique*, à l'opposé de *de type protestant*.

ception catholique de l'autorité ; et aussi qu'elle pourrait se débarrasser des conceptions libérales de liberté et d'individualisme dont elle est actuellement saturée. Elle tourne de plus en plus les yeux vers la tradition de l'orthodoxie orientale — même si elle les tourne également ailleurs. S'engagera-t-elle davantage au point d'entrer dans cette tradition, et ainsi continuer avec d'autant plus d'efficacité parmi les Églises réformées son œuvre pour la réunion de la chrétienté ? Verra-t-on les plaies de la chrétienté pansées, guéries par la réconciliation de Constantinople et de Rome ?

HENRY SAINT-JOHN, O. P.

Laxton Hall, Stamford.

La dernière réunion du Comité général de la Fédération Universelle des Associations Chrétiennes d'Étudiants

Du 8 au 18 août 1938 s'est tenue à Bièvres une conférence dont l'importance ne doit pas nous échapper : le Comité général de la F.U.A.C.E. (en anglais : *Student Christian Movement*, S.C.M.). Ce groupement, peu important par la quantité de ses membres en France (quelques milliers), est un des groupements d'étudiants les plus nombreux du monde et un des plus puissants. En majorité protestant, il réunit toutes les Églises issues de la Réforme et aussi les orthodoxes. A l'heure actuelle, il a des ramifications dans vingt-cinq pays environ. Cent dix délégués représentaient ces pays au Congrès.

La méthode la plus simple pour rendre compte de cette réunion est de rapporter objectivement ce qui s'est passé. Il serait à la fois niaisement facile, et inutile, d'apporter nos solutions aux problèmes qui y furent étudiés. Exposer ces problèmes et indiquer dans quel sens la F.U.A.C.E. s'engage pour les résoudre, voilà le but de ce résumé.

Comme dans tout congrès, on a fait le bilan du passé et tiré des plans sur l'avenir. Comme dans tout congrès, il y eut à régler des questions administratives et aussi à fixer des points de doctrine et des principes d'action. Comme dans tout congrès, on entendit des exposés présentés de façon systématique et aussi des conversations particulières ou hasard des rencontres. Étudions, de ces trois points de vue, les principaux aspects de cette réunion.

Passons rapidement sur les questions administratives.

Le bureau fut entièrement renouvelé. Notons — ces élections sont d'importance — que le nouveau président de la F.U.A.C.E. (l'ancien secrétaire général) est M. Visser t'Hooft, l'un des théologiens les plus en vue de l'école de Karl Barth, et que Jean Bosc, le secrétaire du mouvement fran-

çais, également barthien convaincu, a été nommé membre de la commission exécutive. Ils l'ont été d'ailleurs moins du fait de leurs positions théologiques qu'en raison de leur valeur personnelle et de leur connaissance des milieux d'étudiants. Notons également que le mouvement d'étudiants protestants du Brésil a pris une assez grande importance pour qu'on puisse le rattacher officiellement à la Fédération Universelle.

Quelles sont les tendances théologiques de la Fédération reflétées par ce congrès ? — Un article sous forme de dialogue de M. Pierre Maury¹, qui fut longtemps vice-président de la Fédération, en rend clairement compte. C'est dans ce domaine peut-être que la Fédération a le moins d'unité. D'ailleurs, les divergences dans cet ordre n'ont pas toujours leurs racines dans une différence d'interprétation de la Bible. Les tempéraments nationaux, les particularités culturelles des divers pays y apparaissent parfois. En premier lieu le théologien suisse K. Barth a sur la Fédération européenne continentale, en particulier, une grande influence. Les lecteurs de *La Vie Intellectuelle* connaissent les positions générales de ce théologien : « antiphilosophisme », « antitotalitarisme », soumission étroite à la Bible, calvinisme renouvelé, impossibilité pour la raison de s'approcher de Dieu, importance accordée à la liturgie, au dogmatisme, « antimoralisme ». Tous les membres de la Fédération ne s'enferment pas dans des limites aussi nettes. Les étudiants américains, par exemple, qui se trouvaient à ce congrès, ne semblaient pas attacher aux questions dogmatiques beaucoup d'importance. Pour eux, le christianisme doit surtout tenter de résoudre les conflits pratiques, « moraliser la civilisation ». Les anglicans, de leur côté, réclament de saint Thomas. Pour les orthodoxes, les questions théologiques se posent souvent en termes philosophiques. Ils tentent de faire du christianisme un cosmisme « qui ne serait pas la reconnaissance d'un ordre de choses tel qu'il se présente à un moment donné de l'histoire, mais une conception du monde sanctifié en tant qu'il reconnaît son Seigneur et obéit à ses commandements » (Archimandrite Cassian). Les Asiatiques enfin ne sont pas sans être

1. Publié en français dans *In extremis*, organe de la Fédération suisse — et en anglais dans le *Student World*, organe de la F.U.A.C.E., intitulé « Défense du Christianisme ».

inquiétés par ces différences; une déléguée chinoise nous a dit combien répugnait à l'esprit de son pays une vérité, si on peut dire, divisée, — combien, en particulier, la grande division catholicisme-protestantisme troublait l'âme de ses compatriotes. Mais ces différences, après tout, ne sont pas propres à la Fédération, elles sont celles du monde non catholique dans son ensemble.

Examinons maintenant quelles furent les questions propres à la Fédération.

C'est M. V. t'Hooft qui fit le rapport sur le passé de la Fédération. Il retraça tout d'abord à larges traits l'histoire de ce passé en trois périodes.

La première (1895-1918) se caractérisa par le zèle missionnaire. C'est ce qu'on a appelé « la passion des âmes ». Il s'agissait surtout alors de lancer un message très simple et très clair; de mettre chaque étudiant devant le problème religieux et de lui annoncer la parole de Dieu. La devise de cette époque est : « Que sert à un homme de gagner l'univers s'il vient à perdre son âme ? »

Après le bouleversement de la guerre — qui naturellement rendit plus complexe l'universalité de la Fédération — commence une *deuxième période* (1918-1928) pendant laquelle son activité s'est exercée surtout à propos des questions sociales et internationales. Le danger fut la confusion entre les tâches du monde et la tâche de la Fédération. La devise de cette période c'est « la parabole du levain ».

Venant aux années précédant ce Congrès (1928-1938), M. V. t'Hooft remarque que les efforts de la Fédération étaient caractérisés par deux choses : l'importance des faits politiques et l'intérêt apporté aux questions œcuméniques. Partout, semble-t-il, l'influence de l'État grandit et, en face de cet envahissement, le christianisme doit sauvegarder son indépendance. De là il résulte que partout les mouvements d'étudiants chrétiens deviennent quelque chose de suspect. Partout ils ont, pour affirmer leur foi, à lutter. Cette opposition entre les chrétiens et le monde a amené tout naturellement les étudiants à approfondir la notion d'Église. Il semble, d'après M. V. t'Hooft, que ces dernières années, la Fédération ait repris conscience de l'Église — en tant que société spirituelle invisible et en tant qu'organisation visible. Naturellement le problème œcuménique se pose aux protestants avec une acuité particulière, et le problème pour

la Fédération sera de servir les Églises en restant indépendante d'elles. M. V. t'Hooft conclut en disant que la Fédération devait rester radicalement et uniquement *chrétien* que sa tâche était essentiellement *missionnaire*, qu'enfin elle était un mouvement *indépendant et engagé*. Tel est bilan du passé.

Sous ces trois caractères, nous allons examiner le travail que la Fédération se propose de faire pour l'avenir.

I. — En tant que mouvement *chrétien*, la Fédération met à la base de son action l'étude de la Bible. Dans le document qui doit organiser la période qui vient (*le plan de travail*), il est dit :

L'étude individuelle et collective de la Bible est au centre même de la vie de nos associations chrétiennes. Le christianisme est une religion révélée, et la Bible est l'histoire suprême de cette révélation. Il ne peut pas y avoir de connaissance personnelle de la religion chrétienne en dehors de l'étude continue et approfondie de l'Ancien et du Nouveau Testament. La Bible n'est pas seulement une source historique de notre foi, elle contient le message de Dieu aux hommes et ce message ne peut être saisi que si les hommes reviennent toujours à nouveau avec une réelle attente. L'ignorance religieuse des étudiants de nos universités séculières, du monde moderne, l'insuccès des organes d'éducation religieuse à fournir des études bibliques adéquates et dynamiques et la disparition graduelle de la lecture de la Bible au foyer familial contemporain, tout cela rend cette partie du programme de l'A.C.E. plus urgente et plus nécessaire que jamais...

... L'étude de la Bible réclame encore de nous que nous l'étudions dans son ensemble, c'est-à-dire que nous examinions chaque passage dans son rapport avec d'autres qui en rendent le sens plus clair.

... L'étude biblique en groupe est basée sur le principe du travail en équipe. L'étude biblique est sans valeur pour ceux qui prennent pas une part active et personnelle !

Du point de vue de l'action chrétienne, la tâche que propose la Fédération est l'œcuménisme. M. Fr. Millard, ancien président de la F.U.A.C.E., nous a déclaré : « Je n'hésite pas à dire que l'œcuménisme est la vocation de la Fédération. » Pour cela la Fédération renonce entièrement à la conception d'un œcuménisme facile qui consisterait en un ensemble de concessions faites par chaque secte. Elle est décidée à agir suivant une notion très différente : elle s'agira, pour chaque membre d'une confession, d'approfondir

lir le sens de son Église, de rester avec fidélité le membre
 l'une Église. « Là où l'on trouve cette volonté d'infatiga-
 ble obéissance, là pourraient aussi prendre naissance l'u-
 nité et la communauté chrétiennes universelles »
 M. M. Lindström, délégué suédois). En somme, on cher-
 chera plus à savoir ce qui oppose qu'à célébrer ce qui unit,
 et l'essentiel sera d'approfondir les bases dogmatiques de
 la foi et de sa liturgie. En aucun cas, l'œcuménisme ne
 peut être conçu comme un compromis. L'examen de la
 liturgie de chaque confession, en particulier, est sans doute
 une des meilleures voies de l'œcuménisme. « Là seulement,
 on saisit le nœud vital de la foi des membres de cette con-
 fession ². » Mais, d'un autre point de vue, la Fédération est
 indépendante de l'Église et n'est rattachée à aucune Église.
 La F.U.A.C.E. est un mouvement laïque indépendant,
 dont l'inspiration prend sa source dans l'Église, mais qui
 n'est dirigé ni par une Église, ni par un groupe d'Églises
 particulières ³. »

II. — Au point de vue *missionnaire*, la F.U.A.C.E. a trois
 plans d'activité. D'abord l'université où elle a à apporter
 son témoignage. Il est intéressant de voir que la Fédération
 semble décidée à faire là un travail bien précis « dans son
 milieu », c'est-à-dire chez les étudiants, comme la J.E.C.
 Travail d'ordre culturel d'abord : effort pour rendre l'uni-
 versité plus vivante et plus éducative. Travail religieux
 aussi : étudier toutes les questions à la lumière de la révé-
 lation et de la foi.

Ensuite dans les lycées : le mouvement lycéen a pris par-
 tout une telle extension qu'on a décidé de lui donner plus
 nettement une organisation internationale, de faciliter les
 camps, les échanges et les relations entre lycéens des diffé-
 rents pays.

Enfin la Fédération a un travail évangélisateur à faire
 en dehors de l'université. Elle désire apporter sa contribu-
 tion au travail des missionnaires. Mais une nouvelle ten-
 sance se fait jour : renoncer à l'idée d'un Occident chré-
 tien et d'un Orient païen, pour laisser chaque homme an-
 noncer la parole de Dieu chez lui. N'y a-t-il pas, à l'heure
 actuelle, autant de raisons de prêcher le christianisme en
 Europe qu'en Chine ou aux Indes ?

III. — Enfin, la Fédération est un mouvement *indépendant et engagé*, par rapport à l'Église d'abord, aussi et surtout à l'égard du monde. La Fédération contribue à établir une communauté chrétienne au sein du monde livré au paganisme. Entourée par cette idolâtrie, elle doit vivre parmi des idolâtres — et en même temps lutter contre l'idolâtrie et annoncer la vérité à ces idolâtres. Sur les questions internationales, il faut citer ce fait émouvant : les étudiants chinois ont proposé aux étudiants japonais consacrer des journées fixées ensemble à prier les uns pour les autres. Dans les deux pays, ces Journées ont été observées et ont apporté aux pays belligérants réconfort et espoir.

Au point de vue des questions sociales, un rapport remarquable de Mlle Rose Terlin posa ainsi le problème : d'un côté, la misère de la majorité des hommes; de l'autre, deux réponses des chrétiens : ou bien une réalisation du Royaume de Dieu par un ordre social déterminé, ou bien ne faire qu'annoncer la Parole de Dieu, le mal social étant inévitable. La Fédération veut chercher une troisième solution qui, partant du sens révolutionnaire du christianisme — chaque homme ayant une dignité égale devant Dieu — s'appliquera à étudier le problème et à trouver des moyens d'action concrets qui varient suivant les pays. Mais cette action sociale du chrétien ne doit pas être menée en technique chrétienne; chaque étudiant fédératif sera dans son milieu « le levain », et de lui rayonnera un mouvement qui tendra à rendre la cité plus juste et plus humaine.

Tels furent les principaux thèmes des discussions et des conférences. Je voudrais ajouter à ce compte rendu quelques impressions personnelles.

D'abord, ce qui motivait cette réunion c'était uniquement la foi en Jésus-Christ. « Les raisons de ce Congrès, a dit M. F. Miller, n'étaient ni des buts politiques, ni des intérêts économiques, ni des sympathies sociales, ni même des doctrines intellectuelles ou morales, mais deux faits : l'un, la mort et la résurrection d'un jeune homme juif, il y a vingt siècles; et l'autre, l'existence d'une Église qui annonce la Parole de cet Homme. » Et cela, c'est quelque chose. C'est quelque chose de voir pour ces seules raisons un Chinois causer avec affection à un Japonais, d'entendre

pour ces seules raisons un Anglais reconnaître devant un Hindou certains traits odieux de l'impérialisme britannique. C'est quelque chose que, pour ces seules raisons, on puisse discuter librement et vraiment de tout ce qui peut être vital. C'est pour cela, je crois, que l'atmosphère de ce Congrès fut si agréable : simplicité sans grossièreté, gaieté sans excès, sérieux sans attitude. Tout ce que M. P.-H. Simon disait dans un récent numéro de *Temps Présent* à propos de l'esprit du Congrès de *Pax Romana*, on pourrait le redire à propos du comité général de la Fédération universelle.

Ensuite, j'ai été frappé de la différence de maturité entre les mouvements européens et le mouvement américain, par exemple. Un congressiste français m'a dit : « Claudel n'a pas compris le protestantisme parce qu'il ne l'a vu qu'à Washington. » C'est très douteux; mais ce qui est vrai c'est qu'il y a une différence énorme entre les deux mouvements. Les protestants français, hollandais ou scandinaves sont informés des choses de notre Église, et leur foi ne se réduit ni à un élan sentimental, ni à un étroit moralisme. A toutes les questions ils ont des réponses; sur tous les problèmes ils ont des positions nettes. Il faut s'en souvenir.

Enfin, je dois ajouter combien j'ai été touché de ce que j'ai entendu dire sur l'Église catholique. Une Chinoise m'a dit combien on aimait et admirait, en Chine, les efforts du catholicisme, combien y était respectée une personnalité comme Mgr Yu-Pin, dans tous les milieux. Il est remarquable, en particulier, de voir l'importance du catholicisme français. Les étudiants protestants et catholiques de Santiago, de Montréal, d'Oxford, connaissent et apprécient Jacques Maritain et Étienne Gilson. Des mouvements comme la J.O.C. ou les Équipes sociales font l'admiration de beaucoup.

Une congressiste française m'a dit : « Je suis protestante; mais je suis fière du catholicisme français! »

Tel fut ce Congrès. Je crois pouvoir redire qu'il était important. Qu'avons-nous à faire devant cet effort? Pouvons-nous faire quelque chose? Ce n'est pas à moi de décider! Ce que je vois, c'est qu'on nous y a fait des offres de contacts, des invitations à nous connaître. Faudra-t-il nous y refuser?

J.-A. LESOURD.

DOCUMENT

Le Congrès de la Jeunesse Agricole Chrétienne (21, 22, 23 avril)

Depuis dix ans la J.A.C. existe. Après des débuts difficiles — ne disait-on pas en 1929 : « Ils sont jeunes, inexpérimentés et n'arriveront à rien » ? — ce mouvement rural, a pris son essor plus magnifiquement encore qu'on n'osait l'espérer.

Et lorsque, en première page d'un grand quotidien de Paris on pouvait voir, au début de janvier, un article intitulé « Ils étaient dix gars qui aimaient la terre », sous l'étendard de la J.A.C., ils sont aujourd'hui 25.000 militants », c'était bien le signe d'une transformation dans l'opinion publique. Ce petit mouvement qui avait tant de mal à partir, pourrait-on le reconnaître dans les adhérents de maintenant qui se comptent par dizaines de mille, pourra-t-on le reconnaître surtout lors du congrès du X^e anniversaire à Paris les 21, 22, 23 avril ?

Pourtant l'idéal n'a pas dévié depuis le premier jour, il s'est développé, il s'est précisé ; mais il reste le même. Les 25.000 jeunes qui se réuniront au Vélodrome d'Hiver pour étudier la crise paysanne : l'exode, la dénatalité, les difficultés terribles rencontrées pour s'établir sur la terre et fonder un foyer, n'auront dans les remèdes qu'ils proposeront ensuite que le même désir du bien commun que possédaient leurs devanciers.

Le sens chrétien les dominera tous et les prières du samedi 22, dans la soirée, ils feront retentir les voûtes de Notre-Dame, la messe qui sera célébrée le 23 par les premiers jacistes ordonné prêtre, l'abbé Vincent, l'Aube, prouveront que toutes leurs espérances sont placées dans le spirituel.

A. BETTENCOURT.

A la veille de ce congrès, la J.A.C. a fait le bilan de ses dix premières années d'activité. Nous le publions ci-dessous à titre documentaire.

I. — QUI A FONDÉ LA J.A.C. ? ET QUAND ?

La J.A.C. va fêter par son grand congrès national son dixième anniversaire. Tout naturellement la pensée se porte vers les origines : quand et comment est-elle née ?

Si pour la J.O.C. il est facile de découvrir les quelques hommes, prêtres ou laïcs, auxquels elle doit sa naissance, ses origines sont plus difficiles à déterminer pour la J.A.C.

a) L'ancienne A.C.J.F., fondée par Albert de Mun en 1886, avait, au moment de la Grande Guerre, des groupes ruraux actifs et nombreux. Après la guerre, une *section graire*, puis une *commission rurale*, furent au sein de l'A.C.J.F. des acheminements vers la spécialisation. Dans cette commission rurale nous trouvons, en 1928, Jacques Verté qui fut le président de la J.A.C.

b) Parallèlement tout un mouvement se dessinait pour la formation professionnelle de jeunes ruraux : E.A.C. — études agricoles par correspondance — Semaines de Journées rurales qui allaient dans le même sens que la J.A.C.

c) L'Union Catholique de la France agricole (U.C.F.A.), qui groupait, peu après la guerre, sur le terrain professionnel les agriculteurs catholiques, devait préparer la voie au catholicisme.

d) Enfin quelques expériences tentées à Nancy avec M. l'abbé Jacques et Robert Gravier — qui fut deuxième président national — et en Eure-et-Loir avec Mgr Gaudron — depuis évêque d'Évreux — avaient été la préfiguration de la J.A.C.

e) Enfin la naissance de la J.O.C., son succès étonnant, et l'enthousiasme qu'elle avait provoqué, firent partout se poser cette question : *A côté de la J.O.C. ne faut-il pas une A.C. solidement organisée sur le plan national ?*

Le 17 mars 1929 eut lieu la première réunion de diri-

geants ruraux, présidée par J. Ferté, où fut décidée la création de la J.A.C.

En août 1929, la J.A.C. reçoit son premier aumônier général, le P. Foreau.

Le 1^{er} mars 1930 paraît le premier numéro de la *Jeunesse agricole*.

Le 24 juin 1930 : la *Saint-Jean*. La J.A.C. date de ce jour sa naissance officielle. La Saint-Jean n'est-elle pas la fête populaire de nos villages avec ses feux de joie ?

Depuis la J.A.C. a grandi, lentement, mais sûrement sans bruit, faisant peu parler d'elle — trop peu ! Au point que beaucoup l'ignorent encore dans le grand public.

Régulièrement, sans à-coup, le germe s'est développé ; tirage du journal a augmenté, d'année en année, pour atteindre aujourd'hui 65.000 — presque tous abonnés. Le nombre des sections affiliées atteint 1700 et il y en a double en préparation.

Parallèlement à cette extension matérielle, à ce développement numérique, se poursuivait l'approfondissement, le mûrissement de la pensée jaciste.

La J.A.C. découvrait peu à peu les problèmes du monde rural, précisait le but à atteindre et cherchait à y adapter des méthodes efficaces.

II. — QUE VEUT LA J.A.C. ?

A cette question répond naturellement le programme audacieusement proclamé par le chant jociste et que la J.A.C. a repris à son compte : *Refaire chrétiens nos frères*, les reconquérir au Christ. C'est bien, en effet, l'essentiel.

Mais à mettre l'accent trop exclusivement sur cette formule, on risquait de dévier le mouvement et l'on n'a pas toujours échappé à ce danger. Combien de prêtres n'ont vu dans la J.A.C. qu'un moyen nouveau de raviver la pratique religieuse et de remplir leurs églises ! Cela devait être la conséquence d'une lente transformation du milieu, non le but à viser immédiatement et le résultat à obtenir artificiellement.

Dans les premières années, le malaise moral semblait plus aigu que le malaise économique. Ce dont apparemment

ment on souffrait le plus à la campagne, chez les jeunes, c'était ce « complexe d'infériorité » qui affectait le jeune paysan, et plus encore la jeune paysanne, et les faisait bougir de leur condition. Depuis plusieurs générations, dans la presse, dans le théâtre — même de patronage —, dans la chanson, dans les écoles — parfois même chrétiennes —, au régiment, le paysan était tourné en ridicule par des plaisanteries aussi niaises que malfaisantes. Il fallait donc revaloriser la profession agricole dans l'opinion — d'abord des jeunes ruraux eux-mêmes — et insister sur la vertu paysanne. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle le mouvement s'est appelé Jeunesse Agricole, bien qu'il s'adressât à tous les jeunes ruraux. Il fallait mettre à l'honneur la profession agricole, élément principal du monde rural.

Ramener la joie au village, par l'organisation des fêtes locales, professionnelles, etc., par l'assainissement de certaines distractions, la restauration de coutumes traditionnelles..., il y avait là un champ immense qui s'ouvrait à l'activité des jacistes, et où, dès le début, ils ont obtenu des résultats importants. On remédiait ainsi à l'isolement, à l'individualisme rural, et l'on développait chez les jeunes l'esprit d'initiative.

Mais on s'aperçut bien vite que l'activité jaciste ne pouvait se restreindre au plan moral et religieux, et que l'organisation des loisirs ne résolvait pas les principaux problèmes du monde rural. La crise économique mondiale qui commença à se faire sentir vers 1930 eut ses répercussions dans nos campagnes.

La dépréciation des produits agricoles fit succéder une ère de plus en plus étroite à l'aisance relative dont avaient joui les ruraux durant quelques années. L'exode rural, pour les causes, pendant un temps, avaient été surtout d'ordre psychologique et moral, s'accrut par suite de la crise. Les raisons économiques passèrent au premier plan. L'application des lois sociales de 1936 précipita l'exode des ruraux vers la ville, dans des proportions catastrophiques. Il fallait être bien ignorant des conditions de vie des ruraux pour n'avoir pas prévu cette conséquence, le déséquilibre entre le niveau de vie des ruraux et le niveau de vie des ouvriers ou employés de ville s'étant subitement considérablement aggravé. On commence à s'en inquiéter.

ter dans les sphères officielles, mais le mal est encore beaucoup plus profond qu'il ne paraît, car :

1° Ce qui s'en va vers la ville, c'est la jeunesse, et souvent toute la jeunesse masculine et féminine. On cite nombre de villages où pas un jeune homme, pas une jeune fille ne reste.

2° Ceux ou celles qui restent, la plupart du temps, c'est qu'ils ne peuvent pas faire autrement et ils n'attendent qu'une occasion favorable.

Quand les ouvriers sont trop mécontents de leur sort, ont pour armes la grève et les manifestations bruyantes.

L'arme des ruraux c'est l'évasion vers la ville : ils évahissent l'usine, ou, de préférence, les postes de fonctionnaires (chemins de fer, gardes mobiles, gendarmes, etc.) et l'expérience prouve — quoi qu'en dise certaine littérature de convention — qu'ils y réussissent aussi bien, mieux que d'autres.

En face de cette situation dramatique, la tâche de J.A.C. devient particulièrement grave.

Il ne s'agit plus de savoir si l'on est fier ou honteux de travailler la terre; cette question se pose beaucoup moins qu'il y a quelques années. Il ne s'agit plus seulement d'organiser de saines distractions. Il s'agit de voir que la paysannerie française est un monument qui non seulement s'effrite, mais, profondément lézardé, menace de s'écrouler; et que déjà des pans de murs entiers sont en ruine.

La J.A.C. est donc amenée à poser le problème rural dans son ensemble, car il commande les conditions de vie des jeunes ruraux, en particulier leur possibilité de s'établir et de fonder un foyer. C'est ce qu'elle a fait cet hiver dans la campagne préparant son Congrès jubilaire.

Nous tâchons de faire prendre conscience aux jeunes de la gravité de la situation et nous voulons leur montrer que le salut du monde rural — et, partant, le salut de la France — en grande partie est entre leurs mains.

Le monde rural est faible parce qu'il est émietté, rongé par l'individualisme et la routine, parce qu'il manque de véritables élites sorties de son sein; presque tous ceux qui pourraient constituer ces élites sont, dès l'école primaire, détournés de la campagne.

Le rôle principal de la J.A.C. est précisément de former

ces élites sans les séparer de la masse, mais au contraire en contact intime et perpétuel avec cette masse.

La déficience, c'est qu'elle n'a pas encore suffisamment compris et senti les besoins profonds et réels de cette masse.

III. — LES DIFFICULTÉS DE LA J.A.C.

a) *Les objections.*

Elles sont venues des horizons les plus opposés.

1. Des diocèses dont les campagnes étaient presque entièrement déchristianisées, on nous disait : « Évidemment votre programme est excellent, nulle part plus que chez nous on n'en sent la nécessité urgente. Oui, la J.A.C. est absolument nécessaire, mais chez nous elle est impossible. Je n'ai pas le ou les militants pour commencer. »

2. Des diocèses où l'ensemble des ruraux demeure fidèle à la pratique chrétienne : « Votre mouvement de conquête n'a pas sa raison d'être chez nous ; les jeunes, nous les avons déjà ! » On ne voyait que l'aspect religieux du problème, et l'on ne voyait pas que derrière cette façade rassurante l'édifice menaçait ruine.

b) *La dispersion du monde rural.*

L'émiettement en une multitude de petites paroisses de deux cents ou trois cents habitants fut un grand obstacle à la J.A.C. en bien des régions. Comment faire un groupe vivant avec si peu d'éléments ? Le groupe constitué, comment l'empêcher de se replier sur lui-même en cercle fermé, comment y faire circuler le grand courant de vie jacobiniste ?

Il fallait faire prévaloir une conception plus large de la paroisse. On a bien inventé le *Secteur jacobiniste*, comprenant cinq, dix paroisses, un canton, etc. Les militants ou futurs militants se réuniront une fois par mois au centre géographique le plus accessible, pour s'y former sous la direction d'un jeune dirigeant et d'un aumônier compétent. Ils y recevront des consignes pratiques qu'ils tâcheront de réa-

liser chacun dans leur paroisse; peut-être arriveront-ils à constituer une équipe, ou même une petite section : c'est le *centre-départ* du secteur. Arrivé à un stade plus évolué avec des sections affiliées, le secteur aura son *centre de formation* de dirigeants.

c) *La complexité du monde rural.*

Faire de la paysannerie une classe sociale analogue à la classe ouvrière, c'est commettre une lourde erreur; et un mouvement d'Action catholique basé sur cette fausse assimilation irait à un échec certain.

En réalité, le milieu rural comprend toutes les catégories, ou, si l'on veut, toutes les classes sociales : depuis le châtelain qui vit sur ses terres jusqu'à l'ouvrier agricole en passant par le petit exploitant, le fermier, le métayer et cela dans la seule profession agricole, qui n'est pas tout le monde rural; car à côté l'on rencontre quelques professions libérales (médecin, notaire, fonctionnaires), et surtout les artisans et commerçants ruraux, que leur situation sociale — mais non la profession — rapproche du petit exploitant, propriétaire ou fermier.

Pourtant ce monde rural, dans sa diversité, a un principe d'unité sur lequel s'appuie l'action jacobine. Tous ces jeunes ont grandi dans la même ambiance du village, ont participé aux mêmes jeux, se sont côtoyés sur les bancs de l'école et du catéchisme. De plus, leurs intérêts sont solidaires les uns des autres. Qu'il y ait une mauvaise année pour les cultivateurs, ou mévente des produits, les artisans ou commerçants en souffriront presque autant.

N'empêche que la variété des professions et des conditions sociales pose à la J.A.C. des problèmes qu'elle n'a pas encore complètement résolus.

d) *La diversité des régions au point de vue moral et religieux.*

Tandis que la mentalité ouvrière est sensiblement la même à Lille ou à Marseille, à Lyon ou à Nantes, quelle différence entre les ruraux de la région nantaise ou vendéenne — traditionalistes, attachés à leur religion — et

eux de la Creuse — où il y a des cantons entiers sans prêtres —, ceux du Var ou des Basses-Alpes — gagnés au socialisme ou au communisme ! Les conditions matérielles de vie diffèrent du tout au tout entre certaines plaines ou vallées très riches et les maigres terres de montagne, où l'exode est absolument inévitable.

Plus on y réfléchit, plus on reconnaît cette diversité des régions, et plus la tâche de la J.A.C. apparaît difficile. Si dans les premiers temps la tendance a été de copier la J.O.C., qui avait si bien réussi, à mesure qu'on avance et qu'on approfondit, on voit surtout les différences avec le milieu ouvrier et la diversité des méthodes jacistes et jocistes va en s'accroissant.

a) Le manque d'aumôniers adaptés.

Nous ne disons pas le manque de militants ; car nous sommes persuadés — et l'expérience le prouve — qu'il y a partout, dans nos campagnes, comme à la ville, de l'excellente graine de militants, qui ne demande qu'à germer et à se développer. Ce qui manque, ce sont les ouvriers vraiment aptes à cultiver cette graine. Beaucoup de diocèses, même en majorité ruraux, n'ont pas fait pour la J.A.C. le quart des efforts et des sacrifices qu'ils ont faits pour donner des prêtres à la J.O.C.

On n'a pas encore compris jusqu'ici l'importance du problème rural et l'urgence de la solution qui s'impose.

IV. — LES RÉSULTATS OBTENUS

En dépit de ces difficultés et de ces obstacles, la J.A.C. existe, est une force, et les résultats obtenus sont considérables, beaucoup plus qu'il ne paraît.

Par la J.A.C. des dizaines de milliers de jeunes ruraux ont sortis de leur morne isolement, se sont sentis plus forts, plus courageux, en se groupant, plus fiers aussi de leur profession.

Depuis trois ans une Journée nationale de propagande jaciste, célébrée en même temps dans toute la France, a eu

un succès de plus en plus considérable. Plus de 500.000 personnes, en des milliers de réunions, ont été atteintes chaque fois par ces Journées. La veillée de prière à laquelle tout le village est invité, et qui s'est faite même dans les paroisses sans prêtre, a produit une grosse impression.

Cette année, 300.000 calendriers jacistes ont été placés dans les foyers ruraux, ce qui suppose que les militants ne sont pas restés inactifs.

En des milliers de villages, l'atmosphère des fêtes locales, des battages, des vendanges, des noces, a été complètement changée par la J.A.C.

Par les E.A.C. (Études agricoles et artisanales par correspondance) des milliers de jeunes sont devenus des *valeurs professionnelles* qui s'imposent, et déjà les syndicats, mutuelles, coopératives, font appel à leur compétence et à leur dévouement pour des postes de confiance.

Déjà un grand nombre de jacistes ou d'anciens jacistes sont devenus conseillers municipaux, maires de leur village, parfois même élus à des postes plus importants : conseillers généraux ou d'arrondissement. Et souvent ils ont été choisis par des compatriotes non croyants, à cause de leur valeur personnelle et en dépit de leurs convictions religieuses.

Ces résultats sont encore peu de chose en comparaison de ce qui reste à faire. Nous atteignons peut-être un quart ou un cinquième des villages qu'il faudrait atteindre. Il faut du temps pour qu'un mouvement rural se développe, mais nous pouvons envisager l'avenir avec confiance. Nous croyons que la J.A.C., épaulée par la J.A.C.F., et prolongée par des mouvements d'adultes qui travailleront dans le même sens, tient la clé du problème rural.

Un évêque disait : « Ce diocèse sera jaciste ou il cessera d'exister. » Dans le même sens nous osons dire : « La paysannerie française sera pénétrée et vivifiée par le jacobinisme ou bien elle s'écroulera. »

QUESTIONS SOCIALES ET POLITIQUES

CIVIS.

Peuples jeunes et peuples vieux.

Qu'en est-il de la France?

R. MILLET.

*La montée des périls et la réaction
des Français.*

La rencontre de Munich fut la croisée des chemins de la politique française. Le prochain numéro de *La Vie Intellectuelle* reviendra longuement sur les exigences de son redressement. Il est bon, auparavant, de s'enquérir des réactions des principaux groupements de notre pays. Un observateur particulièrement averti en présente ici le tableau.

HENRY.

Remarques sur l'Empire.

La diplomatie sur la place publique n'est peut-être pas la meilleure. Une diplomatie, dans tous les cas, est néfaste : celle de la duplicité. Ne l'aurait-on point, hélas ! choisie pour nous ?

D. LEROY.

Perfide Albion ?

Si nous faisons effort pour comprendre les Anglais, nous risquons bien de restreindre notre amitié à une passagère conjonction d'intérêts.

M. LALOIRE.

Lettre de Belgique.

Crise du régime ?

M. JACQUES.

Chronique de politique étrangère.

Le maréchal Pétain, ambassadeur de France.

A. V.

Livre.

Peuples jeunes et vieux

La mode est de classer les peuples en jeunes et vieux. Naturellement les vieux ce sont ceux d'en face, tandis que l'autre resplendit soi-même d'une jeunesse inaltérable. Il suffit d'ailleurs, d'un coup de baguette, analogue à celui des fées, pour transformer les vieux en jeunes, et faire apparaître sous des barbes démodées la fraîcheur de l'adolescence. Ainsi le plus décrépité, le plus cacochyme des peuples est hier le peuple turc. On l'appelait « l'homme malade », sa décrépitude laissait si peu de place au doute que l'existence ne venait même pas qu'on pût le tirer d'un si triste état. Puis Kemal Ataturk est venu et il a déclaré que le peuple turc était un peuple jeune. Il s'est mis à fabriquer des canons, à remplacer les chéchias par des chapeaux melons, à fermer les écoles étrangères. Il a construit une ville nouvelle, ouvert des usines et voilà qu'il faut tenir pour une vérité certaine que la Turquie s'est trempée dans une coupe de Jouvence merveilleuse. Avec certaines différences dans le coup de baguette et la manière des fées, l'Italie et l'Allemagne ont passé de la même façon sous le fer à friser. Comme personne en France ne s'est avisé de proclamer que nous sommes un peuple jeune et que nos adversaires ont grand intérêt à nous représenter comme chenus, négligés et décatés, il n'est pas inutile d'examiner de plus près la sénilité ou la verdeur printanière des uns et des autres. Il y a, en effet, une puérilité qui n'est pas loin de la jeunesse, et il ne faut pas prendre pour une force véritable les soubresauts musculaires provoqués par une bonne injection de strychnine. Et d'autre part les fléchissements regrettables d'ailleurs, de la maturité, n'ont rien de commun avec la débilité sans espoir de l'âge avancé.



En réalité, cette classification est un pur moyen de polémique, et un expédient commode pour relever les peuples de leur découragement ou exciter leur fanatisme. C'est un peu du même ordre que la fabrication intensive des armements, et je serais surpris que la paix universelle en tirât bénéfice. Rien ne fera que les peuples de notre Europe ou de l'Extrême-Orient, à l'exception de ceux que la dernière guerre a créés ou ressuscités, ne soient déjà d'une vénérable ancienneté. Ce qui est vrai c'est que tous les peuples sont à leur gré capables de réveiller leurs énergies ou inclinés à leur laisser prendre une forme léthargique. Ce n'est pas parce qu'un gaillard sans scrupule se rue tout à coup sur son voisin somnolent ou affaibli que le premier a quelques siècles de moins et l'autre quelques-uns de plus. Au lendemain de la guerre personne ne parlait du visage flétri de la France, et l'Allemagne se sentait si vidée de sa substance qu'elle ne parlait que de se rapprocher de l'Asie. Il faut même se méfier des arguments tirés de la natalité, et du trompe-l'œil des mariages facilités à prix d'or. Nous ne disons pas que l'on ait tort de recourir à ce procédé, car l'État ne saurait se montrer trop favorable à la constitution de foyers nombreux et féconds. Mais, en fait, la fécondité des peuples qui se disent jeunes n'est pas en hausse, même si leur population est en augmentation. Pour nous en tenir à l'Allemagne (dont la densité de population est d'ailleurs, très inférieure à celle de la Belgique) les calculs demandent à être examinés de près.

Dans un article récent, M. Fernand Boverat, président de l'Alliance nationale contre la dépopulation, établissait que bien loin d'être une nation prolifique l'Allemagne est dotée d'une fécondité anormalement basse, et nullement supérieure à celle de la France. Elle bénéficie en ce moment de la fécondité de ses familles au début du siècle, grâce à laquelle elle compte aujourd'hui une forte proportion d'hommes et de femmes entre vingt et quarante ans. Mais elle ne dépasse pas aujourd'hui une fécondité moyenne de deux enfants par mariage, ce qui est aussi le chiffre — lamentable — de la fécondité dans notre pays; et l'avenir de sa natalité est fort peu brillant. Nous ne nous arrêtons sur ce sujet que pour montrer la valeur des arguments qu'on in-

voque pour se donner des brevets de jeunesse. Et je : bien qu'il y a autre chose, un réveil du sens de l'effort de la discipline nationale, de la simplicité des mœurs. Mais je n'oublie pas non plus que ce résultat est obtenu à grand renfort de contrainte policière. Un cheval qui prend le lop sous le fouet n'est pas plus jeune qu'au moment où marchait au pas.



On devine que nous forçons un peu le plaidoyer. S'il en effet se garder d'être dupe, nous ne voulons pas qu'il n'y ait rien qui soit digne d'éloge dans les essais entrepris autour de nous pour retremper le ressort de l'effort nationale. Mais qu'on nous laisse tranquille avec ces mules publicitaires de jeunesse et de vieillesse. Il serait déplorable que l'on fût tenté chez nous de les prendre sérieux. La réalité c'est qu'un peuple est toujours coupable de se laisser aller sur le chemin de la moindre peine, qu'à ce compte il a vite fait de perdre son rang, son honneur et même sa vie. La fatalité de déchéance qui attend l'homme soumis à la loi de la mort ne joue pas pour les nations. Il leur est toujours loisible de reprendre le bon chemin. Dans un petit livre¹, dont on peut cette fois commander sans réserve la lecture, M. Jules Romains d'avis que s'il n'y a qu'une vérité imparfaite dans la maxime « un homme est vieux s'il se croit vieux », on est contraire bien près de la vérité quand on dit qu'un peuple est vieux « s'il se croit vieux ». Nous n'avons aucun sujet de croire à notre sénilité. Certaines de nos institutions vieillies. Qu'on les renouvelle. La sclérose des organes administratifs est curable. L'âme française reste aujourd'hui comme hier aussi capable de généreux desseins et de fortes résolutions. Il lui manque seulement de les vouloir, et de se mettre au travail. Elle demeure aussi riche que le français d'énergies disponibles et de promesses d'avenir. Si les friches commencent à y apparaître, ce n'est pas que le fond soit appauvri.

Ici comme là, c'est le fond qui manque le moins.

CIVIS.

1. Cela dépend de vous. Flammarion.

La montée des périls et la réaction des Français

Si les inquiets ont pu craindre un véritable déclin de l'énergie française, a-t-il suffi, pour les rassurer, de la réaction que viennent de provoquer chez nous les exigences italiennes ? Si l'on veut mesurer mieux l'importance de notre attitude, il convient d'observer que tout Français de bon sens avait deviné la présence active de l'Allemagne derrière la machine de guerre italienne. Il faut constater aussi l'excellent effet de notre résolution ; on ne le prouve mieux que les lignes suivantes, récemment parues dans la *Gazette de Cologne*, organe plus modéré, il est vrai, que la plupart des autres journaux allemands :

On ne saurait se contenter de faire remarquer que dans l'affaire tchèque M. Daladier a fait plusieurs fois des déclarations qui, par la suite, se sont avérées vides de contenu. Cette fois, le problème est différent. Les revendications italiennes ont créé dans le peuple français un état d'esprit qui n'a rien à faire avec celui de l'été et de l'automne 1938.

Autrefois, les Français se demandaient s'il valait vraiment la peine de prendre les armes pour une construction politique englobant contre leur volonté trois millions et demi d'Allemands. Mais cette fois il s'agit du patrimoine national français. Le seul point qui préoccupe l'opinion française est de savoir dans quelle mesure l'Angleterre soutiendra la France en face de l'Italie.

Après cette démonstration du redressement français et

des heureuses conséquences qu'il peut produire, nous sentons plus libres, n'est-ce pas, de substituer l'optimisme toujours dangereux un esprit critique parti pris de réalisme comparables à ceux d'un médecin qui, même en se penchant sur un homme sain, cherche la maladie. Une auscultation générale de la France dira si l'incontestable sursaut de notre nation est décisif pour que toute la presse allemande, même qui reflète la pensée des hitlériens les plus fanatiques cesse d'appuyer les revendications italiennes et sur nous le même jugement que la *Gazette de Cologne*.

Nous allons donc essayer de savoir d'abord si le grand nombre des citoyens ont pris conscience des dangers auxquels le pays est exposé; ensuite s'ils se sont débarrassés de certaines illusions et de certaines erreurs fatales à notre sécurité; enfin si, discernant avec clarté les moyens d'opposer des barrières aux menaces extérieures, ils sont décidés à les mettre en œuvre, stoïquement.

On nous demandera ce que nous entendons par « dangers ». Nous entendons, d'une part, l'invasion pure et simple de notre territoire métropolitain ou de notre empire, d'autre part, les pièges que, par le chantage de la guerre, par des sourires perfides ou encore par des promesses, nos voisins tendent à nos diplomates et à notre peuple même.

On nous demandera ce que nous entendons par « certaines illusions et certaines erreurs fatales à notre sécurité ». Nous entendons les espoirs des rêveurs qui croient à une affectueuse collaboration franco-allemande, à un isolement prochain de M. Mussolini, à un élargissement du peuple allemand ou du peuple italien, à la cadence des deux dictateurs, à l'enlèvement des légations hitlériennes dans les sables du Danube, ou à une guerre germano-russe qui éloignerait de nous l'orage.

On nous demandera enfin ce que nous entendons « les moyens d'opposer des barrières aux menaces extérieures ». Nous entendons un esprit de collaboration

loyale à tout effort européen en faveur de la paix, mais dans la mesure où l'on ne voudra pas nous contraindre à compromettre la sécurité de la France sur terre, sur mer et outre-mer. Nous entendons aussi une nation unie, ordonnée, disciplinée, productive, armée autant qu'il le faut pour qu'on ne l'attaque pas ; et cette conception, quoi qu'en disent quelques-uns, n'implique pas le moins du monde un régime politique contraire au respect de la personne humaine.

Tel est le point de départ de cette enquête.

AUTOUR DE LA C.G.T.

L'élément le plus nécessaire à une résurrection est, comme on l'a dit bien souvent, la paix intérieure. Il paraît donc logique de se tourner d'abord vers la C.G.T., vers le monde ouvrier et vers les milieux patronaux. N'oublions pas, en effet, que les premières manifestations « spontanées » des Italiens contre la France se sont produites le jour même où avortait chez nous une tentative de grève générale dont le succès, escompté par nos ennemis, redouté par nos amis, eût servi quelques intérêts étrangers. Jamais n'est apparue plus clairement l'urgence d'un apaisement social.

Si, en cette journée du 30 novembre 1938, le gouvernement de M. Daladier a pris avec fermeté les mesures qu'il fallait pour déjouer le jeu des démagogues, il faut aussi reconnaître que la classe ouvrière, dans son immense majorité, a fait preuve d'une louable sagesse. En refusant de suivre les meneurs, les illuminés ou les naïfs, elle s'est comportée comme si elle avait eu la prescience des dangers prochains.

En tout cas, elle a prouvé que la crise de septembre et ses suites l'avaient éclairée.

Depuis, qu'a-t-elle fait ? Un grand nombre de syndiqués, mécontents de la façon dont leurs états-majors

avaient conçu la lutte contre les décrets-lois, ont quitté la C.G.T. Certains observateurs évaluent le nombre de ces départs à un million, d'autres à deux ou à trois millions. En tout cas, tous les salariés, qu'ils aient ou non abandonné la grande centrale ouvrière, travaillent consciencieusement et ne semblent guère préparer une nouvelle vague de conflits sociaux.

Après une période de répressions plus ou moins sévères — parfois trop sévères —, les patrons ont, en général, suivi l'exemple donné par l'État et écouté l'exhortation lancée par le président du Conseil. Je ne dis point qu'ils aient réintégré dans leurs emplois tous les grévistes licenciés. Je ne dis pas non plus que quelques-uns n'aient pas cédé à la tentation de prendre une revanche qu'ils attendaient depuis juin 1936. Mais, sauf dans quelques régions, la plupart ont fait preuve de calme, en définitive, avant même que le parlement eût envisagé le principe de l'amnistie ou d'une grâce amnistiante.

Quant à la C.G.T., victorieuse il y a deux ans, vaincue il y a deux mois, elle n'a, certes, pas cessé de protester contre les sanctions, ni contre les décrets-lois. Les discours de ses chefs, ses meetings et ses ordres de jour le démontrent. En cela elle ne semble pas méconnaître ses troupes, diminuées il est vrai. Cependant elle ne paraît pas non plus résolue, loin de là, à provoquer des incidents qui bouleverseraient la production, compromettraient les « conquêtes sociales » de ces deux dernières années et, finalement, feraient le jeu du fascisme.

Mais il faut étudier la C.G.T. sous un autre angle. Que pense-t-elle de l'effort de redressement indispensable pour éviter à la France la ruine et la dépendance ? Eh bien ! de façon plus ou moins heureuse, les ouvriers ont dit et continuent de dire qu'ils veulent s'associer à cet effort à condition que l'on demande des sacrifices « aux gros comme aux petits ». Avec leurs leaders, ils ont rêvé, rêvent encore de préparer autour de la C.G.T. et « d'un plan constructif » un rassemblement qui com-

prendrait aussi les paysans, les commerçants, les classes moyennes.

Néanmoins, il est un point sur lequel les syndiqués, depuis le congrès de Nantes, demeurent divisés : c'est la question de la politique extérieure et de la défense nationale. Ceux qui appartiennent au parti communiste, ou qui ne le vouent pas aux gémonies, veulent, sans trop le dire, un armement vigoureux de la France et une opposition acharnée à l'Allemagne comme à l'Italie.

Le camp de leurs adversaires est beaucoup moins nombreux. On y voit des hommes qui, tel M. Delmas, se défendent pas, certes, les accords de Munich, car ces accords, disent-ils, sont ceux « d'un gouvernement bourgeois et de ses mandataires », mais veulent le maintien de la paix grâce à de nouvelles ententes ; ils vont même jusqu'à réclamer un désarmement prochain.

Près d'eux se rangent, sur un plan un peu différent, les amis de M. René Belin : anticommunistes, ils accusent la Troisième Internationale d'avoir fomenté le désordre en France et de chercher à transformer notre pays en paratonnerre de la Russie soviétique.

Enfin, aux côtés de M. Robert Lacoste d'une part, aux côtés de M. Jouhaux de l'autre, se rangent « les conciliateurs » : ils veulent, pour organiser un front commun contre la menace extérieure, réconcilier les pacifistes de M. Delmas ou de M. Belin avec les disciples du parti communiste. En réalité, ils se rapprochent beaucoup plus de ceux-ci que de ceux-là, du moins pour tous les problèmes qui intéressent la politique extérieure et l'organisation de la résistance. Et c'est leur tendance qui, de loin, l'emporte, du moins dans les votes.

CHEZ LES COMMUNISTES ET LES SOCIALISTES

Passons maintenant à l'examen des partis politiques, partant de l'extrême-gauche.

La doctrine du parti communiste est connue — nous venons d'ailleurs de la rappeler en étudiant le C.G.T. Nul n'ignore que la Section française de la Troisième internationale compte, sans doute, parmi ses membres des paysans et à plus forte raison des ouvriers agricoles, mais qu'elle représente plutôt les ouvriers industriels. Ces derniers sont loin, très loin de songer tout à s'enrégimenter dans les troupes de MM. Marcel Cachin, Maurice Thorez et Jacques Duclos. Mais ils sont généralement perméables aux thèses que soutient l'*Humanité* à l'égard de l'Allemagne et de l'Italie. Il n'est donc pas étonnant que ces thèses ne soient jamais contredites par ceux qui militent dans « le parti rouge devenu tricolore », disent ses détracteurs de droite et de gauche.

Les mêmes critiques ajoutent que les communistes sont faits patriotes pour seconder les desseins de la Russie, qu'ils veulent la guerre franco-allemande pour sauver Moscou, qu'ils voient dans la guerre le moyen de faire surgir la révolution, enfin qu'ils ont une singulière façon de nous forger une nation forte, eux qui l'ont affaiblie en déclenchant tant de grèves. Ces griefs indignent ceux qui en font l'objet, mais nous n'avons pas ici à entrer dans cette querelle. Il nous suffit de constater que l'unanimité ne fait point de doute dans le parti communiste : lutte à outrance contre les totalitaires, tel est le mot d'ordre.

L'unanimité est, au contraire, depuis longtemps compromise dans le parti socialiste. Bien avant le drame tchécoslovaque, la S.F.I.O. s'était divisée en deux courants : on le vit, en juin 1938, au congrès de Royan; et on l'a vu mieux encore au congrès de Noël, Montrouge.

La première de ces deux tendances a fait de grands progrès en ces dernières semaines et c'est d'elle qu'elle se réclament désormais les deux tiers du parti. Elle inspire les socialistes hantés par cette certitude qu'

des défaillances et celles de l'Angleterre nous conduisent à la guerre ou au déclin — à l'un et à l'autre peut-être; ils veulent, comme leurs contradicteurs, que la France persévère dans ses propositions de paix, elle tente même l'impossible pour faire entendre sa voix apaisante; mais ils ne croient pas au succès d'un tel effort. Ils jugent beaucoup plus efficace l'organisation, en face des dictatures, d'un barrage puissant et la création, en France, d'un front de résistance où presque tous les partis s'uniraient.

La deuxième tendance du parti socialiste est trop importante pour qu'on néglige de l'étudier avec soin. Et tout elle est conforme à l'idéologie même des internationalistes : elle séduit, au fond d'eux-mêmes, un grand nombre de ceux qui, pourtant, la combattent. Son vocat le plus connu est l'ardent M. Paul Faure, qui est secondé par le doux M. L'Hévéder. Exposée avec simplicité ou avec tendresse, elle exprime une croyance qui est en soi infiniment respectable et même très belle. Elle ne peut vraiment se contraindre à mépriser, à contredire ceux qui font confiance aux côtés nobles de la nature humaine. On croit avec eux qu'il y a, en Allemagne et en Italie comme ailleurs, des foules d'êtres qui haïssent la monstruosité de la guerre et qui, s'ils pouvaient entendre nos voix amicales — celles de nos gouvernants et celles de notre peuple — se laisseraient toucher et convaincre.

M. Paul Faure et ses amis pensent qu'il est possible de faire parvenir notre hymne de paix jusqu'aux oreilles allemandes, malgré tant d'écrans dressés. Ils pensent aussi que la propagande nationale-socialiste, la police française, l'éducation spartiate de toute la jeunesse allemande seraient finalement affaiblies par nos perpétuels messages.

Mais l'enthousiasme que cette thèse provoque dans les assemblées socialistes ne les empêche plus de se prononcer à une majorité de plus en plus considérable pour l'opinion contraire. C'est là un phénomène frappant.

M. Zyromski, regardé longtemps comme hostile au rationalisme, peut dire, sans qu'on l'accable trop, qu'il faut aujourd'hui donner à la France plus de mitrailleuses que de bornes-fontaines... tout comme les nationalistes allemands sacrifient le beurre aux canons.

Il ne faudrait pas, cependant, tirer de ces faits des déductions définitives. Comme tous les partis et même plus que les autres, la S.F.I.O. est mouvante. Ce n'est point de gaîté de cœur que beaucoup de ses membres se rallient à la position de M. Léon Blum. Si, demain, le danger extérieur leur paraît moins pressant, en d'autres termes si l'Allemagne hitlérienne revient à des méthodes plus insinuantes, ils pourront boire, une fois de plus, l'eau du Léthé. En outre, on leur reproche de contredire, pour des considérations un peu trop subtiles quand ils passent de la politique extérieure à la politique intérieure. Ne sont-ils pas quelquefois tentés de sacrifier aux finesses du jeu parlementaire, si dangereux le souci du redressement, qui implique l'union des citoyens et la stabilité ministérielle? Il est vrai que leurs votes contraires ne sauraient, pour le moment, renverser un cabinet : seuls le centre et les droites pourraient provoquer une crise.

LES RADICAUX, LE CENTRE ET LES DROITES

Nous en venons au parti radical-socialiste. C'est sur lui que reposent pour le moment les principales responsabilités du pouvoir. Dans toutes ses manifestations, surtout depuis le congrès de Marseille, il a donné permission à ses ministres de maintenir la paix, de conclure, à cet effet, des négociations internationales en accord avec l'Angleterre, d'assurer l'intégrité de nos frontières et de nos possessions, de nous donner une armée forte, des finances saines, d'aider enfin à l'essor de notre empire colonial.

En somme, il s'agit bien là d'une unanime volonté de redressement. Mais jusqu'à quel point ne cache-t-elle pas quelques divergences? Tous les radicaux ont-ils pleinement approuvé les accords de Munich? Oui, presque tous, en ce sens que cette solution leur paraissait inévitable. Non, pas tous si les accords doivent être considérés comme le point de départ d'une suite d'abandons qui équivaldraient à une démission de la France en Europe et, finalement, à la perte de nos colonies, à une éclipse totale de notre prestige, à la fin de notre indépendance.

Laissons même de côté la fraction qui demeure fidèle, plus ou moins, au pacte du Rassemblement populaire. Bornons-nous à constater que, même en signant, avec un enthousiasme indéniable, des adresses de félicitations au gouvernement, un grand nombre de radicaux laissent entendre que cette confiance eût diminué si M. Daladier n'avait pas répondu « non » aux revendications italiennes; ils garderaient peu de sympathie pour M. Bonnet si notre ministre des Affaires étrangères n'avait pas démenti les paroles « défaitistes » que lui a prêtées le *Times*.

Certains vont-ils plus loin? Commencent-ils à se demander si les concessions tacites faites à l'Allemagne en ce qui concerne l'Est de l'Europe ne sont pas excessives? Sont-ils farouchement résolus à se dresser *contre* toute mesure qui, anodine en apparence, favoriserait pourtant les entreprises des nations de proie? Refuseraient-ils, par exemple, l'octroi à M. Mussolini d'un statut tunisien conçu de telle sorte qu'il assurerait bientôt l'hégémonie des Italiens dans la Régence? Enfin continueraient-ils à se montrer fermes s'il apparaissait que Rome et Berlin, pour obtenir satisfaction, iraient jusqu'à nous jeter dans la guerre?

L'enquêteur doit avouer son hésitation. Non pas qu'on puisse mettre en doute le patriotisme des radicaux, ni la clairvoyance de leurs guides. Mais leur parti, surtout depuis six mois, aime voter des textes d'unani-

mité, il tient à montrer qu'il est « derrière ses chefs ». Il faudrait étudier ses réactions dans chaque département, dans chaque circonscription électorale. On découvrirait çà et là que tel député se voit menacé de perdre son siège parce qu'il s'est aventuré, de bonne foi, dans une politique trop favorable à l'intérêt de l'Allemagne. Mais surtout l'on verrait que les militants, presque tous, iraient maintenant jusqu'à se prononcer pour la guerre si nos colonies étaient attaquées. En tout cas ils exigeraient la chute d'un ministère qui se prêterait à une conférence internationale où nous consentirions à abandonner une partie de notre empire.

D'autre part, ils semblent déçus par les médiocres effets de la déclaration que M. von Ribbentrop est venu signer à Paris avec M. Georges Bonnet. Il faut se rappeler que beaucoup d'entre eux, après Munich, avaient espéré une ère nouvelle, plus paisible que celle de la Société des Nations et du Pacte Briand-Kellogg. Or, les événements qui se sont déroulés depuis les ont démentés. M. Gaston Riou, ancien combattant fort brave, patriote éprouvé, mais aussi partisan du rapprochement entre les peuples, est de ceux qui, dans ces derniers jours, ont montré que leurs espérances généreuses ne pouvaient rien contre leur lucidité. Interrogé au sujet du discours récemment prononcé au Reichstag par M. Hitler, il a dit qu'il y voyait comme un nouveau *Mein Kampf*. Le vice-président de la commission des Affaires étrangères a ajouté :

... M. Hitler veut apparaître aux minorités comme l'homme du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, comme le successeur de Wilson. Il dit : « Vous, messieurs de Versailles, vous émettiez des principes; moi, je les réalise. »

Selon moi, c'est grâce à cet acide qu'il va chercher à faire sauter les États de l'Est, qui sont presque tous une mosaïque de minorités...

Mais si l'on veut en peu de mots définir le sentiment

sentiel des radicaux, on pourra dire que, suivant la tactique même de M. Chamberlain, ils veulent surtout ne nous gagnions du temps : pour éviter la guerre, ne pas heurter de front les dictateurs; attendre que, sous le poids des difficultés, économiques et financières, ils viennent à composition; d'ici là, s'unir et s'armer. D'autres, cependant, craignent que, de concession primaire en concession secondaire, on n'en vienne à renforcer l'Italie et l'Allemagne, surtout si ces concessions, comme pourrait le désirer tel Anglais, étaient faites aux dépens de la France. Mais nul, bien entendu, ne se prononce pour une guerre préventive.

Cette analyse — un peu fuyante, comme les sentiments des hommes — est aussi valable pour l'Alliance démocratique. Cependant, dans ce parti — qui est celui de M. Pierre-Étienne Flandin — une réaction s'est dessinée, se dessine de plus en plus contre les faiblesses diplomatiques. Les démissions ont été nombreuses. Ceux des mécontents qui ne se sont pas retirés s'abstiennent de participer aux réunions de l'Alliance, mais en pensent pas moins. Quant à la majorité, si elle préconise la prudence, elle ne renonce en rien à son patriotisme foncier et n'accepterait pas certains abandons : elle l'a dit dans ses ordres du jour.

Dans l'Union socialiste républicaine, le plus grand nombre se prononce, avec les mêmes réserves, pour la politique de temporisation et de pacifisme : attendre, ne pas devenir forts et de pouvoir obtenir de l'Allemagne comme de l'Italie, quand elles s'affaibliront, une attitude plus conciliante.

Tout au contraire, le parti démocrate populaire, sans être le moins du monde belliciste, réclame des citoyens et des gouvernants une fermeté exemplaire. Fidèle à son idéal d'union pour faire échec à la division de la France en deux blocs, fidèle, par conséquent, à son antipathie pour les principes totalitaires, qu'ils viennent de Moscou, de Rome ou de Berlin, le parti démocrate po-

pulaire, unanime, fait preuve d'une doctrine cohérente et claire.

La Fédération républicaine de France, que préside M. Louis Marin, est, chacun le sait, nationaliste. Depuis vingt ans elle s'est toujours dressée contre les abandons. Au temps de l'Allemagne de Weimar, elle blâmait nos gouvernements, les jugeait trop crédules ou trop faibles. Elle a constamment plaidé pour l'entretien d'un appareil militaire sérieux.

Depuis l'avènement du national-socialisme, elle a continué à dénoncer le danger allemand. En revanche elle s'est montrée toujours contraire à une hostilité d'ordre idéologique à l'égard de l'Allemagne hitlérienne comme à l'égard de l'Italie fasciste; la question d'Espagne n'a été d'autant plus encouragée à se maintenir dans cette ligne que le pacte franco-russe plaisait peu aux amis de M. Louis Marin.

Mais la Fédération républicaine, tout en s'inclinant devant les accords de Munich, est loin de les avoir considérés comme un triomphe pour la France. La plupart de ses adhérents, sans aller aussi loin que M. Henri Kéryllis, pensent que les frontières de nos colonies sont en Europe et que nous devons déjouer avec autant de force que d'intelligence tous les pièges dans lesquels on pourrait nous attirer soit par des méthodes d'intimidation, soit par des offres d'aspect anodin.

Nous avons laissé de côté l'important Parti socialiste français, du colonel de la Rocque, parce qu'on y trouve, en somme, à peu près le même état d'esprit qu'chez les radicaux-socialistes, sauf dans une fraction qui se rapproche, en gros, de la Fédération républicaine. Quant au Parti populaire français de M. Jacques Doriot, il semble traverser une crise qui empêche de définir sa pensée. Les monarchistes, enfin, pensent, pour la plupart, avec M. Charles Maurras, que Munich n'a évité un désastre, mais nous a infligé aussi une défaite — une défaite réparable si nous organisons no

résistance contre les convoitises de nos voisins tout en luttant contre les entreprises de notre extrême-gauche. Après avoir passé en revue les principaux partis, examinerons-nous la presse ? Nous y retrouverions les tentatives analogues à celles que nous venons de saisir assez difficilement. Il est certain cependant que, malgré quelques paniques soudaines, les journaux indiquent depuis deux mois que la France s'est ressaisie. Mais on sent aussi, en les lisant, qu'elle hésite parfois encore à se tracer une route définitive. Et l'on a pu ressentir la même impression en suivant, à la Chambre, le dernier débat de politique extérieure, vicié, il est vrai, par le problème espagnol.

DANS LE GRAND PUBLIC

En possession de ces données dont je ne me dissimule pas le caractère ondoyant, pouvons-nous former des conclusions ?

Peut-être faut-il d'abord esquisser une image des Français pris en dehors des groupements organisés. Que disent et que pensent l'homme de salon, l'homme de bureau, l'homme de l'usine, l'homme de la rue, l'homme des champs ?

Chacun de nos lecteurs a pu, à ce propos, recueillir des témoignages intéressants. Voici quelques-unes des observations que j'ai pu faire pour ma part.

J'ai remarqué d'abord que les anciens combattants, encore divisés quand ils discutent dans leurs associations, commencent, en général, à craindre que nous ne nous laissions duper.

Dans la grande et la moyenne bourgeoisie, on en vient à juger que l'on jouerait un jeu de naïfs si, sous prétexte d'utiliser les dictatures pour écarter définitivement le communisme, on les aidait à établir leur hégémonie sur l'Europe.

Enfin le sentiment patriotique qui se manifeste de manière si nette chez les ouvriers d'industrie semble avoir gagné les populations rurales qui, du reste, avaient produit une excellente impression sur les officiers lors de la mobilisation de septembre.

Ces remarques réconfortantes ne doivent pas empêcher de voir qu'il y aurait beaucoup à faire encore pour accentuer le redressement. Il est certain que, conduisant à leur insu le jeu de l'Allemagne hitlérienne, nos politiques et nos journaux infligent trop souvent à notre peuple la douche écossaise, font alterner de façon trop brutale la peur et l'optimisme.

Dans ce désarroi, les Français, instinctivement, cherchent des directives qui ne soient pas dictées par des intérêts méprisables. L'effort d'une nation pour se trouver elle-même et pour se soustraire aux appétits de ses sens ne saurait se passer d'inspirations spirituelles morales. Dans un quartier populaire de Paris, au cours d'une réunion politique, j'entendis récemment un jeune homme qui évoquait — c'était son expression — « le grand vieillard du Vatican ». Comme on l'avait applaudi, je l'interrogeai après la conférence. Il me dit que les prêtres et les défenseurs de l'Église ne rencontraient plus d'hostilité dans les milieux ouvriers et que dans les campagnes aussi l'anticléricalisme de diverses régions tendait à se résorber. Il n'entendait point par là que le catholicisme fût en progrès, il voulait dire plutôt que le peuple apercevait dans le catholicisme, comme dans les autres forces spirituelles, un recours contre les idéologies menaçantes qui nous cernent.

En résumé, les Français prennent de plus en plus conscience des dangers et discernent de mieux en mieux les moyens de les éloigner d'eux. Mais ils ne se contentent pas toujours comme s'ils comprenaient. Pourquoi ?

D'abord parce qu'on ne les éclaire pas toujours autant qu'il le faudrait et parce qu'il leur est quelquefois difficile de savoir si l'on ne se méprend pas sur la pureté de leurs intentions, si on ne les accusera pas, par exemple,

de se comporter en bellicistes, de se laisser aller aux outrances antifacistes, de préparer la guerre idéologique, d'aider au complot « judéo-marxiste ».

Ensuite parce que les Français, ces incorrigibles beaux parleurs, les Français qui accompliraient tout leur devoir et sont résolus à l'accomplir, cèdent pourtant à l'atavique besoin d'en examiner tous les aspects. Car ces guerriers aiment la rhétorique... Et ce sont les lointains ancêtres de M. Mussolini qui l'ont apprise à nos aïeux.

RAYMOND MILLET.

P.-S. — Les événements vont vite, en cette période troublée. Ceux qui sont intervenus depuis que cet article a été écrit ont eu pour effet d'accentuer la principale des tendances indiquées plus haut. Il est hors de doute, en effet, que le redressement français devient de plus en plus manifeste. Le réarmement intensif de l'Angleterre et des États-Unis, la fermeté croissante de ces deux nations à l'égard des dictatures, la politique antihitlérienne de la Pologne, de la Roumanie et de la Hongrie, l'élévation de S. S. Pie XII à la papauté, ont encouragé les Français, durant ces derniers jours, à prendre une attitude propre à faire réfléchir Rome et Berlin. Notre pays sent que l'Allemagne, d'ailleurs tourmentée par de graves difficultés économiques, n'appuie que faiblement l'Italie fasciste. Il sent aussi que l'Italie, moins sûre aussi du général Franco, est prête à rabattre de ses prétentions. Ce vent d'optimisme est sans doute prématuré et ne dissipe en rien les périls réels. Mais il contribue certainement à éloigner le pacifisme français de toute tendance à la faiblesse. — R. M.

NOTES ET REFLEXIONS

Remarques sur l'Empire

Les Français ont découvert l'Empire ; c'est un des lieux communs de la presse de ces derniers mois. On n'est cependant pas sûr que l'on ait toujours bien vu le sens réel de cette formule, et les conséquences qu'elle comporte.

Il est exact que dans l'ensemble, jusqu'à une date fort récente, il semblait difficile d'intéresser la majeure partie de l'opinion française aux problèmes « impériaux ». Ceux qui essayaient de développer cet intérêt avaient toujours l'air de demander un effort anormal et quelque peu artificiel. L'histoire coloniale et impériale faisait rarement corps avec l'histoire de la métropole. S'il est vrai qu'un des sens les plus profonds du mouvement de 1936 fut comme une prise de possession de la France par les masses ouvrières qui se sentaient jusque-là « campées » plutôt qu'installées dans le pays, de la même manière l'hiver qui vient de s'écouler aura vu la prise de possession de l'Empire par beaucoup de Français auquel il était resté comme étranger et lointain. Un tel fait psychologique mérite d'être pris au sérieux. Il change les données du problème.

L'indifférence relative d'une grande partie de l'opinion s'expliquait (nous ne disons pas qu'elle se justifiait) par la croyance très répandue que les questions coloniales concernaient surtout des intérêts particuliers, plus précisément des intérêts « capitalistes ». Cette croyance se modifie sensiblement à l'heure actuelle. Les événements extérieurs, le voyage de Daladier en Turquie, ont donné beaucoup de relief à l'idée d'un patri-

oine commun qui intéresse l'ensemble de la nation; et même coup semble s'annoncer le progrès décisif d'une autre idée qui était longtemps restée le monopole de quelques-uns qui prêchaient dans le désert : celle de notre responsabilité coloniale. Inutile d'insister longuement sur la corrélation, dans ce domaine comme dans les autres, entre les notions de propriété ou d'autorité et celle de responsabilité : elles se renforcent mutuellement.

Ce qui reste grave, c'est que certains de nos milieux dirigeants ne paraissent pas avoir perçu cette évolution et persistent à traiter des problèmes impériaux selon des méthodes de « secret » politique et de marchandage d'affaires qui semblent faites pour donner raison, non pas à l'opinion d'aujourd'hui, mais aux préjugés d'hier. L'heure où les Français ont pris brusquement conscience de la gravité de ces questions, s'amorcent des projets et des négociations qui laissent plus que jamais les citoyens de notre « démocratie » en marge du débat, qui semblent destinées à les mettre en présence de nouveaux faits accomplis. Il est certainement imprudent — pour ne pas parler d'autres considérations essentielles — d'assener deux ou trois déceptions irrémédiables à une opinion qui commence précisément à s'éveiller. Les Français ont souffert de sentir, à l'automne dernier, tant de machinations de coulisse, incontrôlées et cependant décisives, préparer en dehors d'eux et en se jouant d'eux — le dénouement du drame où ils se trouvaient engagés. On peut craindre aujourd'hui le même contraste entre les discours solennels, destinés à nous satisfaire comme des hochets pour des enfants, et les vraies tractations, menées dans l'ombre comme si l'on n'osait pas nous les dire.

Nous ne reprendrons pas ici l'énoncé de toutes les inquiétudes récemment exprimées dans plusieurs organes de presse. Un exemple suffira à préciser nos préoccupations. Dans le *Temps* du 30 janvier, on pouvait lire

aux dernières nouvelles, à la fin d'une correspondance de Berlin, sous le titre « Divergences de vues entre Berlin et Rome touchant les revendications italiennes », les lignes suivantes :

A lire la presse allemande, on constate que le point de vue Berlin serait fort éloigné de celui de Rome. Il n'y est question d'annexions territoriales, ni de domination en Méditerranée, mais simplement d'accords pour l'utilisation du port de Djibouti, réaménagement des tarifs du canal de Suez et du statut des Italiens en Tunisie.

Tels seraient, d'après la *Frankfurter Zeitung*, les points à discuter. Ce journal dit que la France commettrait une grande erreur si elle repoussait ce débat. Selon lui, la Chambre française serait prononcée, à l'unanimité, contre une menace inexistante. « Elle a fait comme si l'on avait réclamé ce qui ne peut être que par une nation battue à plate couture; il serait faux de croire de tel. Se le persuader et le persuader aux autres serait, à longue, fatal. »

La remarque ne manque pas d'intérêt; elle montre que notre confrère allemand ne lit pas les journaux italiens ou ne les prend pas au sérieux, pas plus que les manifestations de la rue à Rome ou à Milan ou à Gênes. Il est vrai que, dans un État autoritaire, on sait à quoi s'en tenir sur ces soi-disant manifestations de volonté populaire !

Ce texte paraît montrer : 1° que les revendications bruyantes ne sont pas les plus sérieuses, alors que cependant, c'est *uniquement* contre ces revendications apparentes qu'a été orientée la résistance de l'opinion française; 2° qu'il y a d'autres revendications, plus indirectes et moins tapageuses, sur lesquelles aucune objection ne semble faite dans l'article ci-dessus. Bien mieux, on se satisfait de « divergences de vue entre Berlin et Rome », alors que le texte de la *Frankfurter Zeitung* montre leur connivence. Mais par ce titre tendancieux on feint de n'attribuer à « Rome » que les manifestations de rue ou les articles des journaux italiens si bien qu'en négociant sur les revendications plus directes et plus véritables, ce n'est pas à « Rome » qu'on aura l'air de céder.

Un tel exemple, et quelques autres analogues expliquent suffisamment l'inquiétude et le malaise qui sévissent ailleurs que dans les « milieux autorisés », et le peuple français a l'impression fâcheuse que les « milieux autorisés » se moquent de lui.

Il ne s'agit pas d'affirmer qu'il n'existe aucun problème colonial ni aucun problème économique entre les pays européens. Il ne s'agit pas davantage d'approuver sans réserve n'importe quel slogan « impérial » adopté sans scrupule par tel ou tel parti jusqu'ici hostile à tout « impérialisme ». La question est d'un autre ordre : les Français, qu'on le veuille ou non, sont en train de prendre une conscience assez précise de leur Empire pour que l'on n'engage pas en dehors d'eux des négociations de coulisse où cet Empire est en jeu. Si un jour une négociation apparaît juste et intelligente, le gouvernement qui l'aura jugée telle devra compter assez sur le sens civique du pays pour la justifier clairement à ses yeux. A l'heure actuelle on peut craindre qu'il y ait une double politique : au lieu d'engager avec l'accord des Français une action claire et cohérente, on satisfait leur conservatisme par quelques affirmations sommaires et on prépare loin d'eux les solutions où divers intérêts particuliers risquent de jouer un rôle plus grand que le souci commun de l'Empire. Une politique ainsi dédoublée est toujours dangereuse pour l'avenir. Elle est, dès le présent, incompatible avec la démocratie que l'on prétend défendre. Nous savons bien que plusieurs de ceux qui en parlent n'y croient pas ; mais là est leur erreur, car précisément le puissant éveil d'esprit civique, qui est actuellement possible (et qui a commencé depuis Munich) permettrait aujourd'hui de la fonder réellement. Mais on ne sauve pas une démocratie en méprisant ses citoyens. Et il n'y a pas de plus grand mépris envers les hommes que de leur cacher la vérité.

FRANÇOIS HENRY.

Perfide Albion ?

Il est rare qu'un Français soit tout uni; il est plus rare qu'un Anglais ne le soit pas. Le Français est sourdement excité par le désir de plaire : dans tout Français agit, plus ou moins obscurément, mais avec efficacité, toujours, cette coquetterie regardée par certains comme une des séductions de ce grand Français, le maréchal Lyautey. Pour plaire, le Français va parler plus qu'il ne faut, faire des compliments pas tout à fait sincères, mimer des manières qui ne sont pas tout à fait les siennes. Progressivement, inconsciemment, innocemment, en somme, et même loyalement, le voici penser, parler, agir dans une atmosphère de connivences, de demi-mensonges, dont le total peut faire une masse non négligeable — et, aux yeux d'un Anglais, assez méprisable — d'hypocrisie.

Il faudrait remonter plus haut; découvrir les sources de ce désir de plaire, le ramener à quelque sentiment moins confus, plus élémentaire et palpable. Mais ce n'est peut-être pas un sentiment simple. Il peut s'y trouver, mêlés à la vanité : une certaine condescendance, un soupçon de lâcheté, une imagination trop prompte, l'instabilité des points de vue propre à un esprit vif, critique et général, un certain scepticisme qui fait qu'on se déprend aisément de soi-même et de ses vues, et qu'on devient sans répugnance, et même avec curiosité, son interlocuteur.

Par des raisons symétriques et contraires, l'Anglais se comporte en tout comme si je n'existais pas. Dire qu'il ne cherche pas à me plaire ne donne pas du tout l'idée de la souveraine indifférence qu'il éprouve et manifeste pour l'opinion que je puis avoir de toute sa personne, physique, intellectuelle et morale. Dire qu'il s'efforce, par amour du vrai, de se montrer tel qu'il est,

serait mettre dans sa conduite un dessein qui la dénature. Il est tel quel, à prendre ou à laisser, à aimer ou à détester, à admirer ou à mépriser — peu lui importe — comme une inchangeable donnée de l'univers.

Un pareil homme ne saurait flatter : il ne peut dire que ce qu'il pense — car ce qu'il pense, c'est ce qu'il sent et en peu de mots. Nous connaissons aussi la voie droite, mais l'exprimons par périphrase : *n'y pas aller par quatre chemins*. L'Anglais n'a qu'un mot, lequel, en français, ne s'applique qu'aux choses : *direct*. *Be even and direct with me*, dit Hamlet. Notre candeur confine à la simplicité, laquelle est bien proche de la niaiserie; être *candide* même en politique, ce peut être, pour un Anglais, le comble de l'adresse.

« John Bull me plaît, notait en 1848 l'Américain Irving, pour cette rudesse qui est l'envers de sa sincérité »; et le Français Deslande, un siècle avant, découvrait de l'autre côté de la Manche le prototype d'Alceste, en qui Molière

Nous a donné le vrai tableau
D'un Anglais hagard mais sincère.

*
**

En commerce et en industrie les Anglais font grand usage d'un latinisme inusité chez nous, *genuine*. La marchandise *genuine* est ce qu'elle prétend être, sans truquage. *Genuine English leather* signifie que la chaussure durera, ou le harnais, ou le sac de voyage. Le produit anglais reste, malgré la formidable menace de décadence qui pèse sur l'industrie anglaise, un des plus sûrs du monde, pour la qualité de la matière et l'honnêteté du travail. Là encore, un mot bien anglais (en dépit des puristes) vient sous la plume : *reliable*, sur quoi on peut faire fond, chose ou homme.

La loyauté du sportif anglais est connue. Le *fair play*, le franc-jeu n'est pas un monopole de l'Angleterre, mais il en est une spécialité; et non seulement le franc-jeu,

mais le franc-travail. Dans telle Faculté française, très-fréquentée par des étudiants de toutes nations, c'est un fait d'observation ancienne et constante qu'aux examens la surveillance doit s'exercer avec une vigilance particulière sur les candidats méditerranéens. Avec les Anglo-Saxons, Saxons, Scandinaves, le surveillant n'a rien à faire, ou plutôt il peut faire ce qu'il veut.

Ce fait d'apparence minuscule doit être regardé par nous, Français, qui sommes compris, au moins partiellement, dans le groupe suspect, comme un sujet de méditation prolongée. Quel Français, en effet, le plus honnête, le plus délicat, le plus chevaleresque même, a toujours été capable, au milieu de ses difficultés personnelles, d'exorciser le démon de la ruse ?

Les Anglais sont durs avec les peuples conquis ; leur dureté n'exclut pas le *fair play*. Ils ne leur disent pas qu'ils les regardent comme des égaux parce que ce n'est pas vrai, mais ils leur accordent toutes les libertés compatibles avec la vie de l'Empire. Ils prétendent avoir acquis parmi les tribus les plus lointaines la réputation de tenir parole.

Les Anglais ont sur la conscience, comme coloniaux, autant d'injustices, de souffrances, de vies humaines, qu'aucun peuple au monde : ils ont crucifié l'Irlande, ils ont exterminé les Australiens, comme on exterminait des parasites, ils ont fait la guerre de l'Opium, ils ont parqué comme du bétail les femmes et les enfants boërs. Tout cela, qu'on accroîtrait facilement, n'entame pas la valeur de cette observation positive : intérêt ou vertu (ou les deux emmêlés) l'Anglais pratique aussi loin et aussi généralement qu'il peut une politique d'honnêteté *honesty is the best policy*.

*
**

Et pourtant, plus répandue encore que la réputation de droiture, et non moins ancienne, il est, contre l'An

Angleterre (perfide Albion), une tradition de fourberie. Vérité ne quiert Anglois », dit le proverbe et le *Mystère du Siège d'Orléans* nous met en garde contre la mauvaise foi anglaise :

Anglois fort à connoître sont.
En eux ne se faut rigoler
N'en leur maintien n'en leur parler.

D'abord, il est certain que ce peuple d'hommes véridiques peut devenir, si sa vie est en jeu, un peuple menteur. Le mensonge parlé et écrit a été, au cours de la Grande Guerre, une arme maniée par l'Angleterre avec cynisme et persévérance. Mais qui donc, dans ces cas extrêmes oserait parler de monopole ? Le phénomène ne serait-il pas ici simplement plus choquant par contraste avec la loyauté habituelle du peuple anglais ? Il n'est pas sûr, au surplus, que la perfidie politique, quand elle se rencontre, soit le fait du peuple anglais. Plus qu'ailleurs, en Angleterre, la direction des affaires est aux mains d'hommes éloignés par la culture, par le milieu, par toute leur vie, de la moyenne nationale. La caste est si marquée en Angleterre qu'elle existe physiologiquement. Il y a un type aristocratique anthropologiquement parlant. L'« élite », qui a un autre langage, une autre stature, que « l'homme dans la rue », peut, le cas échéant avoir une autre moralité politique. Elle peut, s'il le faut, devenir machiavélique. Même alors, elle emploiera, pour promouvoir les intérêts de la nation, des arguments moraux, ce qui marque qu'elle sait leur efficacité sur l'âme populaire.

Il n'est pas certain, au surplus, que l'accusation de fourberie résiste à une analyse attentive de l'esprit anglais. L'Anglais, loin d'être un froid calculateur, est un homme de passion violente. Passionné de pouvoir, passionné d'idéalisme, mauvais psychologue, est-il étonnant qu'il brouille aisément ses mobiles. Enfin, la notion puritaine et biblique d'élection spirituelle a fait beaucoup pour développer, en le sanctifiant, ce qui pour-

rait bien être, avant tout, une énorme naïveté. Bernard Shaw a fait ressortir avec malice cette hypocrisie apparente de l'Anglais, mais Irlandais et humoriste professionnel, il n'a pu en donner une explication favorable, et, comme d'autre part, il sait bien que sa satire est fautive, il l'a mise dans la bouche de Napoléon :

Aucun Anglais n'est assez bas pour avoir des scrupules; aucun Anglais n'est assez élevé pour échapper à leur tyrannie. Mais chaque Anglais est né avec une certaine faculté miraculeuse qui le fait maître du monde. Quand il veut une chose, il ne dit jamais qu'il la veut; il attend avec patience que lui vienne dans l'esprit nul ne sait comment, l'ardente conviction que c'est son devoir moral et religieux de vaincre ceux qui ont la chose qu'il désire. Alors, il est irrésistible. Comme l'aristocrate, il fait comme bon lui semble et se saisit de ce qu'il convoite; comme le boutiquier, il poursuit sa fin avec l'ingéniosité et la ténacité nées d'une forte conviction religieuse et d'un profond sentiment de responsabilité morale. Jamais il n'est embarrassé pour trouver une attitude morale adéquate. Grand champion de la liberté et de l'indépendance nationale, il conquiert et annexe la moitié du monde et appelle cela colonisation. Quand il veut un nouveau débouché pour sa camelote de Manchester, il envoie un missionnaire prêcher l'évangile de paix. Les indigènes tuent ce missionnaire : l'Anglais vole aux armes pour défendre le christianisme. Pour le christianisme, il se bat, est vainqueur, et prend le débouché comme une récompense accordée par le ciel. Pour défendre les côtes de son île, il met un aumônier à bord de son navire; hisse au sommet du mât de perroquet un drapeau portant une croix, et vogue aux confins du monde, coulant, brûlant, détruisant tout ce qui lui dispute l'empire des mers. Il prétend qu'un esclave est libre dès le moment où son pied touche le sol britannique et il vend les enfants de ses pauvres à l'âge de six ans pour travailler sous la cravache, dans les usines. Il fait deux révolutions, puis fait la guerre à la nôtre, au nom de la loi et de l'ordre. Il n'est rien de si mauvais ou de si bon qu'on ne puisse voir un Anglais le faire, mais ce qu'on ne verra jamais, c'est un Anglais qui a tort. Il fait tout par principes : il vous fait la guerre par principe patriotique; il vous vole par principe commercial; il vous fait esclave par principe industriel; il vous rudoie par principe d'énergie; il soutient le roi par principe loyaliste et lui coupe la tête par principe républicain. Son mot d'ordre est toujours Devoir; et il n'oublie jamais

que la nation qui laisse passer son devoir du côté opposé à l'intérêt est perdue. (*The Man of Destiny.*)

Tout est vrai, dans ce portrait, excepté l'astuce concertée qui en fait grimacer tous les traits et le transforme en la plus mensongère des caricatures. Il est bien vrai que l'Anglais est mû par un violent appétit de conquête; il est bien vrai qu'il affirme agir pour des motifs nobles et désintéressés; mais il n'est pas sûr du tout qu'il ne soit pas sincère et que la cause de son succès ne soit pas précisément dans la bonne foi de son apostolat. Le mensonge anglais, s'il y a mensonge, rappelle, par son inconscience, le pseudo-mensonge de l'enfant. « Non, non, ça n'est pas moi ! » hurle le petit coupable pris sur le fait. Et cela signifie, en réalité : « Non, laissez-moi, je ne veux pas être battu. »

Ainsi du peuple anglais, peuple impulsif, peuple enfant, qui entremêle plus ingénument qu'on ne croit ses désirs de domination et de vertu, de justice et de compte en banque. N'est-ce pas un fait remarquable, qu'en Angleterre, la secte la plus austère, celle des Quakers, a donné au pays ses plus riches industriels et des magnats du journalisme ? Il est certain qu'il y a dans le pharisaïsme anglais — que le monde n'a pas imaginé, mais qu'il a mal compris — une certaine mollesse mentale, une certaine indolence ou incapacité psychologique qui rend ce peuple malhabile à débrouiller les mobiles réels, de son action. D'où ce *cant*, cette hypocrisie plus superficielle que foncière, qui envoyait les petits enfants à l'usine, pour les garder des dangers de la rue, qui transportait les nègres en Amérique pour les sauver du cannibalisme, qui sauve l'Inde de la domination musulmane, qui vole au secours des faibles, quand l'existence des faibles favorise la puissance britannique.

C'est encore à cette confusion psychologique où la pensée analytique et réfléchie a si peu de part et de force qu'il faut attribuer les vertueuses et apparemment pharisaïques indignations de l'Angleterre devant les fau-

tes d'autrui. Elle ne feint pas l'indignation, elle la ressent, et d'autant plus violente, qu'elle se croit incapable des crimes qu'elle impute aux autres, ou qu'elle est convaincue que ces mêmes crimes sont, chez elle, des actes de vertu, des gestes conformes à la volonté vengeresse de Jéhovah. C'est ainsi qu'un esprit aussi pondéré, aussi cultivé et philosophique que l'ancien doyen de Saint-Paul, William Ralph Inge, n'arrivait pas à comprendre la haine tenace de l'Irlande, estimant que l'Angleterre n'avait exercé contre elle qu'une certaine sévérité (*England*, p. 54). Ou bien encore l'historien anglais se voilera la face devant la Saint-Barthélemy, mais exposera d'un air tranquille les savantes tortures employées pour convertir les papistes à la religion d'État, et les deux siècles de persécution tenace qui suivirent.



La pruderie du langage a beaucoup fait, aussi, pour entretenir cette accusation d'hypocrisie anglaise. Il faudrait distinguer ici ce qui est tendance permanente et ce qui appartient à une mode. Or, si l'élément frappant et ridicule du rigorisme verbal peut suggérer, comme explication, une certaine tartuferie de la société où il sévit, il n'en est pas de même de l'élément de propreté, qui est à la base d'une austérité de langage toujours vivante en Angleterre. A la première tendance appartient (on pourrait dire appartenait) la proscription de tout mot ou de toute expression évoquant de manière trop directe des choses ou des actes en rapport même très lointain avec les actes ou les organes sexuels. Et il n'est que juste d'ajouter que le comble du ridicule n'a pas été ici atteint par l'Angleterre, mais par l'Amérique puritaine, où l'on en était venu à désigner « taureau » par « bœuf », et à imaginer une série étonnamment riche et comique de périphrases pour éviter de prononcer le mot redoutable de pantalons (*trousers*). A la seconde tendance appartiennent, au contraire

certaines abstentions où le sociologue sans parti pris verra de sages précautions contre l'indiscipline des mœurs. Ainsi, l'*Oxford Dictionary*, le plus complet des dictionnaires de langue anglaise n'a pas cru devoir accueillir, sous prétexte de science philologique intégrale, aucune obscénité. Ou bien encore, on chercherait en vain, dans les catalogues des libraires d'occasion d'Angleterre, ces *curiosa* qui s'étaient communément dans un grand nombre de catalogues français et dont les titres seuls font que tout père de famille doit trembler de les voir traîner sur une table. Mais, objecteront certains, cela même prouve l'hypocrisie anglaise; car, enfin, il n'y a pas que la matière imprimée, il y a l'histoire qu'on colporte, il y a le manuscrit. Sans doute. Personne ne nie l'alcoolisme anglais, mais il se satisfait derrière la glace dépolie des *pubs*. Le vice anglais se cache; mais c'est parce qu'il s'estime tel, et cela, c'est une franchise. La dissimulation du vice est un grand bien social, car elle a pour effet direct de ne pas induire le faible en tentation. On notera ici en passant que les Anglais ont eu, en matière de mœurs, une franchise que pourraient leur envier d'autres nations : celle de donner au problème de la prostitution une solution loyale et courageuse : libre à toi de te vendre; libre à toi de te pourrir. Elle surveille simplement sa jeunesse scolaire.

Il est facile de railler les défenses instinctives d'un peuple en employant un vocable océanien comme « tabou », pour impliquer qu'il en est resté à un stade primitif de civilisation. Si les Anglais ont des tabous, c'est parce qu'ils se méfient de l'intelligence dès qu'il s'agit de dresser et contenir l'animal humain, dont ils connaissent mieux que personne les élans sauvages.

Là encore, d'ailleurs, son absence de logique va le faire accuser de tartuferie; car, plus qu'un autre, l'Anglais est capable de combiner un certain respect extérieur de la morale et de la religion sans en respecter intimement les préceptes. Pepys, le mémorialiste, est

par là très anglais et symbolique : il a une belle Bible qu'il a fait orner de cabochons d'argent. Il se plaît au sermon. Il se plaît aussi au cabaret et ne s'interdit pas les escapades. Un Français, en général, a davantage besoin d'harmoniser sa vie et sa philosophie : « Je n'aime pas cette morale; je ne la suivrai pas; d'ailleurs elle est fausse et ceux qui la prêchent sont des faiseurs. » L'anticléricalisme est une production de la logique française. « Cette morale est bien belle, dit l'Anglais; et ses ministres fort respectables et utiles; mais leurs préceptes sont trop difficiles à suivre. Du moins leur donnerai-je mon assentiment extérieur. »



En somme, l'Anglais est loyal. Il ne trompe pas ses sentiments. Il ne se dit pas facilement votre ami mais, s'il l'est devenu, vous le prouve. C'est nous, avec nos protestations trop faciles d'amitié, qui lui donnons une impression d'amabilité frivole. Il aime la franchise dans les mots jusqu'à en être bourru et réclame des autres une même franchise. *Businessman*, il aime savoir où il va. Rien ne peut le rendre plus « inconfortable » que l'incertitude où le laisse une politesse verbale beuse et imprécise. « Pour vivre avec les Anglais en bonne amitié, écrivait l'ambassadeur russe Brunnow à son gouvernement, il ne faut jamais leur mâcher les mots. Il faut leur dire nettement la vérité. S'ils se conduisent bien à votre égard, il faut leur dire qu'on est content. S'ils vous donnent lieu de vous plaindre, faut le leur dire carrément. »

Les Anglais sont les inventeurs des jeux brutaux réglés par un code strict de loyauté. Il a fallu l'engouement de la Renaissance italienne pour qu'ils s'initient au jeu subtil de l'épée, qui leur est resté si étranger qu'ils en ont gardé tel quel le vocabulaire italien. Leur escrime est l'escrime des poings, où l'on tape dur, mais pas au-dessous de la ceinture. Frapper « *below the belt* » est devenu synonyme de trahison.

Les Anglais aiment la vertu et méprisent le vice. Mais ayant, par divers mélanges, perdu cette ressemblance avec les anges, que notait gracieusement le pape Grégoire le Grand, il leur arrive de faire ce qu'ils réprouvent; et, par honte, ils se cachent. Les cyniques, n'ayant rien à cacher, appellent cela « hypocrisie ». Si l'Anglais se cache pour mal faire, c'est qu'il croit de tout son cœur à la supériorité du bien sur le mal. En fait, chacun est hypocrite à sa façon, en ce sens que chacun cherche à dissimuler ce qu'il regarde en lui-même comme honteux. Alors que le Français rougit de son ignorance et la cache, l'Anglais est plein de simplicité pour avouer ses lacunes intellectuelles ou son incompréhension artistique.

L'accusation de perfidie politique ne se fonde sur rien de précis et de permanent, en histoire. Il est impossible de trouver, dans l'histoire des relations de l'Angleterre avec les autres peuples, autre chose que les déloyautés couramment admises en diplomatie internationale. Il est probable que le grief a été créé et entretenu par la jalousie, en face des succès obtenus pendant longtemps par la politique anglaise. Or, le succès ne fait rien à l'affaire. Dupleix perd la partie contre Warren Hastings; cela ne veut pas dire qu'il était plus scrupuleux.

Le fait qu'ils ont pratiqué continuellement la politique de l'équilibre européen (*balance of power*), laquelle impliquait l'abandon relatif et partiel de l'allié de la veille, après l'affaiblissement du vaincu devenu inoffensif, n'est pas non plus étranger au jugement de perfidie prononcé contre la politique anglaise. Notons simplement que nos manuels d'histoire sont pleins de louanges pour ceux de nos souverains ou de nos ministres qui ont pratiqué une politique analogue à l'égard des Habsbourg.

L'horreur des Anglais pour les engagements écrits, pour tout ce qui organise trop minutieusement un avenir dont ils sentent plus fortement qu'aucun peuple la contingence, vient encore, chez un Français épris de

documents, de contrats, de signatures, accroître le sentiment de méfiance et le soupçon de déloyauté. C'est oublier que les Anglais n'agissent pas autrement entre eux; qu'ils n'ont ni constitution ni code. Ils sont comme ils disent *casual*, ce qui veut dire : sans méthode préconçue, un peu négligents et optimistes, espérant qu'ils se tireront d'affaire, au moment voulu, par un moyen inspiré par les circonstances. Aucune méthode — aucune absence de méthode — n'est plus propre à engendrer invinciblement dans l'esprit de celui qui en sera la victime, qu'il a été « roulé » par la plus concertée de roueries.

Positif et religieux, l'Anglais veut à la fois réussir en affaires et faire son salut. Alors, il s'ingénie à faire coïncider les affaires du Ciel et celles de la Terre. Il est très difficile de le taxer de mauvaise foi, si l'on se rappelle que l'intelligence moyenne de l'Anglais est essentiellement inhabile à l'analyse de ses propres démarches. Le Français prompt à discerner ses plans d'action, comprend mal cette gaucherie. Il n'arrive pas à comprendre comment une croisade morale peut se tourner en profits économiques, si l'on n'en avait d'abord ainsi décidé dans un astucieux scénario. Pour lui, il sait bien qu'en l'occurrence, il aurait joué la comédie. Il en accuse tout naturellement l'Anglais.

Il est excessivement difficile de plaider la cause d'un peuple auprès d'un autre peuple. Tous deux sont de réalités organiques analytiquement indéchiffrables. Il faut à un Français beaucoup de finesse, de patience et de bon vouloir pour comprendre l'Anglais. Les Anglais, a dit l'un d'eux (Wickham Stead) comprennent plutôt par le cœur que par la tête. Si nous ne faisons un effort du cœur et de l'imagination, nous n'arriverons jamais à comprendre les Anglais, qu'ils soient nos ennemis ou nos amis. Et, dans ce dernier cas, nous risquerons fort que l'amitié avec eux ne soit qu'une passagère conjunction d'intérêts.

OLIVIER LEROY.

Lettre de Belgique

Crise du régime?

La crise politique, pratiquement ouverte au début de décembre dernier, s'est prolongée pendant plus de trois mois. Nous comprenons d'autant mieux l'étonnement qu'elle a suscité en dehors de nos frontières que nous-même avons peine, par moment, à voir clair dans cette invraisemblable confusion.

Les difficultés ont commencé avec la démission de M. Max-Léo Gérard : le ministre des Finances, très lié avec les milieux de l'industrie et de la finance, voulait pratiquer une politique libérale assez semblable à celle annoncée, en novembre, par M. Paul Reynaud; il devait se heurter à l'opposition des milieux agricoles que l'abandon des mesures protectionnistes acculerait à la ruine et à l'opposition de tous ceux qui, dans le pays, veulent une politique économique active et des réformes de structure (à commencer par l'organisation des professions). M. Gérard est remplacé, au ministère des Finances, par M. Albert Janssen, catholique, financier prudent, ennemi de toute aventure, mais ayant la confiance des milieux démocratiques. Le remplacement d'un libéral par un catholique obligeait M. Spaak à remanier son cabinet; ce remaniement a été extrêmement difficile, car l'affaire de Burgos soulevait dans le parti socialiste une vive opposition menée par M. Vandervelde. Un congrès extraordinaire du parti socialiste se prononce contre la reconnaissance du gouvernement Franco, puis, par un revi-

rement inattendu, exprime sa confiance dans la politique étrangère de M. Spaak : en vingt-quatre heures, M. Vandervelde a emporté son dernier succès et son suprême échec. Le 27 décembre, il disparaissait laissant son parti dans le désarroi. Pourtant les socialistes consentent finalement à la reconnaissance de Franco, le cabinet est remanié par la nomination de deux nouveaux ministres libéraux. Tout semble s'arranger, lorsque surgit brusquement l'affaire Maertens.

De quoi s'agit-il ?

Le D^r Maertens a appartenu au groupe des « activistes » flamands qui, pendant la guerre, ont traité avec l'envahisseur et accepté de faire partie du « Conseil des Flandres », gouvernement provisoire d'une Flandre autonome sous la protection de l'Allemagne. Après la guerre, le D^r Maertens est condamné par défaut à la peine de mort. Ces faits d'activisme ont été couverts par la loi d'amnistie votée en 1937. Le ministre de l'Intérieur, qui est socialiste et wallon, propose la nomination de M. Maertens comme membre de la nouvelle Académie flamande de médecine. La liste des membres de cette Académie est publiée par certains journaux avant même que les arrêtés de nomination n'aient été soumis à la signature du roi; procédé particulièrement incorrect qui paraît avoir été employé uniquement pour engager et compromettre le souverain dans une malheureuse affaire.

La nomination est faite en novembre dernier; elle est connue des milieux intéressés, et, en tout premier lieu, des ministres libéraux qui ne protestent pas. Pourquoi surgit-elle en janvier 1939 ? Tout simplement parce que les libéraux, mécontents de ne pas avoir, dans le gouvernement remanié, les portefeuilles qu'ils demandaient, y voient un excellent tremplin électoral. Les passions sont excitées, des incidents éclatent dans la capitale, le Parlement siège sous la protection de la gendarmerie, des anciens combattants veulent manifester au passage du roi, le Premier ministre est frappé et blessé. Les mi-

stres libéraux démissionnent et le parti libéral déclare refuser à collaborer à un gouvernement tant que le Dr Maertens ne sera pas révoqué. Les Flamands s'agitent à leur tour; des personnalités catholiques et socialistes réunies à Anvers publient un manifeste qui accroît encore la confusion générale. M. Pierlot, ministre catholique, forme un gouvernement catholique-socialiste, mal accueilli par toute la presse de droite. Le ministre des Finances annonce comme première mesure de redressement une réduction générale des dépenses et des traitements de 5 %; les ministres socialistes démissionnent tout même de se présenter devant les Chambres et la crise est, à nouveau, ouverte.

Deux questions troublent l'opinion : l'affaire Maertens et la politique financière. L'affaire Maertens, si on la considère isolément, est très simple : le Dr Maertens est un traître amnistié; juridiquement l'amnistie lui donne le droit d'être désigné à une fonction officielle et même, éventuellement, d'être l'objet d'une distinction honorifique. Cela indigné, à bon droit, les anciens combattants et l'opinion publique en général. Mais l'affaire Maertens est encore un épisode pénible de ce qu'on a appelé la question flamande. Tous les journaux flamands, tous les députés flamands dans tous les partis, les anciens combattants flamands, les organisations culturelles, sociales, politiques, scientifiques flamandes s'opposent à la révocation du Dr Maertens. Par sympathie pour le « académicien » ? De l'avis général, l'intéressé n'a aucun titre scientifique qui justifie semblable promotion. Mais la révocation de ce médecin apparaîtrait comme la première entorse à la loi d'amnistie : or, disent les Flamands, si, depuis la guerre, de nombreuses lois ont été votées pour mettre fin aux injustices dont nous nous plaignions, ces lois ont été mal appliquées et souvent sabotées par « l'administration de Bruxelles ». Nous sommes assez forts, aujourd'hui, pour empêcher de nouvelles violations des lois flamandes...

Ainsi une partie du pays parle un langage que l'autre

partie ne comprend plus et c'est, du point de vue national, particulièrement grave. Les efforts de conciliation et d'apaisement qui se sont poursuivis depuis quelques années sont compromis par la faute des partis. Il est inutile de vouloir chercher dans cette affaire une pression ou une action de l'Allemagne, comme l'ont fait quelques journaux français mal informés. Le racisme a fait en Flandre des progrès, mais les milieux catholiques même les plus « flamingants », réagissent avec énergie contre ce qu'ils appellent avec raison une nouvelle « hérésie ». En réalité, l'affaire Maertens est l'indice d'une crise profonde du régime : les partis sont incapables de concevoir ou d'adopter une politique nationale, ils veulent être des États dans l'État, ils subordonnent et sacrifient l'intérêt général à leurs intérêts électoraux. Un redressement n'est possible qu'au prix d'une longue rééducation de l'opinion publique et d'une réorganisation complète de notre vie publique : solutions longues et malaisées qui exigent un climat national et international propice à l'apaisement.

Il en est de même de la politique économique. Depuis le départ de M. Paul van Zeeland, la Belgique n'a plus de politique économique; on se laisse aller au gré des événements, tantôt on protège, tantôt on supprime des contingentements, on ne fait rien pour protéger ou développer le marché intérieur. Or, maintenant, il faut choisir : entre une politique économique d'expansion qui peut impliquer une réduction momentanée des dépenses et des traitements, mais accompagnée d'un effort pour sauvegarder le pouvoir d'achat des masses en remettant au travail les chômeurs, et une politique générale de contraction des dépenses, de réduction du pouvoir d'achat, de diminution de la consommation, c'est-à-dire ce qu'on appelle la déflation qui risque d'aboutir à une réduction de la production et à une augmentation du chômage. L'offensive déflationniste est extrêmement vigoureuse : successivement la Société Générale, le Comité Central Industriel (qui est la grande organisation patronale), l'

resse financière ont demandé la contraction des dépenses, la diminution des charges sociales; plusieurs grands journaux font campagne dans le même sens. C'est cette politique que voulait faire le ministre des Finances du cabinet Pierlot, mais il s'est heurté à l'opposition immédiate de tous les démocrates chrétiens et de tous les socialistes.

M. Spaak et M. Pierlot ont échoué devant ce double problème. Que nous donnera le prochain gouvernement? Nous n'en savons rien. Les ministres les mieux inspirés se heurtent, d'ailleurs, à d'autres obstacles : une opinion publique rendue défiante et ingouvernable par des campagnes de dénigrement et d'opposition systématique, une presse qui remplit mal son devoir d'informer, de guider, de « former » l'opinion. Les quelques hommes capables de concevoir une politique à plus ou moins longue échéance ont été écartés du pouvoir par des campagnes qui visaient moins leur programme et leur action que leur vie privée. Le personnel politique est de plus en plus médiocre, les cadres des partis ne se renouvellent pas, et ce n'est pas la suspicion générale qui entoure les milieux politiques qui encouragera les jeunes à s'orienter vers ce service du pays. M. Giovanni Hoyoïs qui préside actuellement le parti catholique social vient de l'écrire : le monde politique, au lieu de pouvoir se consacrer à ce qui forme l'essentiel de la politique, le gouvernement du pays, est absorbé, depuis quatre ans, par une série d'« affaires » : le scandale des « pourris » qui avait fait le succès du rexisme, l'affaire de la Banque nationale, puis l'affaire de Burgos et, enfin, l'affaire Gaertens, et on y ajoute quelques scandales mineurs largement utilisés par la presse. Il n'est pas possible de gouverner dans de telles conditions.

Nous aurions le droit d'envisager l'avenir avec pessimisme si de larges secteurs de l'opinion ne prenaient, heureusement, conscience de ces périls. On avait essayé, il y a trois ans, de rassembler, en dehors des formations permanentes, des jeunes préoccupés de sauvegarder, mais

en les réformant, nos libres institutions contre les menaces du dehors et de l'intérieur. L' « union nationale » s'appuyait sur ces éléments nouveaux; elle a été compromise par les derniers gouvernements, elle peut renaître demain, à condition de retrouver un chef.

MARCEL LALOIRE.

1^{er} mars 1939.

Le maréchal Pétain ambassadeur de France

Ceux qui, sur le plan politique, n'ont jamais raisonné les affaires d'Espagne que par rapport à la France, ont approuvé, sans réserve et sans arrière-pensée, le président Daladier d'avoir fait appel aux éminents services du maréchal Pétain.

Au lendemain de l'Anschluss, lorsque M. Léon Blum éprouva de vains efforts pour former un ministère de rassemblement national, les plus sages parmi les Français comprirent que cette louable entreprise était vouée à l'échec si elle ne s'abritait pas sous un vivant symbole. Or, la nécessité de ce symbole à peine reconnue, le nom de Pétain fut aussitôt sur toutes les lèvres.

Ce Soldat, qui fut ministre sans jamais devenir politicien, apparaît aux heures où la France veut se retrouver d'âme.

Quels que doivent être ses résultats, la mission qu'il assume malgré son grand âge parce qu'il l'a jugée digne de son grand nom, demeurera le signe précieux d'une victoire de l'âme commune sur l'esprit partisan.

*
**

On ne contestera point que le choix d'un si haut personnage mesure à la fois l'importance et la difficulté de la tâche.

« Si Léon Bérard avait réussi — nous disait un ministre en exercice — il n'eût pas été nécessaire de déranger un maréchal de France. »

En quoi consiste donc l'échec du sénateur des Basses-

Pyrénées ? D'abord, incontestablement, en ce qu'il n'a pas été admis à l'honneur d'un entretien avec le général Franco, pas plus au cours du second qu'au cours du premier de ses voyages. Mieux encore : le général Jordana, ministre des Affaires étrangères, a coupé court aux négociations qu'il menait avec l'envoyé de la France pour participer aux fêtes de Barcelone, où les Italiens eurent la place d'honneur. Ce n'est pas tout : loin de hâter son retour à Burgos pour ne pas faire attendre trop longtemps son interlocuteur, le général Jordana regagna par lentes étapes la capitale de l'Espagne nationaliste.

Il va de soi que, si les satisfactions de forme furent refusées à M. Léon Bérard, à plus forte raison n'obtint-il aucune satisfaction sur le fond. L'intention du gouvernement français, définie par les instructions données à l'éminent académicien, était de subordonner la reconnaissance *de jure* du gouvernement nationaliste aux deux conditions suivantes : en premier lieu, la promesse d'une large amnistie ; en second lieu, la garantie que l'Espagne nouvelle ne renforcerait pas le bloc des États totalitaires par son adhésion au Pacte Antikomintern. Sur les deux points, la réponse fut évasive ou négative : le généralissime s'en est tenu aux paroles qu'il avait prononcées avant l'ouverture des pourparlers avec Paris et Londres ; il n'affirme pas qu'il se liera envers Rome et Berlin ; il refuse de se lier, fût-ce par le lien fragile d'un engagement verbal, envers les gouvernements des deux démocraties occidentales.

Dès lors, quel recours demeurerait ouvert aux gouvernements français et britannique ? Pouvaient-ils différer plus longtemps la reconnaissance *de jure* du gouvernement nationaliste ? C'eût été rompre un contact déjà tardif, et le rompre en pure perte. Mais il faut avouer qu'accomplir un geste qu'on avait explicitement subordonné à deux conditions préalables, sans avoir obtenu le moindre commencement de satisfaction à propos de l'une ni de l'autre, est une démarche sans gloire et sans

clat. On ne s'étonnera donc pas que les cabinets de Paris et de Londres aient mutuellement tenté de s'en envoyer le mérite ou la responsabilité. Le vendredi 4 février, M. Daladier justifiait devant la Chambre française la reconnaissance imminente du gouvernement de Burgos par un avertissement qu'il avait reçu de Londres. Le mardi 28 février, M. Chamberlain affirmait, devant la Chambre des communes, qu'une décision similaire avait été prise par Lord Halifax et par lui-même pendant le week-end », ce qui revenait à laisser à la France les avantages ou les inconvénients de la priorité.

Ce triste jeu fut d'ailleurs joué tout au long du drame espagnol : n'est-il pas symptomatique que M. Winston Churchill reproche aujourd'hui à M. Léon Blum d'avoir pris, dès les premières semaines de la guerre civile, l'initiative de fermer la frontière franco-espagnole au libre commerce des armes, en précisant même que le geste du gouvernement de Front populaire n'avait pas été sans causer « une véritable stupeur » aux conservateurs d'ouïre-Manche ?

Il est clair que la non-intervention fut, avant tout, pour l'Angleterre et pour la France, un moyen de n'avoir pas de politique espagnole.

Nous serions, dans ces conditions, mal venus à nous plaindre que l'issue du conflit ait pris figure d'une défaite diplomatique infligée très probablement à nos intérêts, et assurément à notre prestige.

Il n'en était que plus urgent de veiller à nos intérêts et de rétablir notre prestige.

Pour atteindre ce double but, quel choix plus audacieux et plus opportun que celui du maréchal Pétain ?

*
* *

L'objectif de l'offensive confiée au vainqueur de Verdun est précis :

De quoi s'agit-il ? comme disait son compagnon d'armes, le maréchal Foch ?

D'abord de terminer la guerre. Car on ne saurait oublier qu'au moment où le maréchal Pétain est nommé ambassadeur à Burgos, un gouvernement républicain siège encore à Madrid et tient encore Valence, soit pour prolonger une résistance désespérée, soit dans l'espoir de substituer une paix de négociation à une paix d'extermination. Sous une forme évidemment nouvelle, n'est donc pas trop tard pour faire l'ultime tentative de médiation. De cette médiation, dont les gouvernements français et britannique admirent le principe dès la fin de 1936, et dont le Pape défunt comme le Pape glorieux ont régnant ne manquèrent pas d'approuver l'intention généreuse. De cette médiation, que Paris et Londres surent désirer, mais ne surent pas vouloir. Est-il encore temps de travailler à la réconciliation des Espagnols ? Il faut convenir que la tâche est aujourd'hui surhumaine. La médiation ne peut plus être qu'une médiatisation de la victoire. Mais quelle revanche pour la France si son intervention pacificatrice abrège, de quelques mois, de quelques semaines, de quelques heures, les souffrances que d'autres interventions s'appliquèrent, avec une fureur méthodique, à prolonger !

Si cette tâche est la plus noble, elle n'est pas la plus vitale. Il n'est contesté par personne que le Reich hitlérien et l'Italie fasciste ont su prendre des gages sur la victoire franquiste. Le mainmise sur les richesses de la Péninsule s'accompagne d'une infiltration militaire (c'est le moindre euphémisme dont on puisse se servir) à Majorque, au Maroc espagnol, aux Canaries. Nos communications impériales et intercontinentales resteront-elles soumises à cette menace, particulièrement alarmante au moment où le maréchal Badoglio, accompagné du général allemand Udet, le théoricien de la guerre courte, poursuit un voyage d'inspection en Libye ? L'Espagne deviendra-t-elle, pour reprendre l'expression de Bismarck, « un moustique sur la nuque de la France » ? C'est là

question qu'il appartient au maréchal Pétain de poser au général Franco, son ancien élève de l'École de guerre, qui connaît la France pour l'avoir vue combattre, vaincre et pacifier au Maroc.

La franchise volontiers brutale d'un soldat sera l'arme salutaire de ce combat difficile.



Sur quel terrain sera-t-il livré? C'est, en dernière analyse, le problème fondamental. Si les forces sur lesquelles s'appuie la nouvelle Espagne étaient unanimement hostiles au principe même d'une conciliation avec la France, la peine du Maréchal serait perdue et sa gloire vainement ternie dans une aventure sans issue. Mais il s'en faut que le tableau soit aussi noir.

D'un côté, l'esprit phalangiste est la forme ibérique de l'esprit totalitaire : l'Espagne nationale-socialiste qu'il prétend édifier ne pourrait être qu'un prolongement de l'axe Berlin-Rome. S'il devait prévaloir, il aurait tôt fait de livrer à la colonisation étrangère, dans l'ordre matériel comme dans l'ordre moral, l'Espagne convalescente et meurtrie.

Mais en face veille l'esprit catholique, dont la flamme de S. S. Pie XII entretiendra l'ardeur. En s'opposant à l'invasion des idoles, c'est l'âme de l'Espagne qu'il préservera d'abord. Mais en lui réside aussi, par une rencontre qui n'est pas fortuite, le meilleur espoir de la France.

MAURICE-JACQUES.

LIVRE

LOUIS BONCRAUT, ingénieur E.C.P., docteur en droit : **Etat, corporation et entreprise**. Librairie technique et économique, 3, rue Soufflot, Paris. 1 vol. 252 pages, 1938.

Trois pouvoirs sont en présence dans la vie économique : l'entreprise, la corporation, l'État. L'entreprise est le fondement de toute production et remplit une fonction sociale. La corporation, à base syndicale, est le contrepoids du pouvoir d'entreprise ; son existence ne fait que s'ébaucher. L'État est au sommet de la hiérarchie et se trouve chargé de l'intérêt général.

De graves dangers résultent d'un déséquilibre entre ces trois pouvoirs et de la prédominance de l'un sur l'autre. L'auteur expose, pour illustrer sa thèse, le système libéral, le socialisme d'État (U.R.S.S.) et le fascisme italien.

Après ces deux parties analytiques et descriptives M. Boncraut dégage les conditions d'un équilibre entre ces trois pouvoirs. Il s'inspire pour cela de la théorie de Montesquieu de la séparation des pouvoirs dans l'État.

L'ouvrage est inspiré de la théorie de l'institution à laquelle le R. P. Renard — qui a d'ailleurs préfacé le livre — a attaché son nom.

Tous les problèmes soulevés sont bien d'actualité et l'étude de M. Boncraut constitue un apport juridique intéressant pour les mouvements ayant en vue la reconstruction d'une économie fondée sur les professions organisées.

A. V.

LES UNIVERSITÉS CATHOLIQUES AU SERVICE DE LA CULTURE ET DE L'ACTION CATHOLIQUE

Il y a, en doctrine et en fait, un problème des Universités catholiques : problème abordé ici dans toute son ampleur. Il est posé par les exigences internes d'une *culture* digne de ce nom : le terrain *normal* d'éclosion de cette culture est l'Université catholique. Il est posé par l'*Action catholique* qui ne trouve son achèvement que dans une *pensée* chrétienne.

Les articles qui suivent établissent, sous ces deux chefs, la nécessité des Universités catholiques.

J.-T. DELOS, O.P. *Le problème des Universités
catholiques.*

R. THÉRY. *Université catholique
et Action catholique.*

Le problème des Universités catholiques

Nous avons voulu aborder franchement le problème des Universités catholiques. Quel est leur rôle, leur mission, leur nécessité, dans un monde qui, par les conditions de vie qu'il leur fait, accumule les difficultés sous leurs pas ?

Nous ne pouvons prétendre apporter à ces questions une réponse exhaustive. Beaucoup de choses ont été dites, qui restent valables au regard de tout homme droit catholique ou non ¹. Nous voulons exposer avec simplicité des réflexions nées au contact des faits et de l'expérience. Les idées que nous exprimerons n'ont d'autre autorité que celle de la vérité qu'elles peuvent contenir, et des principes auxquels elles se réfèrent. Nul ne contestera, nous en sommes sûrs, l'entière bonne foi avec laquelle elles sont présentées, ni la haute estime de la vie universitaire dont elles s'inspirent.

1. Parmi des ouvrages dont la liste pourrait être longue, citons particulièrement : S. Ém. le cardinal Baudrillart, *L'Institut Catholique*, dans la collection « Nos Grandes Écoles », Paris, 1930; — René Aigrain, *Les Universités catholiques*, Paris, Auguste Picard 1935. — L'encyclique sur l'Éducation chrétienne de la Jeunesse du 31 décembre 1929, parle explicitement, à deux reprises différentes, des Universités et du rôle de l'Église en matière universitaire.

I

Chaque pays voit à juste titre dans les Universités ses foyers de plus haute culture.

Centres de recherche et d'invention, elles se consacrent au progrès de la science en tout ordre du savoir humain. C'est pour remplir cette première et essentielle fonction qu'elles rassemblent les instruments de travail les plus efficaces et qu'elles recrutent par sélection un personnel que l'amour de la vérité et le goût de la découverte tiennent sans cesse en haleine.

Mais elles sont en même temps des Écoles. Là viennent se former les jeunes gens dont la profession exigera, pour ainsi parler, le degré maximum de culture rationnellement accessible dans la vie sociale. Cette fonction ne peut être séparée de la première : si les Universités ne sont pas des Écoles professionnelles supérieures, elles ne sont pas non plus des centres de pure recherche scientifique : elles préparent à des professions dans lesquelles la culture même a une valeur professionnelle, et c'est en donnant une culture qu'elles forment des professionnels.

Elles sont enfin de puissants instruments de formation morale. Jamais et nulle part l'éducation ne se sépare de l'instruction ; le savoir a par lui-même une valeur éducative. Les Universités ont toujours été le creuset où ont été élaborées les doctrines qui ont influencé la vie morale et la vie politique des peuples, l'école d'où sont sorties les élites qui ont entre les mains les leviers de commande. Du médecin de la plus humble campagne au plus haut fonctionnaire, l'expérience montre que les années universitaires, par le genre de vie qu'elles imposent, par les relations et les amitiés qu'elles créent, et

surtout par la formation qu'elles donnent, exercent une action indélébile.

Cette action est si manifeste que certains catholiques auraient peut-être tendance à résoudre, de ce point de vue moral, le problème des Universités catholiques. Celles-ci continueraient, pensent-ils, la « maison d'éducation » qu'a été le collège. Mais un aspect essentiel de la vie universitaire semble leur échapper — l'aspect spécifiquement intellectuel —, et cette lacune risque de compromettre l'œuvre d'éducation à laquelle ils attachent une juste importance. Il est vrai qu'à l'inverse, d'autres — ce sont souvent les étudiants et les étudiantes, mais aussi leurs parents et parfois les prêtres qui les conseillent, — estiment que le procès moral engagé en toute œuvre d'éducation est pratiquement gagné à la sortie du collège. Une vue trop superficielle ou trop optimiste ne leur permet pas de voir que la valeur définitive des jeunes gens et des jeunes filles qui se classeront dans l'élite, se détermine entre 18 et 25 ans, et que la formation de la personnalité s'achève d'autant plus tard que cette personnalité doit s'affirmer sur un plan plus élevé.

Dans les deux cas, on méconnaît le rôle que l'intellectualité joue dans la formation morale des jeunes gens qui passent par l'Université. Cette dernière n'a pour but immédiat ni de faire des savants, ni de donner des saints, mais de former des hommes et des professionnels dont la vie intellectuelle et la vie morale se complètent, se renforcent l'une l'autre, et par leur développement synchronisé, donnent ce résultat unique : des hommes d'une culture vraie et pleinement humaine.

Est-il besoin d'ajouter après cela que les Universités remplissent une mission qui est essentiellement sociale ? Par les idées qu'elles répandent, par les chefs qu'elles forment, par les sciences et les techniques qu'elles per-

actionnent ou qu'elles inventent, elles sont vraiment des foyers de civilisation. Elles agissent sur la société de la manière la plus efficace et la seule vraiment humaine : par l'éducation de l'élite intellectuelle. Leur action couronne et achève l'œuvre d'éducation nationale entreprise par les États modernes; elles lui donnent son sens et sa valeur. Un pays leur doit le niveau et la qualité de sa culture.

La culture! C'est à elle que nous ramène toute considération sur la mission des Universités. Elle donne à l'institution son but et son programme, elle la distingue des Écoles professionnelles; elle explique le caractère social de son action; elle est au centre de tous les problèmes universitaires.

Mais qu'est-ce que la culture?

II

Poser cette question, c'est ouvrir un débat qui sans doute ne sera jamais clos; car la culture est le résultat vers lequel convergent toutes les acquisitions de l'esprit humain; elle en fait en quelque sorte la synthèse à notre profit personnel; comment ne lui trouverait-on pas toujours des aspects nouveaux? Mais il nous suffira ici de nous mettre d'accord sur quelques vérités fondamentales qui domineront la suite de notre exposé.

La culture s'acquiert par la science. Elle a un contenu intellectuel; c'est par le savoir, et non par la vertu, qu'on y accède. Quels que soient le dévouement, la charité ou la piété d'un illettré, ils ne nous feront jamais voir en lui un homme cultivé. Aussi les cultures se diversifient-elles selon les sciences qui ont servi à former l'es-

prit. On parle d'une culture littéraire, d'une culture mathématique, d'une culture juridique, suivant la nature des disciplines qui ont élevé l'esprit à son niveau de développement et qui lui laissent leur marque.

Mais il n'est pas moins évident que la culture ne se confond pas avec l'accumulation des connaissances scientifiques. Celle-ci peut faire le spécialiste, l'érudit, parfois l'original; elles ne font pas l'homme cultivé.

Que manque-t-il pour cela ?

Il nous semble que la culture résulte essentiellement d'une connaissance qui « donne du jugement ». Elle s'inscrit dans l'âme comme une aptitude à juger. La culture juridique, par exemple, n'est-elle pas celle qui permet d'apprécier les faits ou les règles de la vie sociale en fonction du droit positif qui les régit et de la justice dont ce droit est l'interprète ? La culture littéraire ne donne-t-elle pas la faculté d'apprécier les œuvres selon leur valeur littéraire ? Elle permet ainsi de les goûter, mais le goût lui-même implique discernement et appréciation.

L'enseignement qui nous donne une culture est donc celui qui, en nous apprenant une vérité, nous la montre dans ses relations avec les vérités connexes, au sein de la même science, et qui replace celle-ci dans la hiérarchie du savoir. Un enseignement formateur n'est pas celui qui accumule dans l'esprit les matériaux du savoir, mais celui qui, ne portant peut-être que sur un petit nombre de faits, révèle leur lien profond avec d'autres, avec une loi qui est leur loi, et qui les rattache à l'ordre total du réel. Il apprend à juger, parce qu'il montre les choses dans leurs relations avec le reste du monde; il révèle la valeur relative qu'elles prennent dans le cosmos.

C'est pourquoi sans doute on a coutume de dire, par

manière de paradoxe, que la culture est ce qui reste quand on a tout oublié : disparu le souvenir des connaissances scientifiques, il reste la formation de l'esprit, l'aptitude à juger et à apprécier. Certes, nous savons bien que la culture confère aussi à l'intelligence ce merveilleux renforcement qui lui permet de progresser, d'aller plus avant dans la découverte des vérités inconnues ; mais la question serait de savoir si ce renforcement de l'esprit n'est pas l'effet d'une connaissance qui est une discipline, qui fortifie l'esprit en l'introduisant dans un ordre, dans un ensemble de vérités qui s'enchaînent et qui se rattachent à l'ordre complet du réel.

On comprend, dès lors, qu'un lien nécessaire unisse culture et morale.

L'intelligence n'est pas purement contemplative : elle est aussi maîtresse d'action. Elle ne constate pas seulement ; elle ordonne aussi.

C'est sur les actes des hommes qu'elle projette d'abord la lumière de ses principes. Il n'y a pas de véritable savoir sans la connaissance de l'homme, de sa nature, de sa place dans l'univers, de sa vocation. La vertu s'appuie à une vérité morale. La science du bien et du mal fait partie de la culture.

Les sciences de la nature elles-mêmes ne sont pas des sciences dont l'objet est indifférent à la vie humaine. Les choses de la nature sont, au contraire, incorporées à notre existence ; nous ne commandons à la nature en lui obéissant, mais nous lui commandons réellement et nous la subordonnons à des fins humaines et morales. Nous en faisons la matière de notre civilisation et nous lui communiquons ainsi une valeur humaine.

Mais il faut aller plus loin encore. Toutes les sciences, y compris celles de la nature, en viennent toujours à poser le problème de l'être, celui de la vie, celui de l'homme

et de ses rapports avec les choses qui ont ou qui n'ont pas nécessité d'être. Elles posent finalement le problème du Créateur. L'homme cultivé est celui que la pratique d'une science conduit à juger. Il juge des choses selon leur loi propre, mais aussi sans négliger le rapport de leur loi avec les autres lois de l'univers et avec la pensée du Créateur; car ces rapports eux-mêmes font partie du réel. Parce que toute science ouvre sur le problème métaphysique, elle achemine l'esprit vers un faisceau de vérités centrales qui éclairent sur l'ordre du monde, sur l'homme et sur la vie.

Il en résulte qu'il n'y a pas de culture neutre : une telle notion serait un non-sens. La neutralité, adoptée comme principe de vie spirituelle, interdirait à l'intelligence d'épanouir ses connaissances en culture et en sagesse; comme principe de vie sociale, elle priverait l'esprit de son action et de son rayonnement. La culture, loin de neutraliser l'esprit, lui permet, au contraire, de se prononcer, de s'affirmer, de s'engager. Elle lui permet de juger, c'est-à-dire de discriminer, de passer au van la paille et le grain, de séparer le licite de l'illicite, le beau et le laid, l'erreur et la vérité, le possible et l'impossible. Sans doute la vraie culture loin de conduire au jugement à priori et sectaire, assouplit l'esprit : car il y a une âme de vérité jusque dans l'erreur, un reflet de beauté jusque dans l'horrible. L'homme cultivé accueille cette âme de vérité et ce reflet de beauté, précisément parce qu'il est formé : il discerne, il juge, il retient ce qui est digne d'être retenu. Son aptitude à juger le maintient dans un état de pureté intérieure qui lui permet d'être accueillant; — mais c'est là tout le contraire d'une neutralité.

Nous sommes conduits, par les mêmes raisons, à reconnaître qu'il ne peut y avoir de culture intégrale

leinement humaine, qui ne soit une culture chrétienne. Ce n'est pas là une affirmation de cléricalisme culturel, mais une revendication de la culture elle-même, qui refuse de se laisser mutiler. Le problème métaphysique est immanent aux sciences, et avec lui le problème de la vie, de l'homme et de Dieu. Mais depuis bientôt deux mille ans, l'Incarnation est entrée dans l'ordre des faits; la Rédemption modifie nos civilisations historiques; le Dieu des philosophes est devenu le Dieu d'Abraham, d'Isaac et de Jacob, le Dieu du Calvaire et de l'Eucharistie, le Dieu de l'Eglise catholique, apostolique et romaine. Il n'y a plus aujourd'hui d'humanisme intégral ou d'un humanisme chrétien, il n'y a plus aujourd'hui de civilisation, nous ne disons pas licite, mais possible, historiquement possible, qu'une civilisation chrétienne. Dieu a toujours été présent au monde, et une science vraie l'a toujours rejoint; mais il y est aujourd'hui présent comme rédempteur, comme auteur d'une grâce qui dépasse la nature.

Certes, on a raison de dire qu'il n'y a pas de sciences naturelles catholiques, pas de mathématiques chrétiennes, pas de physique ou de chimie confessionnelles. Nous sommes bien d'accord, si l'on veut dire qu'un acide agit de même façon, qu'il soit versé dans l'éprouvette par la main d'un catholique ou d'un incroyant, et qu'un théorème se prouve par des raisonnements indépendants de la foi. Mais ce que nous disons, c'est que l'étude de la chimie et la pratique des mathématiques ne conféreront pas de vraie culture si ces sciences n'ouvrent, au moins explicitement, sur des problèmes métaphysiques qui leur sont propres, et si elles ne rejoignent ainsi un ordre de vérités total qu'elles contribuent à éclairer par leur apport propre. S'il n'en est pas ainsi, la connaissance des mathématiques ne donnera pas de culture vraie, et peut-

être même déformera-t-elle l'homme. Le mathématicien pourra devenir un savant étonnant, le chimiste un spécialiste des toxines : ils auront passé à côté de la culture.

Le déchet ne sera pas seulement pour eux : la société tout entière en pâtira. Si elles n'aboutissent pas à la culture et à la sagesse, les sciences et les techniques servent la civilisation autant qu'elles servent à la détruire. Une science, — que ce soit une physique, une philosophie, ou une esthétique, — qui ne donne pas aux esprits une formation, une aptitude à juger selon les lois du vrai, du beau, du bien, détruit autant qu'elle édifie.

III

Nous sommes ici au cœur du problème des Universités catholiques. La culture ne peut être neutre : il y a de ses propres intérêts, ou plutôt de son existence même. Elle implique l'adhésion à des principes de jugement et à des règles d'action. Elle ne peut être intégralement humaine si elle n'inclut pas Dieu, Dieu tel qu'il est, et tel qu'il se manifeste dans notre monde racheté. Dès lors, il faudra, pour remplir la mission de culture et de civilisation propre aux Universités, des institutions qui élaborent la science et la communiquent dans la lumière de la foi : des Universités catholiques.

Gardons-nous cependant de croire trop tôt le problème résolu et toutes les difficultés levées. Certes, on reconnaîtra sans peine qu'elles seraient l'instrument le plus efficace d'une nouvelle civilisation chrétienne; mais elles sont aussi, pour nous Français, le plus coûteux. N'y a-t-il pas d'autres moyens d'arriver au même résultat? Pourquoi ne pas christianiser la culture donnée par les Universités d'État, soit en recourant à l'initiative de

étudiants eux-mêmes et de leurs groupes d'Action catholique, soit en encourageant les catholiques à briguer des chaires qui, à égalité de mérite, ne leur sont nullement refusées. Sans doute, il y a des disciplines propres au catholicisme et l'État n'en assume pas la charge; il faut aussi compléter un enseignement volontairement neutre; faisons donc porter notre effort sur les sciences sacrées et sur les compléments à apporter à la science donnée dans les chaires officielles; n'assumons pas nous-mêmes la charge d'enseigner l'ensemble des sciences profanes. En marge de nos Universités d'État, des conférences de philosophie du droit, de droit naturel, de déontologie médicale, de philosophie des sciences, de sciences religieuses, compléteront ou redresseront : l'effort, moins coûteux, pourra du même coup être plus efficace. Cherchons à collaborer, et non à remplacer.

Collaborer : ce n'est pas à nos yeux une tâche nouvelle, c'est un idéal que nous avons toujours poursuivi. Quel mérite à cela du reste? Comment ne pas apprécier les inégalables richesses spirituelles détenues et largement dispensées par nos Universités nationales? Comment ne pas admirer la haute conscience de ses chercheurs et le talent incomparable de ses maîtres? Il n'est pas plus question de fermer les yeux devant ces trésors communs à tous les Français, qu'il n'est question, pour ceux à qui ils sont commis, d'ignorer les ressources que les autres peuvent posséder, ou de méconnaître l'importance des fonctions qu'ils peuvent avoir à remplir. Mais cette estime mutuelle et cette volonté de collaboration réciproque ne modifient pas les données objectives d'un problème posé par la nature même de la culture : elles vivent, au contraire, à en prendre franchement conscience.

Répetons-le et soulignons-le : car tout malentendu se-

rait ici cruel et impie : c'est la nature des institutions qui est en jeu, et non la personne de ceux qui les servent.

De ce point de vue, deux choses nous apparaissent : l'inaptitude des moyens de remplacement à atteindre le but que se proposent les Universités catholiques, et la fonction particulière de celles-ci, qui les rattache à la mission universitaire de l'Église.

L'État français est un État neutre; il exige que son enseignement le soit et cette obligation s'applique naturellement aux Universités. Dans un pays divisé d'opinion comme le nôtre, il peut être nécessaire, d'une nécessité de fait, qu'il en soit ainsi; beaucoup le pensent, et estiment préférable qu'il n'y ait pas, dans les conditions actuelles, une métaphysique, une doctrine, une religion officiellement professée par l'État. Dans ce cas, sa neutralité n'attirera aucun reproche à l'Université; mais ce sera un devoir d'objectivité d'enregistrer le fait et de constater les limites qu'il impose à l'action éducatrice de l'institution, à sa valeur culturelle et à l'efficacité de son influence civilisatrice. La « liberté universitaire » dont jouissent les professeurs de l'enseignement supérieur ne compense nullement les effets de cette neutralité statutaire; parfois même elle en aggrave les conséquences; car elle est une arme à deux tranchants.

On pourrait ouvrir ici un débat et demander en toute objectivité si la neutralité statutaire de l'institution n'entraîne pas une certaine neutralisation des esprits. D'autres se sont posé la question : certaines sciences, disent-ils, y perdent de leur vigueur. Mais les conséquences sont surtout sociales. Le disciple et sa formation en souffrent, plutôt que le professeur parvenu à la maîtrise. Ne serait-ce pas une cause de stérilité partielle pour un enseignement, qui a par ailleurs tant de valeur ?

Mais nous ne pouvons nous laisser détourner de notre tâche par ce difficile problème, et il nous suffira de dire ceci, puisqu'il ne peut y avoir de culture neutre, on ne peut attendre d'une institution neutre qu'elle donne une culture intégrale. A l'édifice, il ne manquera rien moins que la clef de voûte, c'est-à-dire les principes métaphysiques et les vues de foi qui donnent leur unité aux fondements du savoir et à l'action humaine.

A plus forte raison en serait-il ainsi s'il arrivait que la neutralité de l'institution, pour reprendre un mot de M. Gilson, cessât d'être un fait pour devenir un idéal, et si elle se confondait avec un laïcisme qui, comme l'a écrit M. Gilson, « au lieu d'être une neutralité..., est une religion ».

Que faut-il attendre dès lors des palliatifs et des remèdes dont nous parlions tout à l'heure : christianisation du milieu par l'Action catholique, entrée des catholiques dans l'Université, cercles complémentaires ?

Nous répondrons qu'il faut en attendre les fruits les plus heureux pour la culture et le perfectionnement individuel de ceux qui en usent, mais qu'ils sont hors de proportion avec le but à atteindre : ils ne touchent pas au fond du problème, qui est celui de la valeur des institutions.

Espère-t-on que l'entrée de catholiques dans l'enseignement universitaire changera la nature de l'institution ? Cette hypothèse a quelque chose de blessant pour les universitaires non-croyants, qui ont le droit d'exiger que l'institution neutre dont ils font partie conserve également ce caractère, et pour les catholiques eux-mêmes dont elle suspecte la droiture. Laissons la parole à un professeur de l'Université, M. Gilson : « Ne croyons pas, dit-il, qu'un catholique qui entre dans l'enseignement de l'État fasse pénétrer le catholicisme avec

lui. Celui qui se dévoue à l'enseignement libre dans une école, un collège ou une Université catholique, aura le devoir et la joie d'y enseigner en catholique; cette joie sera la plus grande consolation qu'il pourra espérer de ses sacrifices; il l'aura méritée; mais que l'autre ne prétende pas l'avoir : il ne l'aura pas, parce qu'il n'y a pas droit. Une école catholique est faite pour donner un enseignement catholique, une école de l'État est faite en principe pour donner un enseignement qui soit neutre; si vous y entrez, vous devrez observer la règle du jeu. « Je ne vous dis donc pas de ne pas entrer au service de l'État, j'y suis moi-même; je vous demande simplement, si vous y entrez, de ne pas décorer votre activité du titre d'apostolat catholique, car vous serez un catholique professeur, mais non pas un professeur catholique et ce n'est pas la même chose². »

Souhaitons donc que le plus grand nombre possible de fonctionnaires de l'État puise dans le catholicisme les ressorts personnels de leur activité professionnelle au service de l'État, certes, n'en souffrira pas. Rendons hommage avec admiration aux effets bienfaisants de leur présence, à l'heureux rayonnement de leurs convictions personnelles sur leurs collègues et leurs disciples. Mais à supposer que leur nombre croisse jusqu'à former une majorité, — ce qui n'arrivera jamais, remarquons-le, dans un pays où les catholiques sont eux-mêmes une minorité, — qui donc oserait donner à ces catholiques professeurs le conseil — inapplicable, du reste — de se transformer en professeurs catholiques? Il s'agit ici, nous le répétons, de la valeur des institutions; l'institution a sa nature, son statut, sa loi, son action propre.

2. E. Gilson, *Pour un Ordre catholique*, Desclée de Brouwer 1934, pp. 195-196.

ndépendante de celle de l'individu qui se met loyalement à son service.

Croit-on arriver à un résultat plus décisif par des *organisations estudiantines*, établies soit en marge de l'Université, soit dans le milieu universitaire lui-même, comme la J.E.C. ? Personne plus que nous n'a foi en ces formes d'Action catholique, personne ne fonde sur elles de plus grands espoirs et n'estime davantage les résultats acquis. Mais il est évident qu'on ne peut attendre d'une action que des résultats proportionnés avec la méthode et son objet. Or ce ne sont pas les étudiants qui constituent l'Université, ou du moins qui lui donnent sa valeur culturelle, ce sont les maîtres et les méthodes de leur science qui donnent à l'institution sa valeur éducative. Ce sont eux qui cherchent et qui découvrent, qui enseignent et qui éduquent. Certes, les étudiants leur apportent une collaboration vivante et active; l'enseignement universitaire est une collaboration entre maîtres et disciples, mais les uns donnent, les autres reçoivent, et leur droit — ils le savent bien — est de le recevoir. Il faut le dire avec clarté et avec fermeté : les mouvements comme la J.E.C. sont, en vertu du nom même qu'ils portent, des mouvements non pas universitaires, mais estudiantins; ils n'atteindront jamais que la population estudiantine de l'Université; ils ne l'atteindront même jamais tout entière, et n'auront pratiquement qu'une action partielle sur chacun de ceux qu'ils atteignent dans un milieu de culture statutairement neutre. En réalité, c'est son corps professoral et son statut qui donnent à l'Université sa note spécifique, et l'Action catholique estudiantine ne peut atteindre ni l'un ni l'autre, sinon en certains de leurs effets.

Nous savons bien aussi quelle heureuse et profonde

influence exercent, en marge de l'Université, des cercles ou des groupes d'étude qui complètent la formation chrétienne des étudiants. Mais si l'on peut user d'une Université catholique, n'est-il pas illogique de consumer temps et forces à redresser ou compléter une culture qu'on aurait pu recevoir intégralement chrétienne? Sur-tout, quel est le professeur digne de ce titre qui ne sourirait devant l'illusion de ceux qui croiraient pouvoir effacer la marque que l'enseignement magistral et continu d'une science laisse sur des esprits vraiment faits pour la recevoir? Ceux-là seuls contesteraient cette emprise qui ignorerait la nature complexe de la culture et ce qu'est un maître. C'est celui qui donne la science qui laisse son empreinte sur l'esprit du disciple, et c'est justice. Or il se trouve que cette emprise indélébile est ce qu'il y a de plus précieux dans la formation universitaire. Il se trouve aussi que parmi les disciples, ceux-là en sont le plus profondément marqués qui sont les plus intelligents, les plus dignes de la formation universitaire, — les vrais chefs de demain.

On peut le dire sans crainte d'être démenti par ceux qui ont l'expérience de la vie intellectuelle et de la vie chrétienne. Nous faisons abstraction, bien entendu, des cas strictement individuels : le problème que nous débattons est un problème d'institution. Or combien de fois l'expérience ne permet-elle pas de le constater : la pratique de l'Action catholique, les cercles, les convicts, développent chez ceux qu'ils atteignent une vie morale et surnaturelle non seulement intense, mais admirable. Ils forment des chrétiens d'une moralité splendide et conquérante; quelques-uns iront jusqu'à la vie du cloître, et ceux qui demeureront dans le monde, y seront d'énergiques lutteurs. Mais dans combien de cas restera-t-il chez les meilleurs des zones d'intellectualité qui

ne sont pas baignées et imprégnées de christianisme, parce que la science leur a été donnée laïcisée et neutralisée. De là des domaines réservés, qui gardent la marque de la neutralisation originaire. Parfois les intéressés eux-mêmes l'ignorent, mais le plus souvent c'est à ces réserves et ces défauts qu'ils tiennent le plus, comme à ce qui leur est le plus personnel.

Nous arrivons, je crois, au cœur et au terme du débat. Un catholique qui veut arriver à la culture, — et tout jeune homme qui entre à l'Université doit avoir cette ambition, — cultive les sciences selon leur méthode propre et pour leur fin propre. Il en apprend la technique, et s'il affirme quelque chose, il veut n'être tenu que sur ses preuves. Mais, dit M. Gilson que je cite encore; « un vrai catholique en tant que catholique ne rendra jamais aucune science pour une fin en soi. En fait, si diligemment que le savant étudie la nature pour elle-même, le chrétien la rapporte à Dieu par sa foi. Cela n'empêche pas les mathématiques de Pascal d'être fécondes ni les méthodes de Pasteur d'être fécondes... Une éducation chrétienne n'est pas seulement celle qui fait appel aux sciences sacrées, mais celle qui fait appel à toute science quelle qu'elle soit, dans un esprit chrétien. Un enseignement catholique libre n'est donc pas simplement une institution où l'on enseigne la doctrine chrétienne en plus du reste, mais où l'on enseigne même le reste dans un esprit chrétien³. »

Un tel enseignement ne peut être donné sans Universités catholiques. Il faut, sur le plan ultime de la culture, en chaque pays, un certain nombre d'institutions

3. Gilson, *op. cit.*, pp. 167-168.

où *chacune* des sciences soit étudiée dans la lumière de foi et progresse à cette clarté. Il faut des institutions où *toutes* les sciences soient cultivées dans leur ensemble, et où la diversité du savoir humain soit mise en rapport avec les vérités divines. Seules ces institutions seront en mesure de donner une culture pleinement humaine, de former des hommes en qui s'harmonisent et se compénètrent la science, l'action et la foi. Une telle œuvre ne peut être le fait d'individus si méritants soient-ils, travaillant au sein d'institutions statutairement neutres, ou travaillant en marge de ces foyers à la vie desquels ils ne participent pas. Il y faut une institution avec ses ressources en hommes et en instruments de travail, un corps universitaire qui par sa variété reflète la diversité du savoir humain, et par son unité lui rende son harmonie sous le regard de la foi.

Les Universités catholiques ont donc une fonction qui leur est propre. Elles ne doublent pas les Universités d'État, elles ne rivalisent pas avec elles; elles remplissent une mission différente : si faibles que soient leurs moyens d'action actuels, comparés à l'immensité de leur tâche, elles demeurent dans le monde des institutions grâce auxquelles notre civilisation travaille encore à devenir une chrétienté⁴.

4. Cette distinction des buts permet d'établir entre Universités catholiques et Universités d'État le principe d'une collaboration. « Je me souviens qu'étant enfant, et passant le long des bâtiments alors presque neufs de la nouvelle Sorbonne, un de mes professeurs, qui était prêtre, me dit avec un soupir découragé : « Que voulez-vous que l'Institut Catholique fasse contre une force pareille ? » Je ne sais pas pourquoi j'ai retenu ces mots, mais il m'a fallu du temps pour trouver la réponse. Ce que nous voulons que l'Institut Catholique fasse *contre* la Sorbonne ? Mais rien du tout. Sa fin propre n'est pas de lutter contre la Sorbonne, mais de travailler pour l'Église, et c'est ce qu'il fait » (Gilson, *op. cit.*, p. 175).

IV

C'est vers la chrétienté et vers l'Église, en effet, qu'il faut regarder, en définitive, pour comprendre la nature et le rôle social des Universités catholiques.

L'Église a-t-elle donc une *fonction universitaire* à remplir? Oui, parce qu'elle a une mission civilisatrice.

Elle est chargée de ramener à Dieu l'humanité toute entière. Il faut donc que la plus haute des activités humaines, — la recherche de la science, la découverte de la vérité, l'invention créatrice, — soit elle-même assumée dans l'Église. Il faut qu'en tout domaine de culture, le chercheur ou le savant puisse en rencontrer un autre qui l'ait précédé, ou qui soit apte à le suivre, et qui porte témoignage à l'Église, non seulement par sa vie privée, mais par son travail, sa science et sa fonction sociale. Christianiser *ab extrinseco* la culture et la civilisation qui se seront développées en dehors de la foi est un non-sens; pour que le monde soit chrétien, il faut assumer dans la vérité divine les principes de sa civilisation.

Cette mission universitaire, l'Église la tient encore par sa fonction d'éducatrice. La culture sous ses formes supérieures et dans ses sujets d'élite échappera-t-elle à une christianisation intégrale? Se contentera-t-on d'agir sur le plan de l'enseignement primaire ou de l'enseignement secondaire? Singulière illusion! D'où ceux qui tirent-ils leur valeur, leurs méthodes, leur orientation? Auquel des trois degrés d'enseignement se forment les chefs?

Mais, nous le répétons, cette œuvre d'Église ne peut être faite que par des corps constitués : ainsi le veut sa tâche et la nature même de la science. Les Univer-

sités catholiques sont les institutions par lesquelles l'Église remplit une de ses fonctions : christianiser la culture et la répandre dans la société. L'influence des Universités catholiques, du reste, s'étend bien au-delà de leur propre enceinte : leur existence et leur vitalité sont la garantie de la liberté spirituelle de ceux mêmes qui travaillent dans les Universités d'État.

Il y a là une lumière qui est de nature à éclairer la conscience des catholiques, — étudiants, parents, professeurs. Même quand ils pensent en chrétiens, ils ont tendance à se placer à un point de vue égocentriste, légitime, certes, mais qui risque de masquer les vraies perspectives. Certes, chacun est en droit d'attendre de l'Université les moyens de se développer lui-même; mais il faut aussi que les catholiques sachent qu'en donnant leur nom aux Universités catholiques, ils collaborent à leur œuvre, ils remplissent une fonction de chrétienté et participent à la mission de l'Église dans le monde. Laïcs en qui le sacrement de confirmation a imprimé son sceau, ils sont responsables sur le plan temporel de l'accomplissement d'une mission qui est un des effets de l'Incarnation. Chaque chef de famille, chaque étudiant, doit comprendre qu'il collabore à une œuvre de chrétienté pour l'Église, à une œuvre de civilisation authentique pour le monde.

« Pourquoi cette indifférence des catholiques à l'égard de leurs Instituts catholiques? » écrivait naguère un professeur d'Université d'État. « La raison en est simple : c'est le manque d'esprit catholique. Ce qui s'offre à leur esprit lorsqu'on leur parle de ces choses, c'est l'idée vague que tout cela ne les regarde pas. »

Sans doute la vraie cause de la diminution du dévouement et de la réduction des effectifs est là : une moindre lumière de foi. Toutes les objections : à quoi bon un

quel effort ? n'est-il pas plus simple d'aller à l'État comme tout le monde ? grossissent à mesure que s'atténue la lumière de foi. Surtout, l'idéal qui porte les parents à vouloir pour leurs jeunes gens, et les jeunes gens à vouloir pour eux-mêmes une culture intégralement chrétienne, perd de sa force attractive et de son relief. Ils peuvent, ils doivent pourtant l'adopter avec assurance. À quoi bon nier que pour quelques-uns d'entre eux, l'entrée dans une Université catholique nécessite un choix méritoire, suppose des difficultés vaincues ? Mais dans un monde où comptera de plus en plus la valeur des hommes, on peut être sûr d'avoir à se louer un jour de n'avoir pas, dès sa vingtième année, cédé intérieurement au parti de la facilité, d'avoir adopté un idéal de culture intégralement chrétienne.

Le choix de cet idéal n'inspirerait moins de fierté que si la lumière de foi venait à diminuer dans les âmes. Développer cette fierté et cette foi est, semble-t-il, un des objectifs de l'Action catholique. « Tout ce que font les pères pour promouvoir et défendre l'école catholique destinée à leurs fils est une œuvre religieuse et partant revient un devoir essentiel de l'Action catholique », écrit le pape Pie XI dans son encyclique du 31 décembre 1929. L'Université fait partie intégrante et nécessaire de l'école chrétienne ; et comment ne retiendrait-elle pas particulièrement l'attention de l'Action catholique ? Celle-ci pour but de rechristianiser la société ; elle se condamnerait elle-même à l'insuccès si elle négligeait ces foyers de chrétienté que sont les Universités catholiques.

J.-T. DELOS,
professeur à l'Université catholique
de Lille.

Université catholique et Action catholique

Former des médecins, des professeurs, des ingénieurs ou des avocats, — approfondir les problèmes juridiques ou médicaux, se livrer à la recherche scientifique ou philosophique : telle est, semble-t-il, la tâche de toute Université, — et les Universités catholiques ne font pas autre chose, si ce n'est qu'elles le font dans une atmosphère chrétienne.

De leur côté, l'action sociale chrétienne et l'Action catholique, prises dans leur sens le plus large, s'efforcent de faire pénétrer concrètement l'esprit de l'Évangile dans les hommes et les institutions.

— Ces deux ordres d'activités paraissent nettement distincts, voire fort éloignés l'un de l'autre : ils semblent devoir, chacun de son côté, évoluer de façon autonome. Peut-on sans artifice établir entre eux un rapport un peu précis, comme semble le suggérer notre titre ?

On voit bien, sans doute, que les Universités catholiques, comme toutes les Universités, préparent les jeunes gens aux carrières libérales, en leur donnant la culture appropriée; et on admettra volontiers qu'en le faisant à la lumière de la foi, elles forment une élite particulièrement capable de travailler à l'organisation chrétienne des professions et de la société. Avocats, médecins, ingénieurs formés par les Universités catholiques sem-

ent destinés à être dans leur milieu les meilleurs artisans de l'Action catholique.

Il ne faut pas sous-estimer la valeur du service que rendent ainsi les Facultés libres à l'Action catholique et sociale. Leur collaboration resterait pourtant bien limitée s'il n'existait pas entre elles des liens plus essentiels. La vraie question est donc de savoir si, pour sa vie propre, l'Action catholique a, ou non, besoin du concours de l'enseignement supérieur libre.

On voit toute l'importance du problème si l'on songe à la place que cette Action catholique tient maintenant dans les préoccupations des chrétiens et dans l'apostolat de l'Eglise : ce n'est pas ici qu'il faut rappeler le développement inespéré qu'elle a pris depuis que, spécialement, elle a convié tous les fidèles à régénérer leur milieu pour instaurer une nouvelle civilisation chrétienne.

Mais cet essor nouveau fait-il vraiment souhaiter aux militants catholiques de recevoir le concours accru des Facultés libres ? A en croire certains, il n'en serait rien : les protestants, au nom de leur expérience, que si leur tâche est difficile, ils y suffisent pourtant sans l'aide de personne. « Nous résolvons nous-mêmes les problèmes qui sont la trame de notre action, expliquent-ils, et nous les résolvons, presque sans les poser, par l'action et dans l'action, en vivant notre christianisme et en vivant la vie de notre milieu : ce qui, pour nous, ne fait qu'un. Voulons-nous critiquer ou discuter notre action ? nous avons nos réunions de dirigeants, nos journées d'études... Voulons-nous approfondir les conditions de notre action ? nous le faisons par nos enquêtes... »

On ira même sans doute plus loin : non seulement, mais la collaboration des intellectuels est superflue, mais elle serait dangereuse : les militants d'un mouvement ne connaissent-ils pas mieux que tous autres les

réalités qui sont leur vie, dans lesquelles ils sont plongés? Les intellectuels, eux, sont d'un autre milieu, et leur intervention, pour parler franc, risquerait de tout brouiller.

Ainsi l'Action catholique pourrait-elle être tentée de proclamer qu'elle *se suffit entièrement à elle-même*.

Mais, poussant ses avantages, ne peut-on prévoir qu'elle pense un jour *suffire à tout*, et qu'après avoir décliné le concours de l'Université catholique, elle puisse espérer la remplacer avantageusement dans l'avenir? Le processus serait logique. Car, d'une part, elle a conscience d'élaborer une pensée chrétienne qui pourra suppléer peut-être à l'œuvre intellectuelle des Universités catholiques. Et elle a, par ailleurs, assez de confiance dans ses méthodes pour oser entreprendre la conquête du milieu universitaire, maîtres et élèves, et faire ainsi (dira-t-on) de l'enseignement officiel un enseignement chrétien. Une telle pénétration suffirait-elle vraiment à rendre inutile le travail des Facultés libres? Ce problème a été traité plus haut par le R. P. Delos, et nous n'y reviendrons pas. Pour notre part, nous nous bornerons à examiner s'il est vrai que l'Action catholique et sociale est capable de résoudre elle-même tous les problèmes qu'elle soulève.

Nous sommes, quant à nous, persuadé que, dans la mesure même où elle a approfondi ses principes et ses méthodes d'action, elle ne peut se développer normalement sans le concours d'hommes porteurs d'une haute culture chrétienne, culture que les Universités catholiques ont pour mission propre de répandre dans le monde.



Cela n'a pas toujours été aussi vrai.

Les œuvres traditionnelles n'avaient guère à recourir

aux lumières de l'enseignement supérieur libre. Elles n'en avaient, pour leur vie même, qu'un besoin assez médiocre, et seulement dans la mesure où elles se préoccupaient de vulgariser les idées chrétiennes ou de faire œuvre apologétique. Mais qu'il s'agît de faire prospérer des patronages ou des cercles, de grouper hommes, femmes et jeunes gens pour la défense des libertés religieuses, il fallait, à coup sûr, de grands dévouements et des talents d'organisateur, mais point n'était besoin d'une réflexion approfondie ou d'études très poussées. Peut-être les organisations sociales faisaient-elles davantage appel au concours des universitaires : mais justement ces organisations devançaient leur temps dans la mesure où elles voulaient agir sur les institutions.

La nouvelle Action catholique, on l'a cent fois remarqué, est bien plus profonde. Elle ne borne plus ses ambitions à encadrer les fidèles, mais elle prétend transformer toute la vie individuelle et toute la vie sociale. Aussi soulève-t-elle, à chacun de ses pas, les questions les plus graves et les plus ardues. C'est qu'il s'agit de penser les conditions de vie d'un milieu, de comprendre les aspirations véritables, de faire le départ entre ce qu'elles contiennent de sain et de suspect, de saisir enfin le sens profond des institutions : car tout cela est nécessaire si l'on veut savoir où et comment peut s'insérer efficacement le christianisme.

L'expérience le montre bien : pour répondre aux besoins de leur activité quotidienne, les mouvements d'Action catholique doivent résoudre, tous les jours, de hauts et difficiles problèmes. Citons-en quelques-uns : quelle est la place des loisirs dans la vie de l'homme ? qu'est-ce au juste que la culture, est-elle une ou multiple ? quelle est la valeur et l'avenir de notre régime économique ? que signifie, en définitive, la désertion des campa-

gnes ? à quelles conditions l'homme peut-il réaliser sa personnalité au travail et s'y épanouir dans la joie ? On sait, par ailleurs, quelle place tiennent dans les préoccupations de tous les mouvements le problème sociologique des classes sociales et les multiples questions d'ordre économique, psychologique ou théologique que posent le mariage et la vie de famille. Et il faudrait aussi rappeler comment les méthodes de la J.O.C. et de la pré-J.O.C. requièrent des connaissances approfondies de psychologie de l'enfant et de l'adolescent, voire de psychotechnie pour l'orientation professionnelle...

On ajouterait facilement d'autres exemples à une liste qui reste fort incomplète : telle quelle cependant, elle permet de mesurer le nombre et l'importance des problèmes soulevés par l'Action catholique et sociale.

Elle nous permet aussi d'affirmer avec une grande énergie que les militants catholiques ne peuvent mener à bien leur entreprise s'ils ne s'appuient sur une haute culture chrétienne.

... Voulons-nous dire par là qu'il faille être cultivé pour faire de la J.O.C. ? Ce serait mal poser le problème. La vraie question est celle-ci : à eux seuls, les jocistes peuvent-ils *voir* et *juger* à fond tous les faits qui sont la matière de leur action ?

Nous n'hésiterons pas à répondre par la négative. Car c'est une illusion, à notre avis, de s'imaginer qu'il suffise d'avoir un esprit droit et un cœur généreux, ou même d'être loyalement et totalement chrétien, pour pouvoir, *ipso facto*, penser son action et résoudre tous les problèmes qu'elle pose. Le meilleur jociste peut-il compter sur ses dons de militant pour décider s'il est possible ou non de réaliser une culture prolétarienne autonome ? Le militant de la C.F.T.C. peut-il faire appel à son expérience de la vie ouvrière pour se faire une

dée juste du capitalisme ou du contrôle des changes ? S'ils avaient la hardiesse de s'y risquer, il faudrait craindre que, faute de pénétrer la complexité de ces questions, ils ne pussent éviter de tomber dans un moralisme superficiel ou un verbalisme inefficace.

Ceci ne revient pas à nier que les militants catholiques puissent trouver, dans leur action, au moins un commencement de culture : les contacts humains qu'elle leur offre, la formation religieuse qu'elle implique, l'effort de compréhension des mœurs et des institutions qu'elle leur demande, tout cela ne va pas sans activité de l'esprit ni un fructueux exercice de la réflexion et du jugement. Mais cette formation, dans la mesure même où elle constitue un enrichissement authentique de l'intelligence, ne créera pas chez son bénéficiaire une satisfaction définitive; tout au contraire, elle lui fera mieux sentir ce qui lui manque encore pour suffire à son action, et elle éveillera chez lui cet émouvant appel à une culture plus haute que nous rencontrons chez les meilleurs militants ouvriers ou paysans.

Ce n'est pas à eux, mais à ceux qui de l'Action catholique auraient surtout pris les formules et les recettes, qu'il faut rappeler que les réalités profondes se refusent habituellement à l'observateur novice. Nous le savons, en effet, c'est un métier aussi que de penser et sans doute le plus difficile : c'est dire qu'il ne va pas sans apprentissage, mais qu'il exige toute une discipline de l'esprit acquise au prix de longs et pénibles efforts.

Cela est vrai de la réflexion, en général. Mais cela est encore bien plus clair lorsqu'il s'agit d'approfondir un sujet déterminé : médecine ou sociologie, droit ou économie, psychologie ou science de la nature, chaque catégorie de problèmes requiert un spécialiste qui, par

une longue intimité, se sera préparé à les pénétrer. Pour en douter un instant, il faudrait être bien ignorant ou bien naïf.

Toute action appelle donc impérieusement le concours d'une pensée entraînée à l'abstraction et rompue aux méthodes de chaque discipline scientifique : où le trouverait-elle sinon parmi les *universitaires*, maîtres et disciples, c'est-à-dire parmi ces hommes qui ont consacré de longues années à conquérir une culture générale et les diverses cultures scientifiques ?

Mais il est une autre raison qui impose leur collaboration. Non seulement l'action ne confère pas un jugement impeccable sur toute chose, mais encore elle risque de déformer le jugement si elle ne trouve un correctif dans une formation éprouvée de l'esprit.

L'action, en effet, « particularise ». Il y a une culture générale, il y a des idées générales, et même en un sens, toute idée est générale. En revanche, une action n'est efficace que dans la mesure où elle est étroitement adaptée aux conditions concrètes, et donc rigoureusement individuelles, auxquelles elle s'applique. Par définition, toute action est particulière, et, pour employer notre langage courant, *spécialisée*.

Mais qui dit *spécialisation* dit *limitation*. Sans doute, l'homme d'action aura des problèmes de sa vie une intuition particulièrement riche parce qu'il y engage à fond tout son être; mais cette vue immédiate est myope : immergé dans le concret, il voit mal, s'il ne méconnaît purement et simplement, les problèmes extérieurs à son champ d'action; souvent même, il verra mal ses propres problèmes, faute de pouvoir les situer à leur place dans un ensemble.

Cette double servitude ne va pas sans créer un danger des plus graves dans l'ordre même de l'action : elle

risque d'empêcher toute collaboration profonde et durable entre les organisations d'Action catholique ou l'Action sociale. Le commun esprit de l'Évangile peut incliner les cœurs à la charité; mais il ne suffit pas à réaliser une harmonie spontanée entre les aspirations contradictoires, au moins à première vue, des diverses parties en présence. Or puisqu'ils bornent leur horizon à un milieu, puisqu'ils vont même parfois jusqu'à se complaire dans un particularisme de classe, comment les mouvements bourgeois et ouvriers pourraient-ils transcender des oppositions trop sensibles pour trouver un terrain d'entente dans une connaissance objective des réalités profondes?

A ce péril il n'est pas d'autre remède que de prendre du recul, de se dégager des soucis trop particuliers qu'impose une action immédiate : il faut de l'indépendance et un certain éloignement pour pouvoir entreprendre une étude impartiale.

Mais croit-on qu'il soit humainement possible à ceux qui peinent aux prises avec une matière ingrate, lourde et fuyante, de s'en dégager pour prendre leurs distances ! Non, ici encore, de toute évidence, il faut compter sur une aide extérieure, celle d'hommes qui, par formation, aient l'habitude des larges vues et l'indépendance de la pensée désintéressée : ces hommes, qui doivent être préparés à embrasser les problèmes généraux aussi bien qu'à étudier les problèmes particuliers avec une stricte objectivité, ce seront encore une fois les universitaires, que les études supérieures prédestinent à être des agents d'unité.

... Dira-t-on que nous faisons la part trop large aux intellectuels » ? Mais il suffit de faire appel à l'expérience la plus banale pour constater que nous n'exagéons rien en disant que l'Action catholique, comme

toute action un peu profonde, ne peut se passer de leur concours.

Pour faire court, bornons-nous à l'exemple, plus significatif, de l'action populaire. Remarque-t-on assez que les créateurs et les principaux chefs du mouvement ouvrier sont tous des intellectuels, et presque tous des bourgeois : Marx, Jaurès ou Lénine dans le passé, Blum, Vandervelde ou De Man, aujourd'hui. Et si nous prenons la J.O.C., n'oublions pas qu'elle a pour fondateur un homme d'une forte culture philosophique et théologique. Allons plus loin, et sachons voir que dans la plus modeste section jociste, il y a un universitaire sans doute, l'aumônier est d'abord représentant de Christ et porteur de son message; mais il est aussi, plus humainement, porteur d'une culture acquise au cours d'études secondaires classiques et d'études supérieures qui, pour n'être pas toujours faites dans une faculté de théologie, n'en sont pas moins rigoureusement du type universitaire : et c'est comme tel qu'il fait bénéficier de sa formation intellectuelle les jeunes ouvriers auxquels il apprend à réfléchir, à juger, à contrôler leurs intuitions et à éprouver la rigueur de leurs raisonnements. C'est assez dire ce que perdrait la J.O.C. si elle devait se refuser tout concours extérieur au monde ouvrier.

Mais si les aumôniers ont une bonne culture générale, ils ne prétendent pas à une culture universelle. C'est pourquoi l'Action catholique et l'action sociale chrétienne n'ont pas seulement besoin de Grands Séminaires : elles ont besoin aussi d'Universités, et, ajoutons-le tout de suite, d'*Universités catholiques*.



C'est ce qu'il nous reste à démontrer, car l'idée pour

rait venir que des esprits formés par l'enseignement officiel apporterait fort bien à l'Action catholique tout le concours qui lui est nécessaire.

Cela serait vrai si elle pouvait se contenter de l'aide de purs techniciens dont l'orientation philosophique ou religieuse resterait chose indifférente. Mais comment les militants, qui veulent mettre tout le christianisme dans toute leur vie, pourraient-ils se satisfaire d'une pensée formée et grandie en dehors de ce christianisme ?

Et, en effet, il n'y a pas plus de coupure dans la pensée que dans l'action. Agir, c'est prendre parti; agir chrétiennement, c'est dans toute sa vie rester fidèle à son « parti pris » chrétien. Et de même, se cultiver, c'est apprendre à juger : or, on ne peut juger de rien sans prendre parti, et, qu'on le veuille ou non, sans prendre parti sur tout. La pensée du chrétien, comme l'action du chrétien, doit à tout moment confesser la vérité à laquelle il croit. Et cela n'implique pas seulement la ferme adhésion à une doctrine; cela réclame aussi l'amour de la vérité, l'amour, non pas platonique, mais efficace, des hommes et du monde, de la création et de son Créateur.

Nous ne trouverons donc une pensée intégralement chrétienne que chez des hommes dont la culture, intellectuelle et morale, sera toute chrétienne : chez des universitaires chrétiens... Mais ne nous suffirait-il pas de faire appel aux catholiques, maîtres et disciples, qui portent fièrement leurs convictions religieuses dans les Universités de l'État ?

La solution semble d'autant plus élégante qu'elle permettrait à l'Action catholique de se suffire complètement à elle-même par l'ingénieux détour de la collaboration de ses diverses formations spécialisées; ainsi, par exemple, la J.E.C. et la J.I.C. viendraient seconder l'ef-

fort de la J.O.C. et de la J.A.C.; mieux encore, il pourrait exister un mouvement spécialisé d'universitaires, dont on attendrait naturellement le concours pour résoudre les problèmes soulevés par l'action ouvrière ou paysanne. Écartons pourtant sans hésiter cette formule séduisante : les mouvements d'intellectuels chrétiens, comme les autres, ont à penser et à agir en fonction d'un milieu; dès lors qu'ils seraient réunis pour une œuvre d'Action catholique, ils ne se consacraient plus à l'étude de questions d'intérêt général : c'est aux besoins de leur milieu qu'ils s'efforceraient de répondre. Ce n'est pas à dire d'ailleurs que leur effort ne puisse être profitable qu'à eux-mêmes : capables de pousser plus à fond l'étude des grands problèmes communs à toutes les classes sociales, ils rendront par là même d'importants services à toute l'Action catholique. Mais ceci ne peut aller très loin : et on voit mal la J.O.C. ou la L.O.C. s'en remettre à la J.E.C. ou à un mouvement de bourgeoisie chrétienne de penser pour elles les questions qui les préoccupent.

Reste une solution, plus sérieuse peut-être, et qui, en tout cas, rallierait plus facilement de nombreux suffrages. Elle consiste à faire confiance au travail *individuel* auquel tant de chrétiens convaincus se livrent dans le cadre de l'enseignement officiel.

On ne pourrait sans injustice sous-estimer le courage intellectuel de ces maîtres souvent admirables, ni méconnaître la liberté fort large, somme toute, que leur reconnaît l'État français. Mais il n'en reste pas moins que le plus simple loyalisme envers une institution dont le principe est, en fait, la neutralité, interdit aux catholiques membres de l'Université de donner un enseignement officiellement chrétien. Sans doute pourront-ils, sinon faire état de leur foi, du moins y puiser leur inspi-

ation personnelle : mais ne voit-on pas quelle entrave ce régime en porte-à-faux impose à leur propre réflexion ? Car il faut encore tenir compte du poids énorme de l'atmosphère religieuse où ils sont plongés — et de la difficulté où ils se trouvent d'instituer une collaboration profonde avec des collègues séparés d'eux par le plus essentiel.

Osons donc affirmer que l'Université officielle, en tant qu'institution, est dans l'impossibilité morale d'épauler vraiment, et, *a fortiori*, de transmettre une pensée et une culture chrétiennes.



Si nous voulions résumer cet exposé, peut-être serions-nous tenté de le réduire à ces trois formules qui s'enchaînent les unes les autres : pas d'action profonde sans culture — pas d'Action catholique sans culture chrétienne — pas de culture chrétienne sans Université catholique.

Mais, pour ne pas en rester à ce schéma rudimentaire, préférons plutôt que l'Action catholique et sociale n'a pas, en définitive, d'autre objet que de créer une *civilisation chrétienne* : ce qu'elle veut, en effet, ce n'est pas seulement faire des chrétiens, mais faire une chrétienté, c'est-à-dire une société nouvelle où les institutions et les mœurs seront pénétrées de christianisme. Or, selon une définition du R. P. Delos (auquel, pour le dire en passant, ces lignes doivent beaucoup), la civilisation, c'est l'intelligence agissant dans le monde, la mise en œuvre d'un idéal dans l'histoire ». Ainsi, créer une civilisation chrétienne, c'est, en un sens, un travail à mener, une entreprise à mener, une œuvre à réaliser : cela implique donc une action, l'Action catholique. Mais

cette œuvre consiste à incarner dans la matière une idée chrétienne du monde : élaborer cet « idéal historique concret », dont parle Maritain, cela ne peut se faire sans une profonde culture chrétienne, et donc sans Université catholique.

C'est assez dire, croyons-nous, combien la collaboration de l'Université catholique et de l'Action catholique et sociale est dans la nature des choses.

Cette collaboration sera d'autant plus féconde, d'autant plus efficace, qu'elle évitera la confusion des tâches : il importe au bien de tous que chacun fasse son métier : les universitaires chrétiens ne vont pas aller régenter les mouvements d'Action catholique; et ils ne dispenseront pas non plus les militants de ces mouvements de l'effort irremplaçable de réflexion qu'ils doivent porter sur les conditions concrètes de leur entreprise. Mais sans empiéter sur leur indépendance de pensée ou d'action, ils les feront bénéficier de leur culture en leur apportant l'aide d'une pensée plus exercée, plus dégagée de l'immédiat, plus maîtresse d'elle-même. Soyons sûrs, en retour, que les « intellectuels » ne trouveront pas moins à s'enrichir en vivifiant une réflexion souvent trop abstraite au contact d'une pensée très proche du réel et d'une expérience qui met les idées à l'épreuve de la vie.

RENÉ THÉRY.

LES LETTRES ET LES ARTS

A. MORIENVAL.

Villiers de l'Isle-Adam.

De son vivant, Villiers n'eut guère qu'une réputation d'excentrique et ne goûta que des admirations de cénacle. Il demeura obstinément ignoré de la « littérature officielle ». Il ne fut rien dans la Légion d'honneur, et quand, pour s'amuser, il demanda les palmes, on les lui refusa. D'où vient ce revirement, dont les manifestations de l'an dernier furent l'éclatant témoignage?

A.-J. FESTUGIÈRE.

Enfants aveugles.

C'est le fond même du problème religieux qui se trouve ici en question.

NOTES ET CHRONIQUES

la collection « *Présence* », par P. ARROU. — *Histoire de Grand Dadaïs*, par A.-J. BATAILLARD.

INÉMA, par P. VILLOTEAU : *Le Châtelet à Hollywood*; *Noix de coco*; *Babitt en vacances*; *Une dame de l'écran*. — *Le film documentaire allemand*, par P. DE GUILLOUTET.

LE MOIS ARTISTIQUE (FÉVRIER), par G. POULAIN.

Villiers de l'Isle-Adam

Puisque pour le centenaire de sa naissance, Villiers de l'Isle-Adam fut brillamment célébré, qu'il reçut tous hommages : commémorations, appositions de plaques, discours dans sa Bretagne natale et à Paris, soirée à radio, articles de presse et exposition de souvenirs, ainsi l'auteur de *Tribulat Bonhomet* et de *l'Ève future* est entré dans l'histoire littéraire, cela vaut d'être commenté.

Le fait n'est pas mince. C'est une réparation offerte par le XX^e siècle à un grand génie longtemps méconnu. De son vivant, Villiers n'eut guère qu'une réputation d'excentrique et ne goûta que des admirations de cabanacles. Il demeura obstinément ignoré de ce qu'on doit appeler *la littérature officielle*, celle des Académies, des salons, des dictionnaires, des manuels et des prix, seule que les contemporains connaissent, admettent et honorent. Villiers ne fut jamais rien dans la Légion d'honneur; un jour, il s'amusa ironiquement à demander les palmes; on les lui refusa parce qu'il était inconnu, ce qui était strictement vrai. Nous ne le trouvons mentionné dans aucune des éditions du *Dictionnaire des Contemporains*, de Vapereau (dont la dernière a 1700 pages). Gustave Lanson l'ignore. Faguet de même. Jules Lemaitre comme Barbey d'Aurevilly n'écrivent son nom qu'à propos de théâtre et sans le distinguer de la foule. Cette méconnaissance est générale jusqu'à ce que Huysmans l'honore dans sa galerie d'originaux d'*A rebours*.

Elle a failli durer pourtant après la mort de Villiers même. Jugez par ce petit fait. M. Henry Bordeaux, débutant, avait écrit sur Villiers de l'Isle-Adam une longue étude, d'ailleurs consciencieuse et fouillée; il la publia en brochure, puis l'inséra dans son premier volume de critique, *Ames modernes* (1895). Paul Bourget en lui faisant compliment de son travail, lui reprocha toutefois d'avoir placé « un artiste de la génialité de Loti » à côté « d'un imitateur comme Villiers ». Cette opinion eut tant de poids que, dans la seconde édition d'*Ames modernes* (1912), le nom de Villiers de l'Isle-Adam disparut de la couverture du livre, où subsistent ceux de Pierre Loti, Edouard Rod, J. Lemaître, Hérédia, Ibsen. L'étude sur Villiers n'est pas abandonnée; elle est reléguée à l'appendice. Qu'en dirait aujourd'hui M. Henry Bordeaux?



Les temps ont donc changé. Villiers de l'Isle-Adam a été sauvé de l'oubli par son art, qui est d'une grand écrivain malgré les défauts de son époque (dont il fut terriblement), par son amour de la grandeur, par sa violente réaction contre toutes les bassesses, par son interprétation surprenante du merveilleux scientifique, et aussi par sa fidélité au moins traditionnelle à la foi chrétienne.

L'homme a retenu les sympathies parce qu'il fut une victime sincère, passionnée et convaincue de sa vocation d'écrivain; sa misère matérielle a souvent été la conséquence de sa hauteur d'âme; il est émouvant que son œuvre multiple et curieuse, excitante, riche d'originalités inattendues, forcée souvent à l'encontre de la banalité, soit restée incomplète en bien des points à cause du tragique de ses conditions d'existence, et parce que les sujets étreints sont si vastes qu'on ne sait si aucun écrivain les absorberait. Villiers tente trop souvent l'impos-

sible. Ses grandes œuvres dépassent le lecteur ordinaire; et par leur densité, et par ce qui y manque, dont l'appréciation exigerait de hautes connaissances. Ésotérique et romantique, Villiers achève sa séduction parce que sous l'éclat de sa forme, il est d'une lecture inépuisable.

L'aventure de sa vie a servi à la fois et nuï au succès de son œuvre. Il arbore un grand nom, dont le panache gêne la bourgeoisie pénible des Zola et des Sarcey. Quelle histoire magnifique et curieuse ce serait, que celle de l'aristocratie française survivant à ses privilèges au XIX^e siècle! Villiers est l'aristocrate pauvre, état insoutenable au temps de Georges Ohnet, car on ne pardonnait son titre au noble que s'il avait de l'argent. La considération publique pouvait se retrouver par un beau mariage. Villiers se croyait pour cela trop grand seigneur, et il en pâtit.

Son ascendance, dont il était très fier parce qu'elle le rattachait aux grands maîtres de Malte, a paru authentique. Mais sa famille proche ne semble pas être restée intégrée dans la société aristocratique, gros défaut qui explique pour une part sa bohème. Elle paraît s'être déclassée d'abord par les suites de l'émigration; le père de Villiers était par ailleurs un chimérique chercheur de trésors, dont la vie fut une suite de déceptions de tous genres. Autre misère que celle de l'argent : Villiers n'est pas socialement encadré.

Il est aussi bohème de lettres; d'une haute bohème très différente de celle d'un Mürger ou d'un Champfleury, bohème non seulement parce qu'il vit dans un milieu fantaisiste, qu'il est prince consort dans le salon de Ninon de Villard, où s'attardent des artistes comme Charles Cros, Sivry et lui-même tandis que les malins ne font que passer; il est bohème surtout parce qu'il n

aura jamais faire de sa littérature un métier, et qu'il n'a point d'autres ressources.

La légende lui a prêté des professions excentriques; on prétend qu'il fut mannequin de boxe; Goncourt a fait un sort à un cancan qui le raconte jouant les malades guéris dans un salon médical. Ses occupations vraies furent sans doute plus humbles encore, car on ne trouve pas à son gré de ces métiers pittoresques qui donnent matière à échos. La seule certitude est qu'il gagnait malaisément sa vie. Les journaux accueillaient bien sa prose, si brillante et recherchée qu'elle fût; son art difficile ne se pliait pas à une production régulière. Il ne pouvait pourvoir les éditeurs avec l'exactitude d'un Fourget, ou d'un Jules Verne.

Faute de ressources, il campait dans la vie, usant de ses meilleures années comme d'un provisoire; on a beau être un grand écrivain, les nécessités matérielles sont lourdes et quotidiennes; faute qu'il pût les vaincre, elles pesèrent sur lui d'un tel poids qu'à la fin de sa vie il logeait sa femme de ménage, ou logait chez elle : un mariage *in extremis* dévoila cette autre pitié. Contraste de toutes ces splendeurs du nom, de l'imagination poétique, du style, et même de l'intransigeance du caractère avec cette misérable vie.

Ne le dira-t-on point encore bohème de religion, et même de philosophie? Villiers n'a pas cessé de se croire chrétien, et à partir d'une certaine époque il le sera véritablement, sauf la pratique. La pratique, est-ce seulement l'incohérence de sa vie qui l'empêche d'y revenir? C'est aussi sa conception du catholicisme. S'il a accepté traditionnellement la foi de ses ancêtres, il a été convaincu longtemps qu'il fallait la doubler d'une philosophie étrangère. C'est un point important, que l'on nous permettra d'examiner.

Comme un grand nombre des écrivains du XIX^e siècle, et même d'aujourd'hui, Villiers de l'Isle-Adam connaît peu l'existence de la théologie, et est mal informé de ce que peut être une philosophie chrétienne. Il s'imagina que le catholicisme se limite à ce que tout le monde en sait, ou plutôt ne sait pas. Vers la fin de sa vie, il s'emoquait des gros volumes que publiaient certains de ses camarades en s'exclamant : « Un catéchisme ne coûte que deux sous, » Et certes, il y a tout dans ce catéchisme qui ne coûtait que deux sous, et pareille phrase eut ravi Raymond Brucker. Pourtant, à moins d'être capable d'en développer soi-même toutes les parties, encore, un écrivain qui veut traiter des plus hauts thèmes, a besoin d'une instruction plus poussée. On a l'impression que Villiers, exactement comme un Balzac au catholicisme si étrange, ne se doutait pas qu'il y avait quelque chose à apprendre.

Villiers fit dans sa jeunesse, en 1862 exactement (il avait vingt-quatre ans, donc), un séjour à Solesmes, dont il tira longuement et naïvement gloire. Il parlait volontiers dans les milieux littéraires de ses relations avec Dom Guéranger, au point qu'une légende naquit, selon laquelle Villiers avait été élevé à Solesmes comme pupille. Une phrase de Dom Guéranger figure en épigraphe au premier roman de Villiers, *Isis*, publié la même année 1862. Mais Villiers profita-t-il de ce séjour pour s'instruire de ce qu'il ignorait du christianisme ? Il est probable que les moines le laissèrent fouiller à sa guise dans leur bibliothèque, l'imaginant assez averti, et qu'il n'y sut rien trouver de ce qu'il lui aurait fallu¹.

1. Pourtant, il y découvrit la *Mystique*, de Goerres; mais il n'eut en voir que la *mystique naturelle*, et sans préparation suffisante.

Nous le voyons, en effet, à la même époque — et son *Isis* en est le reflet bien plus que de ce qu'il aurait pu apprendre de Dom Guéranger — se griser d'une sorte de philosophie qu'il prend pour de l'hégélianisme, et qui en gros se résume à identifier le penseur et la chose pensée. Le point sur lequel il faut attirer l'attention, c'est que, pour Villiers de l'Isle-Adam, à cette époque, cette philosophie est complémentaire du christianisme. Il croit au christianisme nécessaire; il le juge seulement trop borné dans ses manifestations pieuses, et il cherche ailleurs un système de pensée capable de satisfaire l'esprit. Il n'a pas à examiner le thomisme, pour l'excellente raison que si par hasard il en sait le nom, il ignore complètement ce que cela peut être, et n' imagine pas que le christianisme puisse ainsi être épanoui. Son esprit a besoin de quelque chose d'un peu rare et d'apparence élevée. L'hégélianisme lui paraît capable de le satisfaire.

Il tint à cette conception assez fort et assez longtemps pour que Léon Bloy, quand il le connut, en fût effrayé dans son orthodoxie. Cette philosophie, à défaut d'une meilleure, lui fournissait les moyens d'aller au-delà des apparences immédiates, mais elle a singulièrement alourdi telles de ses œuvres comme *Isis*, *Axel*, dont elle constitue la partie essentiellement périmée. Périmée non seulement parce que fautive et n'épousant pas le réel, mais parce qu'elle ne fut jamais pour Villiers de l'Isle-Adam qu'une parade et un emprunt. Le fond de son être est demeuré catholique, et la plus grande partie de son œuvre est dans cette direction.

Sauf le court séjour à Solesmes, dont il s'exagère l'importance, Villiers à ses débuts n'a pas d'autres relations catholiques dans la littérature que Baudelaire, alors converti, mais converti sans pratique, sans réelle

information sur les choses religieuses (et sans grande fixité : il serait peut-être plus exact de dire à demi converti). De Baudelaire d'ailleurs, Villiers ne tire que sa très sensible imitation d'Edgar Poe; Bourget aurait raison de la lui reprocher, s'il ne se trouvait que les formules de Poe s'accordaient avec son propre génie. En outre, si la recherche de l'étrange, du bizarre, de l'extraordinaire sera bien pour lui comme pour Edgar Poe l'essence de la littérature, il y ajoutera une quête de la grandeur, une constante volonté de mesurer l'homme avec ce qui le dépasse, qui suffisent à lui donner une originalité propre. Il y a chez Villiers tout autre chose que chez Edgar Poe et ce n'est rien de moins souvent que la tradition catholique, plus ou moins obscurément ressentie.

Tout Villiers sans doute est déjà dans *Isis* : ce roman de jeunesse, publié à vingt-quatre ans, ne devait être qu'un portique sur la réalité formidable, celle qui comprend ce monde et ses au-delà. Il n'est pas aisé d'analyser (ni même de lire) *Isis*. L'auteur entreprend son œuvre avec une témérité audacieuse qui nous emmène dans les nuages et nous laisse soupçonner quelques gigantesques enfantillages. Ce roman ferait penser à ce qu'il y a de plus rare dans Balzac, dans Stendhal, dans Barbey d'Aurevilly, et il annoncerait Péladan. Sa préparation est démesurée parce que nous n'avons pas le reste de l'œuvre, mais si l'on pense que ce reste, c'est presque tout ce qu'écrira Villiers, on en comprend la grandeur et le trouble. Les personnages que dépeint Villiers visent à être des surhommes. Des maîtres inconnus leur enseignent une sagesse supérieure pour leur permettre une vie exceptionnelle. Ils seront comme des dieux.

L'ambition qu'il prête à ses personnages, à cette époque que Villiers ne la partage-t-il pas? Assurément, il croit alors à une réalisation possible. En lui vient se pour

suivre l'achèvement d'un de nos romantismes, qui est l'exaltation de l'individu. Le romantique est intuitif; il crée à l'entour des réalités naturelles et surnaturelles le monde de son esprit, un monde que gêneraient les précisions du dogme. D'ailleurs, pourquoi n'atteindrait-on pas ces étonnantes grandeurs et ces puissances surprenantes, puisque selon le système de Villiers, le monde n'est que ce que nous le pensons? Il suffit de nous rêver tels que nous le voulons pour l'être.

Axel, qui restera inachevé, reprend des thèmes semblables à *Isis*. Villiers est mort sans avoir pu lui donner la nouvelle conclusion qu'il rêvait. C'est qu'il avait passé sa vie à lutter contre une autre conception de grandeur qui dominait son siècle, celle que donnerait à l'homme la science matérialiste. Le drame de Villiers est là : on a dit qu'il n'était pas de son temps; il en était si pleinement qu'il lui avait tracé un autre chemin.

Autour de lui, on attaque les forces religieuses; on exalte les forces scientifiques. Pour Villiers, les forces religieuses étaient la source des exaltations scientifiques, qui ne devaient pas conduire seulement à de banales inventions matérielles, mais à une existence supérieure de l'homme sublimé. Il est donc déconcerté. Il n'abandonne pas son rêve, mais il lutte par une ironie cruelle et vengeresse contre ces fausses rêveries de grandeur. Cette lutte deviendra toute une partie de son œuvre. Enfin il tournera cette ironie contre ses propres rêves, et *Tribulation Bonhomet* représentera à la fois l'illusion de l'homme orgueilleux en esprit et l'illusion de l'homme orgueilleux en matière.

De là, dans ses contes qui ont été réunis au hasard dans des volumes aux titres factices : *L'Amour suprême*, *Histoires insolites*, *Contes cruels*, des courants bien déterminés. Dans certains, comme *La Maison du bonheur*,

Véra, l'annonciateur, c'est là poursuite qui continue du grand rêve; d'autres, comme *L'Affichage céleste*, *L'Etna chez soi*, *L'Appareil pour l'analyse chimique du dernier soupir*, épousent l'idolâtrie du matérialisme scientifique pour la tourner en dérision. De nombreux contes sont la vengeance du poète contre le triomphe des médiocres : point de satires aussi violemment ironiques que *La Machine à gloire*, *Deux augures*, avec leur transposition symbolique dans un des contes les plus significatifs de Villiers, *Les Plagiaires de la foudre* : la sottise, l'imbécillité, le faux mérite sont décidément invulnérables puisque d'aussi magnifiques pages ne les ont pas détruits. Il est vrai que ce sont elles qui ont risqué de disparaître.

S'il se moque des savants matérialistes, Villiers essaie assez de son époque pour chercher une preuve expérimentale du spiritualisme. On est surpris que plusieurs de ses contes aient pour objet la guillotine. *Le Réalisme dans la peine de mort*, où sont des pages admirables comme *Le Convive des dernières fêtes*, n'offrent sans doute que des variations curieuses. C'est autre chose avec *Le Secret de l'échafaud*, où l'on suppose une secrète convention entre le Dr Velpeau et un condamné à mort, le Dr La Pommerais : la tête gardant conscience après la décollation ferait un signe; et pourquoi — interroge audacieusement un autre conte : *L'Instant de Dieu* dédié au pape Léon XIII, alors régnant — pourquoi quand un condamné a refusé le secours du prêtre, une absolution ne pourrait-elle lui être donnée, à cette seconde suprême entre la terre et l'au-delà, où il peut encore se repentir? Dans *Claire Lenoir*, Tribulat Bonhomet se trouve ainsi devant une évidence matérialisée d'une autre existence que celle de la matière.

Qu'il y ait beaucoup de fantaisie en tout cela, l'évidence en éclate; on verra dans *L'Intersigne*, où Villiers

essaie encore à rendre sensible ce qui nous dépasse, son impuissance relative à atteindre le véritable et simple surnaturel. Mais c'est un effort pour échapper à l'enfermement bourgeois de la littérature et de la religion, dans un temps où tout semblait connu et classé, où l'aine, à moins que ce ne soit Renan — l'un et l'autre n'étaient capables — affirmait que l'homme avait définitivement fait le tour des connaissances possibles. Pour reprendre le titre d'un conte dont le texte d'ailleurs n'est qu'ironique, Villiers de l'Isle-Adam fut l'*inquiéteur*. Jamais période plus satisfaite d'elle-même n'en eut besoin.

Souvent cela reste sporadique, en indications plutôt qu'en réalisations. Villiers pourtant a atteint le chef-d'œuvre avec l'*Ève future*. C'est un livre qui n'aura son moment qu'à la fin de ce XX^e siècle, s'il reste des esprits capables de lire et d'établir le premier bilan de notre civilisation mécanique. Roman, certes, *L'Ève future*, et non pas anticipation à la Jules Verne; mais roman qui rendrait de l'épopée. Il faudrait une trop longue étude pour en résumer les étonnantes complexités. L'essentiel, voyons-nous, est dans la tentative de création d'une femme mécanique, dont la beauté, l'intelligence et la sensibilité seraient parfaites. L'échec de la tentative marque les limites de l'orgueil humain dans l'ordre de la grandeur.

Avec *Tribulat Bonhomet*, Villiers de l'Isle-Adam couronne son œuvre. On est tout étonné que ce livre soit en somme si peu connu. Car si Tribulat Bonhomet a pu prendre rang parmi les types littéraires, on ne sait guère de lui que cela, et la singulière manie qu'il avait d'étrangler les cygnes pour entendre leur dernier chant. Tribulat Bonhomet, c'est le scientifique. Villiers l'a caricaturé jusqu'à l'énorme. Dans *Claire Lenoir*, ce savant docteur se présente lui-même; il déclare qu'à lui seul, il

a la physionomie de son siècle, « dont j'ai lieu de croire l'Archétype », ajoute-t-il. Sa carte de visite est ainsi conçue :

LE DOCTEUR
TRIBULAT BONHOMET

EUROPE

Sa manière d'encourager les artistes est de les placer dans les dispositions naturelles douloureuses où s'exhalent leurs plus beaux cris; il pense que le monde est encombré de poètes, « vils aligneurs de mots », et rédige une motion *touchant l'utilisation des tremblements de terre* : il est inadmissible que la Science tolère encore des cataclysmes inutiles et dangereux; au moins, qu'ils servent à quelque chose; qu'on loge à proximité tous les rêveurs en leur souhaitant « *bon voyage chez Pluton*. *De cette façon, ces périodiques interventions de l'Absurde, ces sursauts des dernières forces aveugles de la Nature, seront utilisées et rationalisées* ».

Cette dérision fantastique s'accroît encore dans le plus important des récits où figure Tribulat Bonhomet, *Claire Lenoir*. Le trait essentiel est l'effarement de Bonhomet qui a tenté une expérience cruelle, et qui trouve dans les yeux d'une morte les impressions laissées par une vision : « *Il a donc fallu que l'Apparition fût réellement extérieure, à tel impondérable degré que, conquise, en un fluide vivant peut-être, pour se réfracter de la sorte sur tes voyantes prunelles* », s'exclame-t-il. Et une interrogation surgit : « *Mais, alors, où sommes-nous ?* »

Rassurez-vous. Tribulat Bonhomet n'est pas convertissable. S'il a cru mourir, et rencontrer quelque part « la voix de Dieu », il lui a répondu en plaisantin qu'il

est; et on l'a renvoyé « *parmi les farceurs, afin que votre nombreuse-personne* (« Mon nom est Légion », dit l'épigraphie de *Tribulat Bonhomet*) *inspire là-bas quelques-unes de ces pages de feu, de honte et de vomissement que, de siècle en siècle, l'un de mes soldats crache, en frémissant, au front de vos congénères...* » Le personnage ainsi se traduit définitivement en symbole, et prend toute sa portée en quittant l'existence individuelle.



Une pareille œuvre aurait eu besoin d'être expliquée, classée, commentée. Nous avons vu en commençant que la critique a trouvé plus simple de l'ignorer, et peut-être était-il difficile de l'évaluer avant que le scientisme ait achevé sa courbe. Villiers est mort en 1889, et le conflit de pensées du *Disciple* où Brunetière, préludant à sa fameuse déclaration sur la science, se range auprès de Bourget contre Anatole France, est de 1890.

Ce que nous avons exposé fait comprendre pourquoi Villiers, dédaigné de la littérature officielle, n'est appuyé d'aucun des groupes catholiques contemporains. A la *Gazette de France*, on ne voit pas que Pontmartin s'en soit occupé, et Edmond Biré, son successeur, dans un feuilleton sympathique sur l'ouvrage consacré à Villiers par son cousin Pontavice du Heussey, avoue qu'il ne connaît de son œuvre que les pages citées par le biographe. Henri Lasserre, Ernest Hello, Léon Gautier, rigoureusement attachés à l'orthodoxie, ont pu être effrayés de ses fantaisies. A la mort de Veillot, Villiers écrit un beau récit de l'entrevue qu'il eut avec lui à Solesmes; je n'ai point vu de trace que les deux hommes aient continué ensuite de relations; et c'est dommage, car Veillot avait dans la foi l'éclair génial et il sut gagner Ourliac, comme il a su saluer la mort de Baudelaire. On est plus

surpris que Raymond Brucker, un des hôtes aussi de Solesmes quand Villiers s'y trouvait, ne l'ait pas suivi. Brucker était le grand convertisseur; on lui doit notamment Barbey d'Aurevilly, qui à son tour révéla Léon Bloy à lui-même et à sa foi. L'art de Villiers n'était-il pas fait pour plaire à Barbey? Pourtant ce dernier l'ignoré comme tout le monde; il n'a parlé de l'auteur d'*Axel* et pour une dédaigneuse critique, qu'à propos de sa petite pièce, *La Révolte*...

Léon Bloy rencontra-t-il Villiers dans la bohème littéraire? Il semble plutôt qu'il le connut à la suite de Huysmans; ce dernier, qui avait rencontré quelquefois Villiers, lui donna une belle place dans son *A rebours* et se lia de plus près avec lui. L'œuvre de Villiers eut son influence sur la conversion de Huysmans, mais enfin ce dernier n'était pas encore catholique à cette date. Léon Bloy l'était, rugueusement, fougueusement, quoique avec moins de sérieux profond qu'à la fin de sa vie. Si nous ne voyons pas les choses par leurs petits côtés comme trop de biographes, nous ne douterons pas que son influence fut utile à Villiers comme à Huysmans. Dans *La Femme pauvre*, où Villiers devient Bohémone de l'Isle de France, en quel portrait! Bloy sans doute a tort quand il apprécie la conduite de Huysmans au lit de mort de leur ami commun; il cède aux rancunes et aux malentendus. Jugeons de plus haut, si nous voulons nous rendre compte de l'importance d'un véritable rayonnement catholique dans des milieux littéraires où depuis longtemps il n'en paraissait plus.

Grand écrivain, Villiers de l'Isle-Adam, n'a que peu à proprement parler, illustré ou commenté le dogme catholique. Sa profession de foi, témoignage de fidélité traditionnelle, s'appuie cependant et se magnifie de ses audacieuses explorations dans tout ce qui se refuse à être

le catholicisme pour en prouver l'horreur et le néant. Il est la réponse de l'esprit à la vaniteuse fierté du XIX^e siècle, orgueilleux de sa science et de sa littérature matérialisées ².

JEAN MORIENVAL.

Enfants aveugles

Que le livre d'un adolescent oblige de s'examiner, de revenir à l'unique problème, c'est un rare et beau mérite. La crise des *Enfants aveugles* ³ n'est pas tant le premier heurt d'un très jeune homme avec la vie que sa rencontre avec la solitude. Or l'homme naît de cet instant-là : qu'il accepte d'être seul ou qu'il se fuie, sa destinée, à cette heure, se fixe tout entière. Mais il n'accepte la solitude que s'il la surmonte, et il ne peut la surmonter qu'en la comblant d'une présence qui lui donne valeur absolue. En vérité, c'est le fond même du problème religieux qui se trouve ici en question.

Un enfant malheureux entre dans une église. Il succombe sous le poids de son mal, crie vers Dieu. A l'autel, une messe s'achève. Le prêtre se retire, l'enfant le suit. Entre Dieu et lui, par une divine ordination, ce prêtre a été constitué l'intermédiaire. Ainsi, à travers les âges, depuis que Jésus est parti, des hommes ont la mission redoutable, la plus haute qui soit sur terre, de trans-

2. Il existe plusieurs biographies de Villiers de l'Isle-Adam. Aucun ouvrage d'ensemble n'a encore présenté son œuvre d'une manière exacte et fidèle.

3. *Enfants aveugles*, par Bruno Gay-Lussac (éd. Grasset).

mettre à ceux qui L'appellent la réponse même de Dieu. Quelle sera cette réponse ?

L'auteur ne m'en voudra pas si je lui dis que le dialogue qu'il imagine entre son héros et le prêtre tout ensemble m'émeut et me fâche. Cette confession m'émeut, car enfin, le nœud de la crise est là. Qu'un enfant éprouve qu'il est seul, veuille échapper à cette solitude et, dans l'aventure, se consume, c'est, hélas ! une histoire banale. Mais cette banalité même est le plus douloureux. Et je sais bien qu'on peut se résigner pour soi, et que, si notre capacité de jouir a des limites assez étroites, rien n'est limite, au contraire, l'amplitude de la résignation humaine. Mais un prêtre n'a pas le droit de se résigner pour les autres. L'aventure a beau se répéter un nombre infini de fois, pour chacun des enfants des hommes, toute blessure nouvelle le blesse aussi : car elle est la propre plaie du Christ sanglant.

Mais cette page m'afflige. Je ne formule pas ici de jugement littéraire : peu m'importe que le morceau soit plus ou moins bien venu. Je ne conteste pas non plus la sincérité de M. Gay-Lussac. Il dit certainement ce qu'il a senti, en ce lieu comme ailleurs. Élevé chrétiennement, je suppose, et sans doute dans un collège religieux, il a connu des élans de piété, il s'est confié à des prêtres : voici donc l'expérience authentique d'un adolescent chrétien.

La matière est sérieuse : elle vaut qu'on la regarde sérieusement. Si banale qu'en soit l'origine, la peine de cet enfant est une grande peine : car, à ce premier choc la digue rompue, toute la douleur humaine s'engouffre dans un cœur frêle, dénudé. Alors l'enfant cherche un appui. Il cherche Dieu, et il cherche un homme de Dieu qui lui explique Dieu, et encore l'explique à lui-même. C'est la première crise de sa vie : au fond une crise religieuse. Or, chaque jour l'atteste, la vie religieuse d'un homme peut dépendre longtemps, parfois jusqu'à la mort, de l'aide qu'il a obtenue, ou qui lui fut refusée, cette heure-là. Si jamais l'éducation chrétienne a qu-

que utilité, c'est maintenant qu'elle doit servir. Car il peut bien se faire, comme on le voit dans ce roman, qu'à l'instant précis de la crise l'enfant ne trouve qu'un prêtre malhabile. Mais les guides qu'il eut au collège l'auront préparé. Même si la Providence ne met pas sur son chemin, à ce moment juste, un conseiller de bon aloi, même s'il ne rencontre aucun prêtre, Dieu, lui, ne change pas. En sorte que le récit de M. Gay-Lussac témoigne moins d'une conversation de hasard avec un prêtre de campagne qu'il ne renseigne sur l'ensemble d'une éducation religieuse.

Je ne m'arrêterais pas à ce témoignage s'il était unique. Mais il a valeur de symbole : il résume un nombre infini d'exemples. D'innombrables jeunes garçons, parfaitement sains de corps et d'âme, sortent des collèges catholiques sans être formés pour la vie. Ils confondent la foi avec ces mouvements sensibles qu'ils ont pu éprouver, de temps à autre, dans leurs prières; ils croient l'avoir perdue quand ils n'ont plus le sentiment des choses divines. D'autre part, la souffrance les trouve sans armure : alors ils désespèrent, pensent que Dieu les abandonne; bientôt, qu'il n'y a pas de Dieu. Tel est le drame des meilleurs. D'admirables puissances sont ainsi gâchées, puisqu'elles n'ont plus leur raison d'être dans le plan divin. Satan règne par la tristesse. Et ce péché originel mène à d'autres fautes, plus honteuses. Un immense accablement pèse sur la foule des hommes. De la plainte de Job ou des tragiques grecs jusqu'à celle d'un enfant de nos jours, c'est une même longue plainte, un même cri monotone. Il semble que le Christ ne soit pas vraiment venu, ou tout au moins que sa venue n'ait eu d'effet que pour un temps très court, sur un très petit nombre d'élus, dont la joie paraît étrange, une folie.

L'essentiel de la formation religieuse tient dans un principe unique. Il faut qu'il entre dans la chair et le sang. Longue alchimie, bien sûr, et qui ne peut se passer de la durée : c'est proprement l'œuvre de toute la vie. Mais cette transsubstantiation doit commencer dès le

collège. Il faut qu'au sortir du collège l'enfant adhère si ce n'est encore avec toute la force de l'homme, du moins avec l'entière franchise d'un jeune cœur, à cette vérité : Dieu a besoin de lui.

Non pas certes selon son essence, mais selon son libre vouloir qui, maintenant, l'enchaîne, Dieu a besoin de chacun de nous. On peut ne pas croire à son propre bonheur; on peut perdre jusqu'à la notion de ce que représente, pour soi-même, le mot bonheur. Mais il est impossible à un homme de continuer à vivre s'il a perdu cette croyance : qu'il existe, pour l'humanité, un vrai bonheur — et comme, trop évidemment, ce bonheur n'est pas ici-bas, il doit exister dans une autre vie; et que chacun de nous est appelé, de par une vocation éternelle, à réaliser, pour tous ses frères, ce bonheur-là. Créer du bonheur, rendre heureux d'autres êtres, servir à ce dessein et s'oublier dans ce service, tel est le plus profond désir de l'être humain. Il lui importe absolument de sortir de lui-même, de regarder hors de soi. C'est à cette exigence radicale que vient répondre l'annonce du royaume, le commandement de l'amour. Tout le mystère du christianisme et ses cruelles splendeurs demeurent un poids étranger, bientôt insupportable, aussi longtemps que cet éclair n'a point traversé notre nuit; nous ramenons à Dieu des âmes.

Ce dont il faut donc persuader un jeune garçon, peine a-t-il l'âge de comprendre, c'est que, dès maintenant, il sert. Il lui suffit, pour servir, qu'il dise oui, chaque matin, à son Dieu, et que ce consentement se prolonge, au cours de la journée, par l'acceptation gentille de cette journée même. Car ce jour-là, Dieu a besoin de lui pour sauver telle et telle âme. Il les lui demande, il le a faim et soif; il le presse, l'étreint, le broie, avec un formidable amour. L'ardeur même de son amour pour cet enfant misérable se mesure à son exigence. Cette pensée relève tout. Dans l'action et dans la maladie, dans la joie et dans les larmes, comblé ou solitaire, on sert; mais plus encore dans les larmes; plus, solitaire.

Alors la vie morale prend un sens. Il s'agit de bien autre chose que d'obéir à de certaines règles. Il s'agit de ne pas quitter un poste, où Dieu t'a mis, toi et nul autre, à cette place et à nulle autre, parce que Dieu a besoin de toi, en ce lieu même.

Alors la vie religieuse prend un sens. Que Dieu éclaire ou se cache, parle ou se taise, ce sont là lumières et ombres qui ne peuvent pas changer l'essentielle vérité du pacte. Nul ne fut ici-bas plus solitaire que Jésus-Christ : son Père attendait de lui la consommation du service. Plus Dieu se retire, et plus le serviteur, comme il ressemble à Jésus-Christ, doit s'assurer qu'il est utile.

Alors enfin la vie physique elle-même, je veux dire le fait même de vivre, de continuer à vivre, prend un sens. Cela seul peut retenir un enfant désespéré sur le versant de la mort. Car mourir devient alors la démission suprême. « Tu aimeras le Seigneur ton Dieu de toutes tes forces. »

A.-J. FESTUGIÈRE.

NOTES ET CHRONIQUES

« Présences »

La mode des « collections » semble implantée dans les mœurs de l'édition. Les bibliophiles aiment à posséder un complet telle ou telle suite d'ouvrages parus sous la même enseigne, soit que leur curiosité intellectuelle y trouve son compte, soit qu'un certain snobisme le leur impose. Quelques industriels du livre se servent parfois de cet engouement du public pour écouler sous un pavillon identique des marchandises disparates et de valeur inégale. C'est abuser de la bonne volonté ou de la passion des lecteurs.

Il faut garder à la collection sa loi, son sens et sa dignité. Telle est évidemment la doctrine qui a été respectée par les créateurs de *Présences*¹. Cette collection a deux ans d'existence. C'est un âge avancé pour une collection. Elle ne donne pourtant aucun signe de fatigue.

Le choix du titre est déjà un bonheur. Le mot de *présence*, isolé avec la signification de conscience, de fidélité et d'attention, se trouve pour la première fois, sauf erreur, sous la plume de M. Daniel-Rops. Disons-le tout de suite : c'est M. Daniel-Rops qui dirige *Présences*. C'est lui, sans aucun doute, qui en a voulu le titre comme il en a fixé le programme. On y reconnaît sa marque et son accent. Dans *Ce qui meurt et ce qui naît* — premier livre de la collection, et, en même temps, son exposé, son introduction générale —, au chapitre intitulé *L'esprit responsable*, un sous-titre frappe : *L'esprit partout présent*. Écouter M. Daniel-Rops :

Affirmer la présence de l'esprit, qu'est-ce donc ? C'est dire qu'e

1. Plon, édit. La collection revêt deux aspects différents : en dehors des livres ordinaires paraissent des cahiers « collectifs » établis comme de grandes confrontations.

épité des apparences c'est l'esprit qui est à la base de tout, que toute activité n'a de sens que par lui, et que là où il disparaît, les destins fléchissent. Plus on prend conscience de cette présence et de cette efficacité, plus on adhère à ce qui en l'être est supérieur. Chacun de nous peut se situer sur trois plans différents : ou bien se contenter de vivre; ou bien avoir conscience qu'il vit; ou bien enfin, savoir qu'il est une âme liée à un corps, une donnée spirituelle incarnée. C'est en atteignant à ce troisième plan seulement que nous avons le droit de nous dire pleinement hommes...

Et à la fin du chapitre, l'auteur conclut :

L'esprit est responsable dans toute la vie et de toute la vie. Il est la vie. C'est-à-dire qu'il est création, réalisation, accomplissement. C'est à mesure que nous avançons avec tout notre courage vers elle, que la vérité nous devient plus accessible, plus vraie. L'esprit n'est pas en dehors de nous, de notre action, de notre efficacité : il est seulement notre fidélité la plus grande, notre plus totale présence.

Enfin, dans la dernière page de son livre, M. Daniel-Rops nous rappelle la devise que Claudel assigne aux Coufonniens : *Adsum!* Je suis là. Ou comme répondent les soldats : *Présent!* Et il écrit l'alinéa essentiel qui sera en quelque sorte la loi et la charte de la collection *Présences* :

Être présent à soi, être présent au monde, — au monde comme soi-même, à soi-même comme au monde. Il n'est pas de formule de vie personnelle plus riche ni plus impérieuse, il n'est pas de précepte plus fécond pour que naisse, de nos ruines, une société meilleure.

Avant de fermer *Ce qui meurt et ce qui naît*, lisons encore ceci :

Aux puissances du destin, l'homme ne tiendra tête que si d'abord il s'affirme, s'il combat, s'il existe.

Exister, ce sera être « présent » à soi-même. S'affirmer combattre, ce sera être « présent au monde ». La collection *Présences* nous aide-t-elle à accomplir ce devoir qu'elle nous trace en trois mots? Nous fournit-elle les aliments, les munitions pour combattre? C'est ce que nous allons examiner en ouvrant l'un après l'autre les volumes qu'elle nous tend.



On connaît l'expression courante : « Cela n'existe pas ». Pour qu'un homme digne de ce nom existe au sens plein du mot, il faut qu'il prenne conscience du fait de son existence et des conditions de cette existence, qu'il se rende compte jusqu'où il peut tendre les bras et qu'il connaisse du même coup et son étendue et ses limites. Or, le premier d'ordre étant « primauté du spirituel », il convient de dire en premier bord que l'homme se mette en présence du Péché, qu'il prenne sa taille à cette toise, qu'il s'y mesure, qu'il y mesure sa grandeur et sa petitesse. Et qu'il parte de là pour s'accomplir, c'est-à-dire se dépasser, comme écrit splendidement M. Jacques Madaule dans *L'Homme et le Péché*. car, lit-on dans l'introduction de ce cahier de *Présences* :

bien loin de diminuer l'homme, de le réduire à l'on ne sait quel médiocrité, le dogme du péché est peut-être de tout l'enseignement chrétien (dont il occupe le centre puisqu'il est en fait la raison d'être de l'Incarnation), celui qui donne, de la grandeur de l'homme le témoignage le plus formel.... Grandeur surhumaine que celle d'un être à qui il est donné de pouvoir, par sa volonté, monstrueusement entrer en conflit avec Dieu !

Le cahier consacré par *Présences* à cette étude du Péché et auquel ont collaboré des théologiens, des philosophes, des criminalistes, des romanciers et des critiques, est un manuel de recollection qu'il importe d'ouvrir en premier lieu quand on veut faire acte de présence à soi-même.

Comment notre jeunesse actuelle est-elle présente à elle-même ? Il est de tradition d'interroger les jeunes. On cherche sur leur front à déchiffrer l'énigme du destin, le mystère qui définira demain et qui sera : mort, vie, sang, ruine, gloire, ou bien tout simplement et tout divinement : amour.

Notre jeunesse a-t-elle le sentiment profond de sa condition humaine toute régie, toute dominée par la Chute ? De la vaste enquête que *Présences* a confiée à M. Xavier Lignac, on est tenté de conclure que, décidément, il est décevant d'interroger la jeunesse, ou du moins de l'interroger pour la définir. La jeunesse ne s'excite que sur

mots d'ordre lancés par ses aînés. Elle ne fait que suivre les doctrines construites ou glorifiées par eux. Et elle met souvent autant de chaleur à les abandonner qu'elle a mis d'enthousiasme à les adopter. D'où une extrême confusion dans les témoignages qu'on peut recueillir de la bouche des adolescents. Mais c'est déjà un beau résultat que de constater en fin d'enquête que la jeunesse *existe* au sens fort du mot, et qu'elle cherche à se connaître mieux, à aborder la vie avec une intense volonté d'y apporter plus de beauté, plus d'ordre et plus de justice. A quatre cents jeunes des deux sexes et de toute profession, M. Xavier de Lignac a infligé le supplice du questionnaire, et d'un questionnaire minutieux. Nous regrettons pour notre part qu'il ne leur ait pas posé plus brutalement certaine question qui eût pu nous apporter une grande espérance, si la réponse avait été affirmative, nette, sans bavures, ni réticences. Et cette question-là, c'est : « Priez-vous ? »

Car « le temps de la dialectique n'est plus », dit M. de Lignac lui-même dans la préface de son enquête, « c'est affirmer qui est nécessaire ». Affirmer quoi ? s'affirmer soi-même d'abord. Après avoir pris conscience de soi, de son existence et de sa condition divine, l'homme s'affirme, c'est-à-dire, se manifeste, se produit au dehors. Les dictionnaires définissent ce verbe pronominal : se poser avec un caractère bien déterminé. Et l'un d'eux donne assez bizarrement comme exemple : les arrivistes ne doivent manquer aucune occasion de s'affirmer. Nous affirmer en affirmant notre foi de chrétien et notre vaillance d'homme libre, sera notre manière à nous d'être des arrivistes.

Affirmer notre foi vivante avec simplicité. Que fait d'autre sainte Thérèse de l'Enfant-Jésus ? « Elle tend, écrit M. Daniel Rops, dans l'avant-propos d'*Une sainte parmi nous*, sur un monde que fascine l'attirance du néant, l'ostensor d'une grande affirmation de vie. » Et M. Estaunié, dans le même cahier, hommage des intellectuels à la populaire petite sainte, dit combien est réconfortante la doctrine de simplicité « en ces temps surtout où le monde, en proie à tous les vertiges métaphysiques et grisé de science inutile, ne paraît plus attendre que l'avortement de son effort ».

S'affirmer, c'est aussi s'affermir. Pour être présents à nous-mêmes, nous nous sommes affirmés à nous-mêmes.

Pour être présents au monde, nous nous affermirons sur ce monde. Mais prenons garde que le sol ne s'effondre sous nos pieds et que nous ne bâtissons notre maison sur du sable mouvant. D'inquiétantes convulsions dérangent à chaque instant notre équilibre. Coûte que coûte, ayant assuré en nous et autour de nous la « primauté du spirituel », nous devons diriger nos regards vers les bases de notre édifice. A qui en sont confiés la garde, le contrôle et les réparations ? La politique nous requiert impérieusement, nous qui naguère lui tournions le dos avec une répugnance si facilement justifiable, avec un tel dégoût des méthodes de l'électorat.

M. Paul Valéry, ne semble pas résigné encore à s'enrôler dans le bataillon des pionniers de l'aventure politique. Dans le cahier de *Présences*, intitulé *La France veut la liberté*, ses réflexions désabusées nous font craindre qu'il ne s'y résigne jamais :

Certains individus délicats, écrit-il, sont choqués par l'idée d'eux-mêmes qui est impliquée dans les harangues et les raisonnements politiques qu'on leur fait entendre. Il en est qui ne peuvent souffrir que le ton s'échauffe et que l'on profère certains mots si augustes que l'usage leur en paraît indécent. Ils s'éloignent des partis qui les supportent, le pratiquent, en vivent : c'est-à-dire de tous les partis.

Et il termine par cette boutade de misanthrope :

Il faudra bientôt construire des cloîtres, rigoureusement isolés où ni les ondes, ni les feuilles n'entreront ; dans lesquels l'ignorance de toute politique sera préservée et cultivée. On y méprisera la vitesse, le nombre, les effets de masse, de surprise, de contrastes, de répétition, de nouveauté et de crédulité. C'est là qu'à certains jours on ira, à travers les grilles, considérer quelques spécimens d'hommes libres.

Mais ne nous laissons pas charmer par tant d'esprit et par tant d'art. Descendons dans l'arène. En somme, de quoi s'agit-il ? Si c'est d'un changement de régime, il faut se hâter d'améliorer la démocratie. Elle meurt de ses vices. Guérissons-la, sinon la dictature viendra l'enterrer. A ce mot de dictature, la France se cabre ; *la France veut la li-*

berté! Qu'est-ce donc que cette liberté pour laquelle les Français sont toujours prêts à mourir? Pour être bref, disons que la liberté, pour le Français, c'est un système de contraintes que le plus grand nombre croit avoir choisi, qu'il a tout au moins adopté et qu'il corrige, complète, retouche, accuse ou adoucit suivant ses besoins, ses caprices, ou ses conseillers plus ou moins intéressés.

Si la politique nous réclame et si nous sommes tenus de lui donner une place dans notre méditation et dans notre action, faire notre métier d'homme, dans l'ordre temporel, est une obligation non moins obsédante. Nulle part autre l'homme ne peut être plus présent à lui-même et au monde que dans l'accomplissement consciencieux et intelligent de son métier. Albert Sorel racontait que, collégien, il avait été surnommé par ses camarades : l'Homme, et il ajoutait : « C'est un beau titre, il faut le mériter. » M. Dautry l'a mérité. Il est un de nos contemporains qui ont le mieux réussi, dans une haute fonction, leur « métier d'homme ». Il l'a réussi parce que sa culture et sa moralité ont été au service de son action. Ou plutôt, son action, sa culture et sa moralité ont été trois sœurs qui toujours ont marché de concert, harmonieusement.

Auprès du témoignage de ce grand industriel qui nous offre une si féconde leçon — car, plus qu'un grand fonctionnaire, cet ingénieur fut un grand industriel, — *Présences* nous invite à examiner ceux de deux médecins. Leur expérience est également de premier ordre. Le médecin exerce-t-il un métier? M. Paul Valéry, déjà nommé, a rappelé dans sa splendide préface au livre de M. Dautry, que métier vient de *ministerium*. Mais ce n'est pas le médecin exerçant son ministère que *Présences* interroge. Peu nous importe, pour l'heure, qu'il suive Gallien ou Hippocrate. C'est le médecin méditant son métier. C'est le médecin moraliste dont l'expérience fleurit non en ordonnances médicales, mais en aphorismes philosophiques. « Le médecin », dit M. René Dumesnil dans l'avant-propos de son livre *l'Ame du médecin*, « apparaît comme un des derniers clairvoyants, comme un des derniers mainteneurs de ce qui ne doit pas périr. Il garde le privilège de la réflexion; l'exercice de son art lucide l'oblige constamment à retrouver l'individu parmi la collectivité ». Or, l'individu est un être composé d'un corps et d'une âme. Trop longtemps la

médecine ne voulut connaître que le corps. Aujourd'hui, elle essaie de saisir l'homme dans sa totalité. Elle sait que le physique est intimement lié au psychique et que celui-ci n'est pas simplement la résultante insaisissable, immatérielle et par conséquent, négligeable de celui-là. L'homme s'affirme corps et âme devant le médecin contemporain qui médite, et quelle belle conclusion à sa méditation le docteur Biot apporte quand il termine sa précieuse étude, intitulée justement *l'Âme et le Corps*, par ces mots :

C'est de notre travail qu'il dépend de changer la face du monde. Du fait de l'union de l'âme et du corps, nos volontés peuvent arriver à force de labeur à faire régner l'ordre dans la matière, dans la vie, dans les âmes.

N'est-ce pas là ce que nous demandons à genoux en récitant le *Pater* ?

Une merveilleuse possibilité de s'affirmer, avec toutes ses « présences » est offerte au jeune homme de notre temps, dans l'aviation. Quelle galerie magnifique de héros, morts et vivants, compose la phalange des aviateurs ! « Ils donnent tous », écrit M. Robert de Marolles, dans *Aviation, école de l'homme*, « l'exemple des plus hautes et plus nobles vertus qui ne fléchissent devant aucun obstacle jusqu'au suprême sacrifice ». A qui veut s'éprouver et se prouver à soi-même son existence, sa force physique et morale, (toujours le corps et l'âme) ce métier d'homme est, encore pour quelque temps, le plus tentant qui soit.

Pour quelque temps, écrivons-nous, car un jour, que M. de Marolles prévoit prochain, l'avion sera une machine tellement perfectionnée qu'il suffira d'appuyer sur quelques boutons pour s'envoler, traverser les mers et atterrir :

L'homme aux commandes accomplira sa tâche avec la même ponctualité somnolente qu'un garçon d'ascenseur, et une grande poésie sera effacée de ce monde.

Et ce sera regrettable, parce que l'homme a besoin de poésie autant que de pain. Baudelaire l'a dit. *Présences* le répète à sa façon, au début du livre de M. Patrice de la Tour du Pin, *La vie recluse en poésie* :

L'homme n'est point pleinement homme si, même à son insu et peut-être contre soi, il n'est secrètement poète. La quête de la présence mène à la lumière de l'univers poétique.

Il était juste, il était indispensable que le poète eût sa place dans cette collection de témoignages que *Présences* propose à l'homme d'aujourd'hui afin de lui permettre de se connaître et de s'affirmer dans son temps. L'industriel, le médecin, l'aviateur, le poète... Sans doute cette série n'est pas close. Nous nous permettons de suggérer aux éditeurs de *Présences* l'idée d'un cahier qui s'intitulerait *Le Prêtre, homme social*, et qui nous découvrirait les tâches, les difficultés et les devoirs du prêtre dans la vie moderne. Plus que jamais on demande des saints. Il y en a, nous répond-on. Qu'on nous les montre !



« Ce qu'on sait, il faut le savoir l'épée à la main », c'est dans un cahier de *Présences*, *l'Homme et le Péché*, qu'est cité ce mot admirable du sculpteur Bourdelle. Il est nécessaire de se connaître pour exister, de s'affirmer pour s'accomplir, de combattre enfin pour faire régner le Bien.

Mais pour combattre, connaissons nos ennemis. Repérons-les. Ennemis intérieurs, ennemis extérieurs. C'est un assaut continu. L'homme n'est-il pas son propre ennemi ? Souvent il se poignarde lui-même ou bien se détruit lentement. La faiblesse de la chair est, avec l'orgueil de l'esprit, un des éléments de destruction interne qu'il convient de combattre et de vaincre avant tout.

La rébellion des forces animales qui grondent en nous est dominée que par la connaissance que nous en prenons, par enveloppement savant et prudent et finalement par l'utilisation de ces forces rendues prisonnières à notre accomplissement en beauté et en charité. *Présences* a raison d'aborder délibérément *les problèmes de la sexualité* et ne pas laisser aux faux sages, aux malfaisants doctrinaux le monopole de ces questions épineuses, mais essentielles.

Les méchants théoriciens sont aux angles de tous les

carrefours. Déguisés en prophètes, ils étendent les bras l'orée de toutes les forêts. Ils prétendent nous imposer leurs lanternes explosives sous prétexte de nous éclairer et nous glissent dans la main leurs boussoles détraquées sous prétexte de nous orienter. Pour nous aider à repousser ces mauvais guides, la collection *Présences* a édité déjà deux cahiers sur des questions qui requièrent intensément notre attention : celle du judaïsme et celle du communisme.

L'antisémitisme est un fait considérable. La puissance d'Israël en est un autre. Le peuple juif est-il un de ces morts qu'il faut qu'on tue périodiquement ? Comment expliquer les tares répugnantes du juif, jointes à ses étonnantes facultés ? Quelle attitude enfin sera celle du chrétien devant le problème juif, et celle du citoyen ? Le cahier de *Présences* éclaire toutes ces constatations troublantes, répond à toutes ces interrogations lancinantes. On peut seulement s'étonner qu'il n'y soit pas fait plus souvent allusion au vieux bouquin étrange et magnifique de Léon Bloy, *Le salut par les Juifs*, qui contient en substance tout le sujet. Il provoquait à sa parution, en 1892, l'enthousiasme sans borne de Remy de Gourmont². En 1900 M. Jacques Maritain prenait le soin et la charge d'une réédition somptueuse de l'ouvrage à quoi il déclarait devoir sa conversion au catholicisme. Dans le cahier de *Présences*, M. Maritain, en écrivant *L'impossible antisémitisme* n'a pas oublié son vieux parrain, mais on peut regretter qu'il ne le cite pas davantage.

« Le pain, la paix, la liberté » était naguère encore un des slogans les mieux réussis, les plus adroits, les plus impudents du communisme soi-disant français. Programme généreux capable de séduire les masses déchirées, christianisées qui cherchent à tâtons des équivalents valables à la Foi, à l'Espérance et à l'Amour. Programme fallacieux offert comme un appât aux souffrants et aux révoltés, précairement privés de Dieu.

Mais à côté de ces ruses grossières, on ne peut nier qu'il y ait une doctrine communiste, une philosophie matérialiste du communisme d'où est sortie naturellement une mystique révolutionnaire, singulièrement virulente.

2. Voir les *Cahiers Léon Bloy*, n° 2 (8^e année), nov.-déc. 1932, 29, rue Villeneuve, La Rochelle.

Mais n'avons-nous pas mérité, nous autres chrétiens, cette poussée d'herbes vénéneuses sur notre sol ? Le communisme cherchant à se réaliser, c'est la réponse de notre frère souffrant et mal partagé, à notre égoïsme papelard. Combattons le communisme. Mais combattons-nous nous-mêmes. Détruire le mensonge et le mal, mais construire en même temps la vérité et la justice, telle est la leçon que nous donne le cahier des *Présences* consacré au communisme.



Exister, s'affirmer, combattre. Être présent à soi et au monde. Il semble, en fin de compte, que la collection *Présences*, qui nous dictait cette rude conduite dès son apparition, nous ait fourni de quoi la bien mener. « Ceux qui attendent des mots d'ordre faciles n'en auront pas trouvés ici », lit-on dans la conclusion générale de notre examen des livres qui composent jusqu'à ce jour³ la collection *Présences*. Nous avons les oreilles rebattues de mots d'ordre faciles. Les mots d'ordre faciles mènent aux solutions faciles.

Soyons reconnaissants à cette entreprise, en qui survit beaucoup de l'esprit des *Cahiers* de Péguy, d'être grave, d'envisager les problèmes avec cette calme audace. Il n'est pas de meilleur moyen de travailler à ce que, selon un des mots qui y est en honneur, à un *humanisme nouveau*, un véritable *humanisme*.

PIERRE ARROU.

3. Depuis que cette étude a été écrite, il a paru dans la même collection *La France et son armée*, par M. Charles de Gaulle, et *L'Amour et l'Occident* de M. Denis de Rougemont.

Histoires de Grand Dadais

Il me semble que notre premier mouvement nous incline presque toujours à nous ranger du côté des partisans de Barnabas, avec d'honnêtes intentions, pour ne pas troubler l'ordre, pour ne pas attirer l'attention. C'est que Barnabas est de la race des hommes, sans être un modèle ou un exemple, — il s'en faut ! — il nous est relativement proche. Je pensais à cela après une première lecture des *Histoires de Grand Dadais*¹ de Michel Seuphor.

La façon qu'il a de présenter son héros avec lequel il s'identifie souvent : « Je ne suis qu'un enfant qui parle et qui vous parle. Savez-vous ce que c'est qu'un enfant qui parle et n'a pas peur des coups ? Eh bien, c'est le maître du monde », cette façon, dis-je, m'avait surpris. Pourquoi ? Mais par un absurde souci des convenances, comme si le chrétien n'avait pas le droit de choquer, de déconcerter et comme s'il avait toute liberté de céder aux habiletés et malices des gens « de ce siècle » et ne devait prêcher « à temps et à contretemps ». Je reprochais aussi à ce livre de foi et de bonne foi d'insuffisants soucis artistiques. Déplorables reproches ! comme si beaucoup d'allant, de ferveur, de conviction, une sorte d'intensité n'étaient pas préférables à de mols ou secs balancements de phrases, outre que ce livre contient de beaux poèmes, des tableaux vivement brossés, des descriptions et de belles images.

« Je peux dire que j'en ai fait du chemin pour venir jusqu'à vous. J'ai dû en parcourir des pays, en essuyer des contretemps, en recevoir des coups pour vous atteindre, vous apporter un peu de joie réelle, un peu de feu, de vie fraîche », dit Grand Dadais aux gens d'un village qui l'entourent et l'écoutent et il entreprend le récit de sa vie, de ses longues tribulations, de sa recherche de la vérité, de sa conversion, de son illumination et de l'impérieux besoin qu'il a de faire entendre et accepter la Parole de Dieu.

Pour accomplir sa mission, il entreprend une sorte de croisade, part à travers le monde, au village, à la ville, à la montagne, aux champs, chez les vieux et chez les jeunes, chez les philosophes, chez les incrédules, chez les habiles, chez les malhabiles, chez les riches et chez les pauvres, pauvre, prêchant l'exemple d'un christianisme intégral, avouant sa fraternité mais surtout sa rédemption, adju-

1. Éditions Ramgal, librairie Mignard, à Paris.

ant chacun d'être vigilant, d'attendre et de recevoir la grâce qui ne peut manquer d'être offerte à tous. Il parle à chacun sans jamais livrer son interlocuteur dans ses tergiversations, sans jamais l'ombrager d'une complicité, en restant toujours lui-même ferme témoin de Dieu. Il a été retourné comme un gant, mais ce gant reste à la mesure de sa main, si l'on peut dire, il s'offre donc à Dieu tel qu'il est, avec ce qui lui a été donné. Il refait à l'envers le chemin parvenu, se dépensant, se prodiguant, clamant son message, montrant sa joie. « L'espérance est ainsi faite qu'elle attend l'impossible, qu'elle va au-devant de mille miracles.

Chacun ne peut pas ne pas écouter Grand Dadais; nombreux sont ceux à qui il s'adresse, nombreux sont ceux qui croient à ce qu'il dit, mais rares sont ceux qui font plus que s'arrêter à une croyance passive; c'est qu'il faut plus que du courage, de l'héroïsme pour accepter d'être foudroyé par la grâce, pour brûler tout, tout abandonner avant d'avoir la preuve que tout nous est rendu « au centuple ». Grand Dadais jamais ne se décourage, parle, enseigne, n'épargne rien avant de poursuivre; il fait ce qu'il doit faire et laisse Dieu agir. Grand Dadais raisonne admirablement, mais ce n'est pas par cela surtout qu'il agit, c'est par un rayonnement qui émane de lui et qui frappe tous ceux qu'il rencontre. Il porte le reflet de la vérité sur tout son être : « Je sais qu'il y a autre chose, dit-il, j'en ai vu un court moment, comme dans une étincelle fugitive. » « Grand Dadais haïssait le juste milieu et les demi-mesures. La juste mesure était pour lui à l'extrême opposé du juste milieu. Il était, dans la flamme irrationnelle de la foi, l'équilibre du cœur au-dessus de l'intelligence. La *juste mesure* était la démarche en cette vie de l'homme transfiguré par la liberté évangélique. »

Ce qui nous étonne et ne devrait pas étonner, c'est que tout dans le livre de M. Seuphor est vu ainsi, jugé du point de vue catholique, tout est résolu selon l'Évangile. Cela est particulièrement frappant dans l'épisode qui montre Grand Dadais à Paris. Comment un pur, un juste, un pauvre sera-t-il accueilli dans la grande ville, dans ce gouffre, cet abîme ? Il semble plus grave, plus périlleux de s'y débattre que devant le dur, le méchant, le mauvais riche ou le pauvre médiocre aux idées étroites. « Ne pleurez pas sur moi, dit Grand Dadais, mais pleurez sur vous-mêmes si vous n'avez connu la vie, si vous ne savez rien de la vie providentielle, car toute notre vie est mensonge. »

Les *Histoires de Grand Dadais* font un beau livre, un livre important qui nous enrichit, nous émeut. Ce n'est pas un de ces ouvrages dont on peut dire qu'ils sont « un airain qui résonne, une cymbale qui retentit ». Il faut le lire, le faire lire. Chacun y peut trouver son profit et du plaisir.

CINÉMA

Le Châtelet à Hollywood — Noix de Coco — Babitt en vacances — Une dame de l'écran

J'ai pris beaucoup de plaisir à *Gunga Din*. Les fervents de Kipling ne doivent guère être satisfaits de ce film, ni les délicats qui gardent le souvenir de *Trois Lanciers du Bengale*. Mais qu'importe ! Voilà un film honnête et amusant, et dramatique, un comble ! Le Châtelet-Hollywood de très bonne qualité, avec figuration de grand luxe, aventures, émotions, héroïsme. C'est un genre de spectacle qu'il faut aborder avec des yeux d'enfant, c'est-à-dire sans aucune indulgence ni sans aucune sévérité. On peut préférer Gustave Dore à M. Georges Scott. Mais — et c'est bien le cas de le dire — ceci n'est qu'une autre histoire.



Où le style Hollywood-Châtelet devient insupportable, c'est dans un film comme *le Roi des Gueux* (doublage réalisé par l'« érudit historien » Paul Reboux). Il s'agit de Villon qui — tenez-vous bien — devient ministre ! Je me souviens avoir vu jadis Mme Greta Garbo, Mme Marlène Dietrich traiter à leur façon des reines et des impératrices. Je me souviens de l'histoire romaine reconstruite par M. Cecil B. de Mille. En ces temps aussi, je pris un plaisir extrême à ce genre d'exercices. *Le Roi des Gueux* est seulement grotesque. Il n'est vraiment pas assez.



Noix de Coco n'est qu'une pièce photographiée de M. Marc Achard. Une pièce boulevardière, sans invention, sans vérité et sans fantaisie. Non sans talent, bien sûr. Le thème, fort déplaisant, repose sur trois personnages, hélas ! classiques dans ce genre d'ouvrages, spécialité « française ». Mme Marie Bell est assez comique involontairement — ; MM. Michel Simon et Raimu sont comiques volontairement. Le premier est même magnifique, mais il ne suffit pas à entraîner cette noix de coco qui vous reste dans la gorge comme la honte.



Il y a naguère eu un film français qui s'appelait *Vacances payées*. Un film américain sur le même thème vient de paraître. On s'en est bien amusé. Je ne dirai rien de l'ouvrage français qui ne vaut pas mieux que le silence, non pas qu'il soit spécialement mauvais, mais parce qu'il est banalement de série. On s'est bien amusé, mais on n'a rien mérité mieux.

Pour nous qui n'avons pas l'occasion ni les moyens de voyager autrement que devant l'écran, pareil film est précieux. Il nous

introduit dans le milieu des petits employés américains, alors que les mœurs des milliardaires, des grands businessmen et de la jeunesse dorée nous sont beaucoup plus familières. Je sais comment vivent les propriétaires de yachts et d'écuries de courses, je connais les goûts des filles des magnats du pétrole ou de la levure de bière, mais j'ai rarement suivi sur l'écran les aventures de la dactylo new-yorkaise ou de l'employé d'assurances de Kansas-City.

Or voici justement une demoiselle de magasin. *On s'est bien amusé* la conduit dans une camp de vacances. C'est un spectacle fort curieux pour le moraliste, mais c'est un spectacle qui n'est guère édifiant. La jeune fille est charmante — Ginger Rogers — mais sa liberté d'allures passe la mesure, est ce qu'on appelle en bon français de la licence. Cette personne provocante, et d'une perversité que je me refuserai à appeler ingénue, obéit néanmoins à des règles morales rigoureuses mais imprévues et qu'on jugera absurdes.

Étant donné la mode des ouvrages consacrés aux jeunes gens chez les fabricants de films et de pièces de théâtre en France, j'attends, cela ne peut guère tarder, une bande vouée aux auberges de la jeunesse. Car les *Vacances payées*, à quoi il a été fait allusion tout à l'heure, n'est qu'une comédie à la chaîne.



M^{me} Bette Davis vient d'enlever, une fois de plus, le titre de meilleure comédienne de l'Amérique, des Amériques ou du monde, peu importe... Titre remporté en un temps-record mesuré à l'aune de *Insoumise*, film apparu naguère et que plusieurs salles viennent de projeter à nouveau avec raison.

Au Nouveau-Monde, prodigue en filles dont les charmes inspirent à la littérature des chroniques tout un dictionnaire de néologismes enthousiastes, il faut faire une place à part à M^{me} Bette Davis. Elle ne sera jamais une star : elle reste une actrice et une actrice remarquable. Elle n'emprunte aux stars que la robe, toutes les robes, et l'aisance à les porter.

En vérité, M^{me} Bette Davis figure assez bien la dernière et la malheureuse d'une portée de petits chats. Elle en a la figure plate et légèrement apeurée, des yeux ronds, un peu globuleux, un peu laïcs, elle n'a pas la minceur idéale, mais une maigreur chétive. La dernière, la plus petite : ce qu'il faut pour être un sujet préféré. Un peu près privée de tous moyens de séduction, M^{me} Bette Davis, de ses doigts filiformes, remuer toute une société, semer le trouble dans une province, fustiger les forts, étrangler un fléau.

Et pourtant *l'Insoumise*, qui lui vaut aujourd'hui son annuel triomphe, ne fut pas un de ses meilleurs films. J'entends qu'elle y fut secondée par le scénario, la mise en scène, l'évocation d'une époque et d'un pays généreux d'un charme et d'un pittoresque abondant, par un sujet scabreux certes, mais qui ne comporte cependant aucune image choquante. Mais je l'ai vue dans des comédies indi-

gentes ou de pauvres drames que sa personnalité sauvait à coup du « four ».

Qui donc se plaignait hier de la disparition des grandes dames Mme Bette Davis, dont j'ignore totalement la généalogie, est une grande dame.

PIERRE VILLOTEAU.

Le film documentaire allemand

L'importance mondiale, sans cesse croissante, du film documentaire gagne tout ce que, de par la force des choses, le film romanesque est appelé à perdre, à moins que ses trames ne parviennent à prendre une valeur littéraire et humaine. En une matière de l'étude adéquate comporterait de longs chapitres, notons seulement deux aspects :

1° Le formidable programme de saison de la DEGETO où se révèle l'œuvre géante du Dr Eckardt et de M. Fischer : *douze documentaires de long métrage emplissant l'entier visionnement de douze soirées*, stock unique sur lequel ont bondi aussitôt les distributeurs du monde entier. En voici quelques titres : *Nostalgie d'Afrique*, tourné en pleine forêt tropicale. *Gobi*, réalisé sur place dans les déserts d'Asie centrale. *Michel-Ange*, encyclopédie de toute la popée picturale et sculpturale du maître. *Province allemande* qui va pieusement, amoureuxment, à tout ce que le paysage, l'architecture, la paysannerie apportent à la camera de matériel prenant. Je ne cite pas toute la série, vrai « compendium » d'Allemagne de camera allemande de par l'Univers. Car, à côté de la DEGETO y a TERRA qui a une expédition prenant des vues dans l'hinterland de Tripoli..., il y a BAVARIA qui filme avec tout un état-major au Chili, Juan-Fernandez, Patagonie, Terre de feu.

2° Et enfin, deuxième point de ce qui est nécessaire à dire, grand film historique allemand se prépare avec une somptuosité inégalée à Nuremberg. Tobis y a envoyé les plus grands artistes de la scène allemande : Heinrich George, Kristina Soderbaum, Paul Wegener, Michael Bohnen, Ernst Legal, une foule d'autres. Le metteur en scène, Veit Harlan, veut tourner, sur place, *l'entrée des empereurs allemands à Nuremberg*, au feu des torches. Qu'on imagine l'efflorescence du gothique, la cité essentiellement médiévale, fouillée par les plus puissants projecteurs. ... Nuremberg ! De là même, partirent les commandements qui ont remanié la carte d'Europe. Et ce commandement cherche sa *tradition* dans le Saint-Empire romano-germanique... et il veut l'envoyer de par l'univers, afin que les yeux innombrables voient la pompe souveraine de Germanie à travers les siècles.

PEYREBÈRE DE GUILLOUTET.

LE MOIS ARTISTIQUE — FÉVRIER

1^{er}. — Longue promotion de la Légion d'honneur. A retenir : le peintre Asselin, le décorateur Paul Colin, l'architecte Pacon, le sculpteur Niclausse, officiers, le graveur Beaufrère, le peintre Pierre Roy, le sculpteur Salendre, chevaliers.

— Rétrospective, chez Guiot, du graveur Balgley, que Cl. Roger-Marx nomme « le Bresdin hébraïque ».

3. — M. del Vayo, ministre des Affaires étrangères de la République espagnole, et M. Jaujard, sous-directeur de nos Musées nationaux, signent à Perpignan l'accord grâce auquel les trésors d'art sauvés de l'arène sanglante seront envoyés au siège de la S.D.N. — Galerie de la Muette, peintures vivantes de F. Hodel.

4. — Galerie Charpentier, Venise interprétée par les trois jeunes intéressants que sont Charles Blanc, Yves Brayer et Mac Avoy. — Deluermoz chez qui « la ligne n'emprisonne pas le muscle » (André Demaison) — et Gousseinov, Suzanne Masse, Paul Hugues.

6. — A l'Équipe, gravures de Brunck de Freundeck, « paysages ou le rêve croise la vérité » (Paul Maury).

8. — Le fin Conrad Meili, galerie Malesherbes. Au Petit-Palais, les Lemaître, Bonfils, Bouquet, Kikoïne, Galanis, Apartis, Saupique; un ensemble grave, et une aimable rétrospective de Roger Grillon.

10. — Galerie Billiet, Nathalie Ericson, et sa « Peinture-au-Bois-Dormant » (Louis Chéronnet). — Galerie Bernier, hommage, digne d'elle, à Suzanne Valadon.

11. — L'Académie des Beaux-Arts apprend la mort du sculpteur animalier Georges Gardet, qui siégeait chez elle depuis 1917.

13. — Galerie Barreiro, un Japonais, Takeuchi, et un Suédois, Rudbeck. Influences françaises.

14. — Galerie Allard, savoureux paysages basques de Renée Fabre. — Chez Barreiro, l'agréable Germaine Lacaze.

15. — Galerie Henriette, le surréaliste Jean Villeri, dont les pensées, paraît-il, « vous prennent par la conscience » (René Char). — Galerie Schoeller, l'idyllique Céria. — M. Georges Prade, conseiller municipal, souhaite que les chefs-d'œuvre du Prado soient exposés au Petit-Palais.

16. — Le peintre Effinger « inégal parce que spontané » (Thiébault-Sisson), galerie Drouant. — Le peintre Jean Aujame « enthousiaste de la vie faite de chair et de cœur » (M. Florisoone), galerie de Berri. — Un incendie détruit en partie le château historique de Clères, près de Rouen.

17. — Rue Royale, le 32^e Salon des Humoristes, sans un Mussolini

enlevé par la police, et avec une rétrospective de Louis Morin. — Galerie Pierre, les « tableaux-objets » de César Domela.

18. — Vente de la célèbre collection Canonne qui produit 3.055.000 francs. Un paysage de Cézanne, *Le pilon du roi*, atteint 542.000 francs, les *Deux sœurs* de Renoir, 330.000 francs, la *Cathédrale rose* de Claude Monet, 172.000 francs, un *Pont de Moret* de Sisley, 150.000 francs. Les vivants atteignent : six Bonnard 269.000 francs, trois Derain 17.700 francs, deux Vuillard 73.000 francs, quatre Henri Matisse 186.000 francs, un Dufy 13.000 francs, un Utrillo 9000 francs.

— Galerie Rotgé, le fervent peintre Jean Moreau, émule de Segonzac. — Galerie Orbis, Grabowski, qui « respecte les lois permanentes de la composition » (Waldemar George). — L'Académie des Beaux-Arts apprend la mort de son correspondant l'aquafortiste Alfred Brunet-Debaines, né au Havre, médaille d'honneur des Artistes Français en 1903.

20. — Le Sidaner et ses papillotements chez Charpentier. — Même lieu, la Syrie et le Liban vus par Edouard Fraisse.

21. — Même lieu encore, Jac Martin-Ferrières, l'Espagne et la Yougoslavie, telles que les aurait peintes A. t'Serstevens s' « il avait disposé d'autre chose que d'une palette verbale.

23. — *Le Journal* annonce qu'Utrillo intente un procès au fisc de New-York, la douane américaine déclarant que ses tableaux sont des objets manufacturés, puisque peints d'après des photos ou des cartes postales. — Le conseil des Musées nationaux charge son président, M. David-Weill, de négocier avec le gouvernement espagnol une exposition, dans un musée national, des chefs-d'œuvre du Prado et de l'Escorial.

24. — Galerie Billiet, le peintre Gouast, proche de Lhote et dont les femmes « tiennent à la fois de la sirène et de l'étoile de mer » (René Trintzius).

27. — Le maître potier Soudbinine et le mélancolique Benn chez Charpentier.

28. — Annonce de la mort à Bordeaux du paysagiste Louis Cabié, âgé de 82 ans. Élève d'Harpignies, il était né à Dol. Plusieurs de ses œuvres, dont certaines furent récompensées par les Artistes Français, figurent dans les musées de Bordeaux, Cognac, Chambéry, Angers, etc... — Galerie Petridès, le peintre Georges Rouault, dont nous avons dit (*La Vie Intellectuelle*, 10-1-39) la grandeur tragique.

GASTON POULAIN.